

« QUE SAIS-JE ? »
LE POINT DES CONNAISSANCES ACTUELLES

HISTOIRE DE BYZANCE

par

Paul LEMERLE

Ancien membre de l'École française d'Athènes



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

—
1948

QUINZIÈME MILLE

*A la mémoire de Stéphane BINON,
membre belge de l'Ecole française d'Athènes,
tué à Wakken, le 26 mai 1940.*

DÉPOT LÉGAL

1^{re} édition 2^e trimestre 1943
2^e — 4^e — 1948

TOUS DROITS

de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays

COPYRIGHT

by Presses Universitaires de France, 1943

INTRODUCTION

L'objet de ce livre est de peindre, dans ses grandes lignes, l'histoire de l'empire dont Byzance fut la capitale. Il me semble donc naturel de prendre pour point de départ le 11 mai 330, jour où Constantin inaugura solennellement sur les rives du Bosphore la nouvelle capitale de l'empire ; et pour point d'arrivée le 29 mai 1453, qui voit le dernier empereur byzantin tué en combattant sur les murailles, et l'entrée des Turcs dans la ville.

Je n'ignore pas les critiques auxquelles je m'expose en prenant pour date initiale l'année 330. Sans doute, l'empire « romain » ne prend pas brusquement fin à cette date, pour être aussitôt continué, ou remplacé, par un empire « byzantin ». On a pu soutenir que l'année 395, celle de la mort de Théodose et du partage de l'empire entre Arcadius et Honorius, serait préférable. Certains même ne font commencer l'empire byzantin qu'avec le règne de Justinien (527-565), voire avec celui de Léon l'Isaurien (717-740). Ce sont de vaines querelles. L'empire peut être dit byzantin à partir du moment où l'empereur — qui reste et restera jusqu'en 1453 « empereur des Romains » — abandonne Rome, dont la décadence est sans remède, et transporte la capitale à Constantinople, qui devient le centre administratif et politique de l'empire. Dans la lente et longue évolution qui transforme le principat d'Auguste en une monarchie chrétienne et orientale, il y a peut-être des dates

plus importantes, il n'y en a pas de plus expressives.

Il n'est pas moins vain de discuter sur le nom qu'il convient de donner à cet empire. Les érudits français qui, au XVII^e siècle, fondèrent la science byzantine, Labbé et surtout Ducange, disaient simplement « histoire byzantine ». Ce sont les philosophes du XVIII^e siècle qui ont tout brouillé, en mêlant à l'histoire des préoccupations polémiques : ils ont condamné en Byzance la plus parfaite réalisation d'une monarchie absolue et d'un état religieux. Voltaire donne le ton, en écrivant qu'il existe « une histoire encore plus ridicule que l'histoire romaine depuis Tacite : c'est l'histoire byzantine. Cet indigne recueil ne contient que des déclamations et des miracles. Il est l'opprobre de l'esprit humain, comme l'empire grec était l'opprobre de la terre. Les Turcs du moins sont plus sensés : ils ont vaincu, ils ont joui, ils ont très peu écrit ».

De ce jugement, où l'ignorance le dispute au parti pris, l'histoire byzantine ne s'est pas encore tout à fait relevée. La conviction s'est faite que Byzance est une pâle survivance de l'empire romain, descendant de façon continue et fatale vers la ruine définitive, au milieu des querelles de moines et des cérémonies compliquées d'une cour presque barbare. C'est condamner sans entendre. Le tort de Byzance est de n'avoir pas eu de grand historien, comme Thucydide ou Tacite, mais des chroniqueurs dont le grec est souvent difficile : il est plus commode de les mépriser que de les lire. On souhaite montrer dans ce petit volume qu'un empire qui, pendant onze siècles, aux confins de l'occident et de l'orient, a su résister aux coups portés par l'un et par l'autre, et remplir auprès de l'un et de l'autre sa mission historique et civilisatrice, mérite mieux que l'indifférence ou le mépris.

CHAPITRE PREMIER

CONSTANTIN.

LA MONARCHIE CHRÉTIENNE ET ORIENTALE

Le règne de Constantin, qui voit l'empire païen devenir empire chrétien, et Rome dépossédée de sa primauté au profit de Constantinople, marque bien le commencement de l'histoire byzantine. Mais il faut rappeler qu'il n'y a pas de coupure nette entre histoire romaine et histoire byzantine : celle-ci, pendant près de trois siècles, jusqu'à l'échec de Justinien pour refaire l'unité de l'empire, apparaît comme la continuation de celle-là. C'est pendant ces trois siècles que l'héritage de Rome et de la Grèce, menacé par les invasions barbares, a été peu à peu transféré à Byzance, et que l'empire, travaillé par de profondes influences, a reçu les caractères essentiels qui seront ceux de l'empire byzantin.

La crise du III^e siècle. — Comme tous les grands événements, celui-ci a des origines lointaines : on pourrait soutenir sans paradoxe que la monarchie constantinienne est en germe déjà dans le principat d'Auguste. Considérons seulement le III^e siècle. Après l'éclat de la dynastie antonine, après cet admirable siècle de « paix romaine » qu'avait été le second siècle, l'empire traverse une crise terrible, et qui manque de peu d'en provoquer la ruine, Crise

intérieure : les empereurs sont faits et défaits par le caprice ou la cupidité des soldats ; certains ne règnent que quelques jours ; presque tous périssent de mort violente. Jamais on n'a mieux compris la grande faiblesse du régime institué par Auguste : l'empire ne connaît pas de règle de succession. Crise extérieure : tout au long de l'immense frontière, les barbares attaquent et crèvent le *limes* édifié par Hadrien ; l'Italie elle-même est menacée, et c'est pour mettre Rome au moins à l'abri d'un coup de main qu'Aurélien construit sa puissante enceinte. Crise économique : le commerce s'arrête, les champs sont abandonnés ou dévastés, l'impôt ne rentre plus, la monnaie est dépréciée. Crise religieuse et morale enfin : le paganisme latin, tel qu'Auguste avait tenté de le faire revivre, ne satisfaisait plus depuis longtemps les consciences inquiètes. Les religions et les superstitions de l'orient s'étaient répandues dans tout l'empire, où se côtoyaient et se confondaient les croyances les plus singulières, les rites les plus étranges. On tendait vers une religion détachée de ce monde décevant, et reportant dans un autre monde le but et la fin de l'existence terrestre. Le monothéisme attirait les meilleurs esprits. Le christianisme achevait sans bruit de se donner une organisation et un dogme.

Le III^e siècle a connu cependant quelques empereurs énergiques ou bien intentionnés : tous, à très peu d'exceptions, ont été massacrés par leurs soldats avant d'avoir pu faire œuvre utile ; tous ont dû consacrer le peu de temps que leur laissait la faveur des légions à courir d'une frontière à l'autre, pour boucher les plus larges brèches par où le flot des barbares inondait l'empire. Il faut attendre le règne de Dioclétien (285-305) pour voir une volonté énergique enrayer la décadence de l'empire, et tirer par

une réforme hardie les leçons de près d'un siècle de troubles.

Dioclétien et les premières réformes. — Ce n'est pas seulement comme prédécesseur immédiat de Constantin, que Dioclétien mérite de nous retenir un instant. C'est aussi parce qu'il fut l'empereur qui sauva l'empire, en lui imposant une réforme aussi profonde que l'avait été celle d'Auguste, ou celle d'Hadrien. Sur bien des points, Constantin ne fait que continuer, compléter, consacrer l'œuvre de Dioclétien, et il est parfois difficile de faire le départ entre ce qui revient à l'un et à l'autre empereur.

C'est Dioclétien qui fait de l'empereur un personnage sacré, que l'on adore selon des rites minutieusement réglés, empruntés à l'étiquette des cours orientales : on se prosterne devant lui, on baise un pan de son manteau de pourpre. Et c'est Dioclétien qui pousse jusqu'à ses dernières conséquences le principe de l'absolutisme monarchique, et celui de la centralisation administrative qui en est le corollaire : le sénat n'a plus aucun rôle effectif, et les *senatus-consultes* sont supprimés ; les provinces sénatoriales disparaissent, en même temps que les derniers privilèges de l'Italie ; toute la direction de l'empire est confiée aux conseils, aux bureaux et aux agents de l'empereur.

Se souvenant d'ailleurs des dangers que l'anarchie militaire avait fait courir à l'empire, Dioclétien sépara rigoureusement les fonctions civiles et les commandements militaires, enlevant leurs troupes aux gouverneurs de province, et aux généraux tout rôle dans l'administration.

Dioclétien enfin devait nécessairement résoudre les deux problèmes desquels dépendait le salut de l'empire : la défense du territoire, la régularité de la

succession. C'est sans doute pour résoudre le premier, et parce qu'il comprit qu'il était impossible à un seul *imperator* de défendre l'immense frontière de l'empire, que dès 286 Dioclétien s'associa comme « auguste » Maximien. Il lui confia la défense de l'occident, lui-même gardant celle de l'orient : notons en passant la division vers laquelle marchait fatalement l'empire, et la prédominance déjà reconnue à l'orient grec sur l'occident latin.

Et c'est apparemment pour donner à l'empire le statut successoral qui lui avait toujours manqué, qu'en 293 Dioclétien transforma cette dyarchie en une tétrarchie, associant aux deux augustes deux césars, Constance Chlore et Galère : ils devaient pour le présent assister les deux augustes dans leur administration, ils étaient pour l'avenir leurs successeurs désignés.

Dioclétien voulut voir fonctionner le système qu'il avait créé. En associant à l'empire Maximien, il avait mis une condition : Maximien devait abdiquer lorsque Dioclétien lui-même abdiquerait. Cet événement, qui n'est pas le moins singulier de ce grand règne, survint en 305. Dioclétien se retira dans le palais magnifique, et d'allure tout orientale, qu'il s'était fait construire à Spalato. Constance Chlore et Galère devinrent augustes.

Constantin refait l'unité de l'empire. — En occident, au moment où Constance Chlore devint auguste par l'abdication de Maximien, c'est un officier assez obscur, Sévère, qui lui fut adjoint comme César. Ce choix déçut deux jeunes ambitions : celle du fils de Maximien, Maxence ; et celle du fils que Constance Chlore avait eu d'un premier mariage avec une femme du peuple (une servante d'auberge, disait-on, nommée Hélène), Constantin. Aussi la

mort de Constance Chlore, survenue dès 306, fut-elle le signal d'une série de troubles et d'usurpations : Constantin se fait proclamer auguste par les légions de Gaule et de Bretagne, tandis que Maxence se fait proclamer *princeps* à Rome, et bientôt auguste, par les cohortes prétoriennes ; et après des années d'extrême confusion, Constantin et Maxence restent face à face, en 311.

En orient, l'abdication de Dioclétien avait fait auguste Galère, qui s'était adjoint comme César un officier nommé Maximin Daïa. Tout alla bien jusqu'à la mort de Galère, en mai 311. A ce moment, Maximin Daïa trouva un compétiteur dans la personne d'un certain Licinius, dont Galère avait fait dans la période des troubles un auguste d'occident, mais qui n'avait jamais pu prendre pied en occident et comptait bien se dédommager en orient.

Dès lors, les événements vont se dérouler logiquement : en occident, Constantin se débarrasse de Maxence, pendant qu'en orient Licinius fait de même avec Maximin Daïa ; puis Constantin se débarrassera de Licinius. La bataille qui donna l'occident à Constantin fut celle qui se livra, le 28 octobre 312, aux Roches-Rouges, à l'endroit où le pont Milvius franchit le Tibre, non loin de Rome : Maxence y périt noyé, et Constantin fit dans Rome une entrée triomphale. En orient, Maximin Daïa fut vaincu par Licinius, près d'Andrinople, au début de 313 : il s'enfuit en Asie Mineure, et y mourut la même année, de maladie ou de poison.

Licinius et Constantin étaient apparemment d'accord. En 317, ils s'entendirent pour nommer Césars, d'une part deux fils de Constantin, Crispus et Constantin le Jeune, de l'autre un fils de Licinius, Licinius le Jeune : décision grave, car elle tendait à substituer l'hérédité à la cooptation, au moment où

l'on semblait vouloir restaurer le régime de Dioclétien. Elle portait naturellement chacun des augustes à chercher pour sa famille la totalité du pouvoir. Elle contribua, bien plus que les raisons religieuses dont nous aurons à reparler, à déchaîner la guerre, qui éclata au plus tard en 324 : Licinius fut battu à Andrinople, battu encore à Chrysopolis ; il dut se rendre à Constantin qui, malgré ses promesses, le fit mettre à mort, comme il fit mettre à mort par la suite Licinius le Jeune.

Constantin restait seul empereur. Il avait déjà fait un César de son troisième fils, Constance : il instituait ainsi l'hérédité du pouvoir impérial, en même temps qu'il en rétablissait l'unité. Rien ne subsistait du système de la tétrarchie.

CONSTANTIN ET LE CHRISTIANISME

Position du problème. — Avant Constantin, l'empire romain est un empire païen ; à partir de Constantin, c'est un empire chrétien. C'est là un des événements les plus importants de l'histoire, mais aussi un des problèmes les plus complexes. Le fait en lui-même n'est pas niable, et la tradition chrétienne ne s'y est point trompée, lorsqu'elle mettait Constantin, ainsi que sa mère Héléne, au nombre des saints. Mais cette même tradition chrétienne a de bonne heure fait intervenir, dans le récit de ces faits surprenants, plus de merveilleux qu'il n'était nécessaire.

D'autre part, l'histoire du règne de Constantin pose un problème de sources, qui n'a reçu que dans ces dernières années une solution satisfaisante. Le document considéré comme le plus important, du moins pour ce qui concerne les rapports de Constantin avec le christianisme, était une *Vie de Constantin*

publiée sous le nom de l'écrivain chrétien Eusèbe de Césarée. Or les études récentes, en particulier celles du grand byzantiniste belge H. Grégoire, ont établi que si cette vie, telle qu'elle nous est parvenue, contient peut-être un « noyau eusébien », de très vastes parties sont certainement d'une époque plus tardive. Et l'on doit, en bonne méthode, se défier au plus haut point d'un texte qui pourrait bien être, non pas l'œuvre d'un contemporain ayant personnellement connu Constantin — je veux dire Eusèbe — mais d'un compilateur de la fin du IV^e ou du début du V^e siècle.

Prenons un seul exemple, celui de la vision fameuse qui aurait précédé la bataille contre Maxence au pont Milvius. On connaît le récit traditionnel : l'apparition dans le ciel d'une croix lumineuse accompagnée des mots « par ce signe tu vaincras », l'ordre donné par Constantin à ses soldats de reproduire ce signe sur leur bouclier, la conversion, la victoire. Tout cela est bien dans la *Vie*, mais ne se trouve dans aucun autre texte contemporain de Constantin, et fait plus grave, est ignoré des Pères de l'église jusqu'à saint Augustin compris. Quelle vraisemblance qu'il en soit ainsi, à moins d'admettre que tout ce qui concerne la vision est apocryphe ?

Les seuls textes sur lesquels il sera prudent de s'appuyer sont, avec les panégyriques officiels, l'*Histoire ecclésiastique* d'Eusèbe, qui n'est point suspecte (et qui d'ailleurs ne parle pas de la vision), et le traité de Lactance *Sur la mort des persécuteurs*. Jointes aux documents archéologiques, épigraphiques, numismatiques, ils permettent de reconstituer un schéma qui sans doute est loin d'être définitif, mais qui déjà s'éloigne fort du récit traditionnel, et qui serait à peu près le suivant.

Culte solaire et christianisme. — Constantin commença par être païen et adepte du culte solaire, et la première, peut-être la seule vision qu'il ait jamais eue est une vision païenne. Nous la connaissons par un panégyrique prononcé devant Constantin, à Trèves, en 310 : dans un sanctuaire gaulois, Apollon était apparu à Constantin, accompagné de la Victoire, et tenant des couronnes de laurier à l'intérieur desquelles était un signe que Constantin interpréta comme la promesse d'un long règne. Cette vision joua un rôle important dans la vie de Constantin : s'il n'était point déjà adepte fervent du culte solaire, il le devint, et le resta longtemps. Et les monnaies nous en sont le témoignage, celles en particulier qui montrent sur la même pièce les effigies accolées de Constantin et du dieu solaire.

Cependant la situation des chrétiens dans l'empire allait changer complètement, mais sans que Constantin y soit pour rien. C'est par Galère que fut rendu, en 311, le véritable édit de tolérance. Il déclarait que le christianisme était reconnu et que les chrétiens avaient le droit de se réunir, à condition de ne pas troubler l'ordre ; en échange, ils devaient prier leur dieu pour la prospérité de l'empereur et celle de l'état. L'explication de cet édit, surprenant si l'on se rappelle que Galère avait durement persécuté les chrétiens, est à chercher peut-être dans le désarroi où se trouvait alors Galère, atteint d'une maladie cruelle dont il devait mourir peu de temps après : mais il est vraisemblable aussi qu'on commençait à être las des persécutions, dont on avait pu mesurer l'inutilité. Quoi qu'il en soit, c'est bien là le véritable édit de tolérance, et c'est à tort qu'une tradition persistante veut en reporter le mérite sur ce qu'on nomme — très improprement, nous allons le voir — l'édit de Milan.

L'année suivante, 312, est celle de la célèbre bataille du pont Milvius. Nous savons déjà qu'il faut écarter le récit donné par la *Vie de Constantin* du pseudo-Eusèbe. Deux témoignages nous restent, celui de l'*Histoire ecclésiastique* et celui de Lactance. L'*Histoire ecclésiastique* ne parle point de vision, ni de rien de semblable. Lactance ne parle point non plus de vision ni de croix lumineuse, mais d'un simple songe par lequel Constantin, à la veille de la bataille, aurait été averti de faire marquer sur le bouclier de ses soldats un signe ainsi décrit : « La lettre X traversée d'une barre incurvée à son sommet. » Certains critiques, tel H. Grégoire, rejettent ce récit de Lactance, où ils voient un arrangement de la vision païenne de 310. D'autres croient pouvoir le conserver, et ils y trouvent l'explication du monogramme constantinien, bientôt interprété comme les deux premières lettres grecques du nom du Christ. Nous retiendrons seulement que rien ne permet d'affirmer que Constantin ait été chrétien en 312.

La tradition chrétienne n'attache pas moins d'importance à l'année suivante, 313, celle de l'édit de Milan : témoignage éclatant, dit-on, de la conversion de Constantin. Que s'est-il passé en réalité ? Il y eut à Milan, en 313, des entretiens entre Constantin, vainqueur de Maxence, et Licinius, qui s'appropriait à évincer Maximin Daïa. La politique qu'il convenait de suivre à l'égard des chrétiens fut-elle un des sujets de ces entretiens ? Nous pouvons le supposer, mais nous n'en savons rien. Ce qui est exact c'est que nous possédons, de cette époque, deux documents :

1^o Lactance nous a conservé le texte latin d'une ordonnance de juin 313, adressée par Licinius au gouverneur de Bithynie, et affichée à Nicomédie ; de

cette même ordonnance, Eusèbe dans l'*Histoire ecclésiastique* nous a conservé le texte grec. Sans mettre du tout la religion chrétienne au-dessus des autres, l'ordonnance proclame la liberté de conscience et, dans un esprit d'apaisement autant que de justice, déclare que les biens qui ont été confisqués aux chrétiens doivent leur être restitués. Tel est le document qu'on nomme « édit de Milan », et dont on fait gloire à Constantin. On le nommerait plus justement « ordonnance de Nicomédie », et il s'agit en fait d'une ordonnance de Licinius destinée à l'orient.

2^o L'autre document est une prière, dont le texte nous a été conservé par Lactance. Elle avait été composée par Licinius (ou, dit Lactance, révélée à Licinius), qui l'apprit à ses soldats et la fit réciter avant la bataille décisive contre Maximin Daïa. Ce n'est nullement un texte proprement chrétien, encore qu'aucune formule n'y eût pu blesser un chrétien : c'est une invocation à un dieu suprême, en qui à la rigueur les fidèles de Mithra ou du Soleil pouvaient reconnaître leur dieu, aussi bien que les chrétiens.

Tels sont les deux textes par lesquels nous pouvons deviner l'état d'esprit des empereurs aux environs de 313. Il est notable d'ailleurs que tous deux émanent de Licinius et concernent l'orient : n'est-ce pas parce que Licinius, tout occupé alors de la lutte contre Maximin Daïa, pensait ainsi gagner à sa cause les importantes communautés chrétiennes d'orient ? Quant à Constantin, il est très vraisemblable qu'il a connu et approuvé ces textes, puisque lui-même, quelques mois plus tôt, et dans le même esprit peut-être, avant la bataille décisive contre Maxence, paraît bien avoir opposé, aux rites païens que multipliait son ennemi, des protestations de tolérance et des invocations à un dieu en qui les

chrétiens pouvaient reconnaître le leur. Mais nous n'en savons rien ; et un document authentique que nous avons pour cette année 313, un médaillon d'or frappé dans l'atelier impérial de Tarragone, montre les deux effigies jumelles de Constantin et du dieu solaire. Peut-on admettre que Constantin ait été réellement, et au sens plein du mot, *converti* au christianisme à la même date ?

La conversion de Constantin. — De récentes études, fondées surtout sur la numismatique, ont conduit à penser que Constantin n'inclina nettement vers le christianisme qu'à partir de 320. Fut-ce seulement par conviction intime, ou l'approche du conflit avec Licinius y fut-elle pour quelque chose ? La *Vie* du pseudo-Eusèbe a fait de la persécution des chrétiens d'orient par Licinius le motif de la guerre : c'est manifestement inexact. Mais il est possible que le conflit, où l'ambition de Constantin joua certainement le rôle décisif, ait fini par revêtir, entre autres formes, l'aspect d'un conflit religieux. Peut-être la défaite de Licinius, en 324, à Andrinople, apparut-elle comme une défaite du paganisme, et la victoire de Constantin comme la victoire du christianisme. Ce qui mérite d'être signalé, c'est que Constantin, après sa victoire, ne songea point à imposer le christianisme comme religion officielle. Si nous en croyons le pseudo-Eusèbe, qui ne saurait être suspect que d'exagérer la tendance chrétienne de Constantin, celui-ci après la victoire adressa aux orientaux une proclamation, dans laquelle il déclarait chacun libre de suivre sa croyance.

On voit donc quelle prudence il faut observer en parlant de la *conversion* de Constantin. On doit se garder de deux excès contraires. Il ne faut pas oublier que Constantin n'est venu que lentement à la

foi chrétienne et, semble-t-il, par l'effet d'une série de circonstances, sinon de considérations politiques, plus que par une illumination intérieure ; que pendant longtemps le christianisme put lui apparaître comme supérieur à d'autres religions du moment, mais non point essentiellement différent ; que d'ailleurs, il resta pendant tout son règne *pontifex maximus*, et que s'il voulut épurer le paganisme de ses tares et de ses superstitions les plus grossières, il ne chercha point à l'abaisser.

Inversement, il serait vain de nier que Constantin a toujours été préoccupé par le problème chrétien ; qu'il a dès l'origine montré envers les chrétiens une grande tolérance, et bientôt une grande faveur ; et qu'enfin il faut bien qu'un jour il se soit converti, puisqu'il fut baptisé. Il est vrai, il différa jusqu'à la veille de sa mort de recevoir le baptême : mais ce n'est peut-être pas une marque d'indifférence, et le procédé était alors assez fréquent, car on pensait effacer ainsi plus complètement les fautes de la vie. Ce qui paraît plus singulier, c'est que Constantin reçut le baptême des mains d'un évêque *arien*. Et ceci nous conduit à dire quelques mots des rapports de Constantin avec l'église.

Constantin et l'église. — Une religion qui vit et grandit par son énergie interne, comme c'était alors le cas de la religion chrétienne, n'a rien à souhaiter de plus que la liberté et la sécurité ; et Constantin, sachant bien ce qu'il faisait, lui donna l'une et l'autre. Aussi voyons-nous le monde romain se couvrir d'églises, et au sein de la communauté chrétienne grandissante, se développer une activité théologique intense. Malheureusement, les hérésies se développèrent en proportion. Je laisse de côté les moins importantes, et même le *donatisme* (bien qu'en réalité

il ait fourni à Constantin la première occasion d'intervenir dans les affaires intérieures de l'église), pour ne retenir que l'*arianisme*. On désigne de ce nom une doctrine, née peut-être dès le III^e siècle en Syrie, développée en tout cas au IV^e siècle par Arius, prêtre d'Alexandrie. Arius n'admettait pas que les trois personnes de la Trinité fussent égales : il soutenait que si le Père ou Dieu est bien éternel et non engendré, le Fils est créature du Père ; il niait donc la *consubstantialité*, indirectement, la divinité du Christ. Il fut excommunié par l'évêque d'Alexandrie, décision qui fut confirmée par un synode, puis infirmée par un autre : tout l'Orient chrétien était divisé par cette querelle, et Constantin se décida à intervenir, surtout, sans doute, dans l'intérêt de la paix.

Incapable de mettre les adversaires d'accord, il réunit en 325, à Nicée, un concile, qui est le premier concile œcuménique. Après plusieurs mois, les évêques se mirent d'accord sur un texte que tous, sauf deux, signèrent : c'est le « symbole de Nicée », où il est notamment déclaré que le Fils est consubstantiel au Père (en grec, *homousios*). L'importance de ce concile n'est pas seulement dans le fait que, ayant à formuler pour la première fois avec précision le dogme de la Trinité, il jetait les bases doctrinales de la religion chrétienne. C'est aussi que pour la première fois, le pouvoir impérial intervient dans une question de dogme : toutes les relations futures entre le temporel et le spirituel en découlent. Je dis bien *temporel*, car c'est seulement comme pouvoir temporel, on pourrait dire comme pouvoir de police que Constantin intervient. Il ne semble pas que son but ait été autre que maintenir la paix et l'ordre dans l'église chrétienne, devenue un des rouages importants de l'empire. C'est ce que prouve sa

conduite après le concile : il se fait l'exécuteur de ses décisions, exile en Illyrie Arius et ses plus turbulents partisans. Et qu'il ait été guidé par un souci politique, plus que par une conviction intime, c'est ce que montre mieux encore, à mon sens, son attitude dans les années suivantes à l'égard de la question arienne.

Rien ne fait mieux voir que Constantin, si énergique dans l'action, si ferme dans ses mesures de morale pratique (il châtia très durement l'adultère, la délation, etc.), était par ailleurs hésitant, influençable, porté à « remettre sans cesse en question la chose jugée » (A. Piganiol), peut-être par scrupule de justice. Peu d'années après le concile de Nicée, nous voyons l'arianisme se relever, Arius rappelé d'exil, tandis que son principal adversaire, Athanase d'Alexandrie, était exilé. A quels sentiments obéissait Constantin ? Découvrit-il que l'arianisme était, en occident au moins, plus fort que l'orthodoxie ? Eut-il des doutes sur les décisions prises à Nicée ? On ne sait. On a supposé qu'il subissait l'influence de sa sœur Constantia, très liée avec l'évêque arien Eusèbe de Nicomédie. Le fait est que c'est d'Eusèbe de Nicomédie que Constantin, à son lit de mort, reçut le baptême. Mais en même temps, par une dernière contradiction, il aurait fait rappeler d'exil l'ennemi d'Arius, Athanase...

Ces traits achèvent de dessiner la figure, singulièrement complexe, de Constantin en tant que chrétien. Ce qui est sûr, c'est qu'il ne fut point le chrétien « tout d'une pièce » que certaine tradition voudrait nous présenter. Si l'on veut faire à ce point de vue le bilan de son règne, on peut dire ceci : les chrétiens ne furent pas persécutés, mais traités avec faveur ; leur religion ne fut plus interdite, mais licite ; le christianisme ne fut pas mis en droit au-dessus du

paganisme, mais il fut mis en fait en situation de le supplanter définitivement ; il ne fut pas religion d'état, mais religion privilégiée ; et pour la première fois, on vit l'empereur recevoir le baptême, et l'état se préoccuper des affaires intérieures de l'église. C'est assez, sans doute, pour justifier la place éminente que la tradition chrétienne accorde à Constantin.

LA FONDATION DE CONSTANTINOPLÉ

Il faut s'entendre lorsqu'on parle de la *fondation* de Constantinople par Constantin. Il ne s'agit point d'une ville nouvelle, bâtie sur un emplacement neuf. La vieille colonie mégarienne de Byzance occupait déjà la pointe de cette presque île triangulaire, qui avance entre la mer de Marmara et le vaste port naturel de la Corne d'Or. Byzance avait dû longtemps sa prospérité, et aussi les vicissitudes de son histoire, à cette situation exceptionnellement favorable sur la grande route commerciale des Détroits, la route du blé dans l'antiquité, au point de rencontre de l'Europe et de l'Asie. Mais ce n'était qu'un gros bourg lorsque Constantin la choisit pour donner à l'empire une seconde capitale.

Avant Constantin, le monde romain a une capitale, Rome ; après Constantin, il en a deux en théorie, Rome et Constantinople, mais en réalité, devant Rome abandonnée à son déclin, Constantinople grandit chaque jour, et le fait seul qu'elle est la résidence de l'empereur et le siège de l'administration fait d'elle la vraie capitale. C'est là l'événement essentiel du règne de Constantin, beaucoup plus important, à mon sens, que la conversion même au christianisme, laquelle n'a fait que hâter une évolution fatale.

On a dit, et dès l'antiquité, que Constantin avait

quitté Rome, citadelle du paganisme, parce qu'il s'y sentait impopulaire. Cela est faux, de même qu'il serait faux de croire, en suivant le témoignage du pseudo-Eusèbe, qu'il a voulu faire de Constantinople une ville chrétienne. La « fondation » de la ville s'accompagna de rites païens, et si Constantin y fit élever des églises, il laissa subsister les temples (peut-être même, au témoignage ici peu suspect du païen Zosime, en fit-il construire de nouveaux). Constantin obéit en fait à des considérations stratégiques, économiques, politiques. *Stratégiques* : les menaces les plus graves qui pesaient sur l'empire venaient des Goths et des Perses ; Rome, d'ailleurs vulnérable elle-même par les peuplades de Germanie ou d'Illyrie, était beaucoup trop éloignée de ces deux théâtres d'opérations ; Constantinople, place forte imprenable, était en même temps une excellente base de départ, terrestre et maritime, contre les barbares du nord et de l'est. *Economiques* : la nécessité, en des temps troublés, de maintenir libre la route des Détroits, et d'assurer les échanges commerciaux entre la Méditerranée et les pays riverains de la mer Noire, entre l'Europe et l'Asie. *Politiques* enfin : la décadence générale de l'Italie, déjà si nette au second siècle, n'avait fait que se précipiter ; Rome, orgueilleusement figée dans ses vieux privilèges, était une ville morte ; l'orient grec apparaissait nettement, par sa richesse et par sa civilisation, comme la partie vivante de l'empire.

Rome avait d'ailleurs cessé dès le III^e siècle d'être la capitale effective. N'est-il pas significatif que des quatre souverains de la tétrarchie, aucun n'y ait eu sa résidence, et qu'en Italie même, Milan à cette époque l'ait déjà supplantée ? Constantin n'avait pas davantage résidé à Rome, mais à Trèves, à Sirmium (Mitrovica), à Sardique (Sofia), à Nico-

médie : autant d'étapes sur la grande route d'occident en orient, qui passait aussi par Constantinople, mais qui s'était détournée de l'Italie.

C'est dès 324, au moment où la victoire sur Licinius lui livre l'orient, que Constantin, par un trait de génie, fait choix de Byzance. Les travaux commencent aussitôt et durent jusqu'en 336, occupant un nombre considérable d'ouvriers : on enrôla d'un coup, comme terrassiers, 40.000 Goths. Beaucoup de grandes villes furent dépouillées de leurs œuvres d'art, les monuments de leurs colonnes ou de leurs sculptures, pour orner la ville nouvelle. Pour attirer les notables romains, on leur fit don de palais tout neufs ; et pour attirer le peuple, on institua l'annone telle qu'elle fonctionnait à Rome, et les distributions gratuites de blé. Constantin avait lui-même tracé les limites de la ville, à laquelle il avait donné d'emblée une superficie quatre ou cinq fois plus grande que celle de l'ancienne Byzance. L'inauguration solennelle eut lieu avant que les travaux fussent achevés, le 11 mai 330. Dès lors, c'est à Constantinople que réside l'empereur et que siège le conseil de l'empire. La ville, à laquelle Constantin avait donné son nom, est aussi fréquemment désignée par l'expression de « nouvelle Rome », qui lui restera attachée. Comme Rome, Constantinople aura sept collines et quatorze régions ; elle aura un forum, un capitole, un sénat ; bien plus, son territoire sera considéré comme sol italique, non provincial, donc exempt de l'impôt. Rome ne perd encore aucun de ses privilèges, mais tous sont dédoublés au profit de Constantinople. Et celle-ci devient tout naturellement la vraie capitale, tandis qu'on laisse Rome, dans la solitude et l'oubli, répéter stérilement les gestes de son passé glorieux. « Sur des monnaies de 330 figurent les deux villes sous forme de bustes laurés et casqués, couverts

du manteau impérial ; mais c'est Constantinople qui tient le sceptre » (L. Bréhier).

Les conséquences furent immenses. Tout d'abord, l'opposition s'affirme entre l'occident latin, qu'on semble abandonner à une décadence irrémédiable, et l'orient grec. La fondation de Constantinople marque la victoire de l'orient sur l'occident, et d'une certaine forme d'hellénisme, très orientalisée, sur la latinité.

Elle fut aussi le point de départ d'une civilisation nouvelle, qui mérite le nom de civilisation *byzantine*, parce qu'aucune ville n'a exercé dans l'histoire une action propre aussi forte et durable que Constantinople. L'empire allait être menacé, attaqué, envahi de tous côtés : Constantinople résistera onze siècles. Et c'est à l'abri de ses murailles, dans ses palais, ses monastères et ses ateliers, que se fera la fusion des éléments gréco-latins, orientaux et chrétiens qui forment la civilisation byzantine.

Qu'on essaie enfin d'imaginer ce qui se serait passé lorsque Rome, dont la chute était inévitable et prochaine, allait périr sous le flot des barbares. Tout l'héritage de la civilisation antique risquait de disparaître avec elle, comme en effet, pendant quelques siècles, il a disparu en occident. Aucune autre ville n'était capable de recueillir l'enseignement classique, pas même Antioche ou Alexandrie : la conquête arabe, d'ailleurs, était prochaine. Aussitôt fondée, Constantinople attira vers elle tout ce qui restait vivant de la civilisation gréco-latine. Pendant toute son histoire, grâce à sa puissance, à sa richesse ou à son prestige, et par le fait seul qu'elle maintint la langue grecque, Constantinople défendit cet héritage. La plus grande gloire de Constantin, c'est peut-être, par un déplacement opportun du centre de l'empire, d'avoir sauvé ce qui pouvait être sauvé.

LA MONARCHIE CONSTANTINIENNE
ET L'EMPIRE DU IV^e SIÈCLE

Il est bon de rappeler qu'à peu près vers le milieu de l'espace de trois siècles qui sépare Auguste de Constantin, sous Hadrien, l'empire romain avait subi une réforme administrative profonde : le recrutement de l'armée devenu régional ; l'organisation du conseil du prince et des bureaux impériaux ; l'administration de l'Italie enlevée au Sénat ; l'institution, pour l'ordre équestre au moins, d'une hiérarchie de fonctions, de traitements et de titres : autant de mesures grosses d'avenir. Il faut rappeler encore que Dioclétien est aussi l'auteur d'une réforme qui, sur bien des points, se confond avec celle de Constantin. Mais ces réserves une fois faites, il est vrai de dire que Constantin eut le mérite de donner une forme définitive à ce qui n'était qu'ébauché : à la fin de son règne, l'empire a reçu, dans tous ses rouages, les caractères entièrement nouveaux qui font qu'à ce moment c'est une autre histoire qui commence.

L'empire et sa défense. — Géographiquement, les limites de l'empire ont subi peu de changement. L'autorité romaine s'étend, en Europe, sur tous les pays situés à l'ouest et au sud du Rhin et du Danube, et sur la Bretagne à l'exception de ce qui est aujourd'hui l'Ecosse et l'Irlande ; en Afrique, sur une bande côtière plus ou moins large allant du Maroc (Maurétanie) à l'Egypte, et sur l'Egypte elle-même ; en Asie, sur l'Arabie sinaïtique, la Palestine, la Syrie, l'Asie Mineure, avec comme limites vers l'est le désert arabique, l'empire perse, les hautes vallées de l'Euphrate et du Tigre. A l'intérieur de ces frontières, le territoire est réparti en *provinces* dont le nombre dépasse cent, et entre lesquelles toutes les

différences administratives ont été effacées. Dioclétien groupe les provinces en douze *diocèses*, qui bientôt seront eux-mêmes groupés en quatre *préfectures* : Gaules, Italie, Illyrie, Orient.

La défense de l'empire fut organisée selon un système nouveau. On avait cru protéger le territoire en élevant, tout le long des frontières, une sorte de muraille de Chine, une ligne de retranchements continus, le *limes*, à l'abri de laquelle on se jugeait en sûreté : les villes avaient peu à peu débordé de leurs vieilles enceintes dans les plaines voisines, elles avaient laissé leurs murailles tomber en ruines. Les invasions du III^e siècle montrèrent la fragilité de ce système. Sous la pression puissante des barbares, le *limes* s'effondra, livrant sans défense les villes ouvertes de l'intérieur. C'est pourquoi on voit alors les cités réparer ou construire hâtivement leurs murailles ; et c'est pourquoi, à partir de Constantin, la défense principale de l'empire ne fut plus sur la frontière, où l'on ne maintint qu'un rideau de soldats-paysans, les *limitanei*, mais précisément dans des places fortes, où de bonnes troupes tenaient garnison. La mesure était d'autant plus opportune que les barbares avaient pour eux le nombre et la mobilité, et pouvaient toujours en un point quelconque crever la fragile barrière du *limes*, tandis qu'ils n'entendaient rien à l'art des sièges et ne savaient pas prendre une place.

L'empereur et le gouvernement. — L'empereur est souverain absolu. Il est dieu. Aurélien déjà, au III^e siècle, avait porté en public le diadème, attribut divin, et les inscriptions lui donnaient les titres de *deus et dominus*. L'évolution nécessaire du principat vers une monarchie de type oriental, sous l'influence des monarchies hellénistiques, égyptienne, perse,

s'achève avec Dioclétien et Constantin, et avec l'organisation minutieuse des rites d'adoration du prince. En même temps, tout ce qui concerne l'empereur devient *sacré* : le ministre des finances, à partir du moment où la fortune de l'empereur s'identifie avec celle de l'empire, sera le « comte des largesses sacrées » ; le chef de la garde-robe impériale, le « comte du vêtement sacré », etc.

Cette conception nouvelle de l'empereur implique une conception nouvelle de l'administration impériale et du gouvernement. Elle tient en deux idées ; 1^o Le palais impérial, la *cour*, dirions-nous, devient le centre de l'état, et « l'empire y tient tout entier » (V. Duruy, cité par F. Lot) ; 2^o On ne sert plus l'état, mais l'empereur ; la notion orientale, et bientôt médiévale, du service personnel du prince, se substitue à la notion antique de magistrature. Ici encore, il faut se garder de croire à une révolution : toujours les empereurs romains ont eu des « clients » ou des « amis », et c'est parmi eux déjà qu'Hadrien avait recruté ce « conseil du prince » qui avait pris peu à peu la place du Sénat. Mais c'est à partir de Constantin que l'institution reçoit sa forme définitive, et que les grands postes de l'état sont confiés aux *compagnons* de l'empereur, en latin *comites*, en français *comtes*.

Pour éviter que la confusion se mette dans cette masse de plus en plus considérable de gens qui gravitent autour de l'empereur, on est conduit à fixer minutieusement les règles de la *hiérarchie*. Le système est inverse du système romain. Pendant longtemps, la fonction exercée avait dépendu de la classe à laquelle on appartenait : désormais la classe dépendra de la fonction. Autour de l'empereur, les membres de sa famille sont les *nobilissimes* ; puis viennent les *patrices*, les *illustres*, les *respectables* (*spectabiles*) ;

les *clarissimes* correspondent à peu près à l'ancien ordre sénatorial, et les *perfectissimes* à l'ordre équestre. « A la société censitaire d'Auguste se trouve substituée une hiérarchie de fonctionnaires » (E. Albertini).

Pour éviter d'autre part qu'un fonctionnaire prenne trop d'importance, pour écarter les risques d'usurpation ou de rébellion dont le siècle précédent avait montré la gravité, on fit une règle de ce qui depuis quelque temps déjà tendait à s'établir comme coutume : la séparation des pouvoirs civils et militaires. Les généraux (*ducs* ou *comtes*) n'eurent plus de part à l'administration. Inversement, les gouverneurs des provinces ou les vicaires des diocèses, les préfets du prétoire eux-mêmes sont des fonctionnaires purement civils. Quant à l'administration centrale, elle est confiée aux bureaux impériaux qui, placés sous l'autorité du *maître des offices*, conservent dans l'ensemble l'organisation et la division en quatre grands services qu'ils avaient déjà reçus d'Hadrien.

Crise économique et transformations sociales. —

A ces transformations profondes dans le gouvernement, correspondent des transformations sociales qui atteignent toutes les classes et toutes les conditions. L'origine doit en être cherchée dans la crise économique, provoquée ou aggravée par les désordres et les troubles du III^e siècle. Le ralentissement des échanges commerciaux, l'appauvrissement général, la diminution du nombre des esclaves, la décadence industrielle amenèrent un profond bouleversement dans les conditions de la vie et de l'économie, jusque là essentiellement urbaines, de l'empire. Les transformations sociales en sont la conséquence.

Pendant les trois premiers siècles, l'empire romain

apparaissait comme une « fédération de cités », constituée sur le modèle de Rome. Chaque ville, image réduite de Rome, était administrée par des magistrats et des décurions (sénateurs) qui reproduisaient la hiérarchie municipale romaine. Cet heureux équilibre ne survécut pas à la prospérité : au cours du III^e siècle déjà, les fonctionnaires impériaux, le gouverneur de la province et surtout le curateur préposé aux comptes, avaient largement empiété sur les pouvoirs des organismes municipaux, qui virent leurs charges augmenter à mesure que leur rôle diminuait. Il était de tradition qu'un magistrat dépensât largement pour l'embellissement de sa cité et les plaisirs de ses concitoyens : quand les vieilles familles furent appauvries, on rechercha moins des fonctions et des dignités devenues plus vaines et plus onéreuses ; on les évita quand, après les réformes de Dioclétien, les décurions eurent la tâche de répartir et lever les impôts ; on se mit à les fuir lorsque Constantin eut rendu les magistrats responsables sur leur fortune personnelle de la rentrée des impôts. L'état intervint alors pour fixer quelles catégories de citoyens étaient, par leurs revenus, astreintes aux obligations de la curie, obligées d'en accepter les responsabilités : ainsi se constitua la classe héréditaire des *curiales*. « Il est impossible que le fils, en héritant du patrimoine, n'hérite pas des charges. On est donc curiale héréditairement... et la personne du curiale devient serve de la curie, comme celle du paysan devient serve de la glèbe » (F. Lot).

Le séjour dans les villes, naguère si attrayant, n'avait plus de charme. Les plus riches, pour s'en évader, avaient un moyen : l'inscription au sénat de la capitale, qui dispensait des obligations envers la curie locale ; c'est pourquoi l'admission au nombre des *clarissimes* fut une faveur si recherchée. Et l'on

vit se constituer une classe sociale nouvelle, celle des grands propriétaires provinciaux, vivant indépendants sur leurs domaines, où ils échappent à l'autorité des fonctionnaires, se déroberont à l'impôt, exercent souvent la justice eux-mêmes et prennent le droit d'asile. Bien plus, par l'institution du *patronage*, ils attirent à eux quelques-uns des meilleurs éléments des villes : contre les exigences grandissantes du fisc, ils prennent sous leur protection des gens qui d'ordinaire font en échange donation de leurs biens, ne conservant que l'usufruit. Il y avait là un grave danger pour les finances impériales, et c'est bien pourquoi on renouvela si souvent, et d'ailleurs en vain, l'interdiction du patronage.

La crise économique renversait l'importance relative de la ville et de la campagne : la terre redevenait la principale source de richesse. Il parut important d'en soustraire l'exploitation régulière à la fantaisie individuelle, et de l'organiser comme un service d'état. Aussi les paysans, plus encore que les *curiales* et les artisans des villes, furent-ils enchaînés à leur condition, et à la terre. Sans doute le paysan, qu'il soit fermier ou propriétaire, est un homme libre ; mais il est en même temps attaché héréditairement à une parcelle du sol, qu'il n'a pas le droit de quitter, et dont on ne peut pas l'expulser. C'est ce qu'on désigne par l'expression de *servage de la glèbe*.

Soldats, fonctionnaires, bourgeois et artisans des villes, paysans, tous attachés à leur condition de la façon la plus étroite et souvent héréditaire : telle nous apparaît la population de l'empire dès le IV^e siècle. Seules, la puissance des grands et la faveur de l'empereur apportent quelque diversité. Le trait le plus frappant de ces institutions, c'est sans doute l'intervention tyrannique de l'état dans tous les domaines. Elle était devenue inévitable, et elle s'ex-

plique par deux raisons. D'abord, la crise économique amenait chacun à tenter de se dérober à ses charges, et par réaction conduisit l'état à fixer brutalement chacun dans sa condition, pour mieux l'attacher à ses obligations. Ce n'était qu'un expédient, et l'erreur fut de le prendre pour un remède. Mais dans cet empire immense et hétérogène, où Rome n'avait pas su développer le sens de l'intérêt commun, il n'y avait plus d'autre salut que dans l'autorité. D'autre part, il est certain que le régime créé par Auguste avait échoué, en ce sens qu'il n'avait pas donné à l'empire une constitution qui fût à sa taille. Il n'en avait pas imaginé d'autre que le régime municipal de Rome, indéfiniment reproduit dans toutes les cités de la Romania. *Senatus populusque romanus* : mais le sénat s'était abaissé au rang d'un conseil municipal, et le peuple n'était plus depuis longtemps que la caricature du peuple souverain, comme les factions du cirque seront celle du forum. Là encore, point d'autre salut que dans l'autorité venue d'en haut.

CHAPITRE II

DE CONSTANTIN A JUSTINIEN LA LUTTE CONTRE LES HÉRÉTIQUES ET CONTRE LES BARBARES (337-518)

Caractères généraux. — Constantin avait fondé l'empire chrétien et oriental. Pendant près de deux siècles, jusqu'à l'avènement de la dynastie justinienne, ses successeurs auront pour principale tâche de défendre le christianisme contre les hérésies, et l'orient contre les invasions.

C'est une époque confuse, où plus de vingt empereurs, en orient et en occident, se succèdent au gouvernement : des Espagnols, des Illyriens, des Thraces, un Asiatique. Quelques règnes sont plus longs ou plus remarquables : à Constance II, fils de Constantin, succède son cousin Julien (361-363), avec qui s'éteint la dynastie de Constance Chlore. Puis Valentinien gouverne l'occident, et Valens l'orient (364-378). A Valens succède l'Espagnol Théodose I, surnommé le Grand (379-395), dont les deux fils règnent, l'un, Honorius, en occident, l'autre Arcadius, en orient (395-408), où à son tour il a pour successeur son fils Théodose II (408-450). Puis tandis que l'occident est la proie des barbares, l'orient est gouverné successivement, de 450 à 518, par Marcien,

Léon I, Zénon et Anastase. A vrai dire, deux règnes surtout sont importants : celui de Théodose I, parce que cet empereur fut le dernier à commander effectivement à tout l'empire ; et celui de Théodose II, qui était lui-même un être médiocre, mais dont le long règne permit à ceux qui gouvernèrent à sa place, ses ministres ou sa sœur Pulchérie, de faire œuvre utile.

Pendant cette période troublée, l'empire fut tantôt entre les mains d'un empereur unique, tantôt partagé entre deux empereurs, l'un en orient, l'autre en occident. Toutefois, l'unité du gouvernement impérial subsiste. Elle subsiste en droit, puisque l'un des empereurs tient ordinairement son investiture de l'autre, et elle subsiste en fait, puisque presque toujours l'un des empereurs eut assez d'autorité pour imposer à l'autre ses vues. Elle subsiste aussi dans la conscience des peuples. Ni les « Romains » ni les « Barbares » n'ont eu le sentiment que l'orient et l'occident étaient désormais distincts : Odoacre demandera encore l'investiture d'Anastase, qui la lui accordera. Il n'est pas exact de dire qu'à la mort de Théodose I, en 395, il y eut *partage* de l'empire entre Honorius et Arcadius, et séparation définitive de l'orient et de l'occident : Théodose I fut surpris par la mort alors qu'il venait, comme tant de ses prédécesseurs, de désigner un auguste pour l'occident, Honorius, et un pour l'orient, Arcadius ; mais il ne songeait pas à un partage, et les contemporains n'ont eu conscience de rien de semblable. Une quarantaine d'années plus tard, quand on publia sous Théodose II le code célèbre qui porte le nom de cet empereur, et qui réunissait les constitutions de tous les empereurs chrétiens depuis Constantin, on le fit en même temps au nom de l'empereur qui régnait alors en occident, Valentinien III,

et on rappela que pour être valable, une constitution d'un des empereurs devait avoir été communiquée à son collègue. L'idée d'un empire unique gouverné par un collège impérial était toujours vivante. Mais si l'unité constitutionnelle de l'empire subsiste, il n'en est pas moins vrai que l'opposition entre orient et occident s'aggrave. C'est le caractère dominant de la période qui nous occupe, et il résulte de plusieurs causes :

1^o *Les forces vives de l'empire étaient toutes en orient.* C'est bien ce que Constantin avait affirmé en fondant Constantinople : le développement prodigieux de la ville lui donna raison. Elle grandit si vite qu'elle se trouva bientôt à l'étroit dans ses murs, et qu'il fallut, sous Théodose II, construire une nouvelle enceinte, plus longue et plus puissante, constituée du côté de la terre par trois lignes de défense : elle était inviolable, et en mettant Constantinople à l'abri des barbares jusqu'à l'invention de l'artillerie de siège, elle joua un rôle essentiel dans l'histoire byzantine. Au même moment, Théodose II donnait à la ville une Université, qu'il dotait de trente-et-une chaires, réparties à peu près également entre les langues grecque et latine : création doublement intéressante, parce qu'elle affirme la volonté de Constantinople d'être aussi la capitale intellectuelle de l'empire, et parce qu'elle reconnaît déjà au grec, par rapport au latin, une égalité qui se changera bientôt en supériorité.

2^o *Le christianisme se développa différemment en orient et en occident.* Au iv^e siècle, la plus haute autorité religieuse d'occident, Ambroise évêque de Milan, proclame l'indépendance du spirituel par rapport au temporel, au moment même où en orient, Théodose I fait du christianisme une religion d'état. Au v^e siècle, le pape Léon le Grand affirme la pri-

mauté du siège de Rome, au moment où le 28^e canon du concile de Chalcédoine soustrait l'orient à son autorité pour le placer sous celle du patriarche de Constantinople.

3^o *Le choc des invasions barbares fut inégalement réparti entre l'orient et l'occident.* Nous allons voir que l'orient, plus habile et plus fort, résista, tandis que l'occident s'effondra. Par là ce qui n'était encore qu'un déséquilibre croissant, entre les deux parties de l'empire, devint une rupture.

Les problèmes religieux. — Au iv^e et au v^e siècle, l'histoire intérieure se confond avec celle du christianisme, et ceci restera vrai tout au long de l'histoire byzantine. Nous avons tendance à négliger ces querelles théologiques, dont l'occident ne nous donne pas l'exact équivalent : c'est à nos guerres de religion qu'il faut songer, pour mesurer à la fois la violence que prirent les luttes religieuses à Byzance, et leur importance politique. Il faut se souvenir encore que le développement du monachisme, qui reçoit son organisation au iv^e et au v^e siècle, accrut immensément la force morale et sociale du christianisme, et qu'au même moment celui-ci témoignait d'une magnifique force d'expansion, avec l'évangélisation de l'Arménie par Grégoire l'Illuminateur, celle de l'Abyssinie par Frumentius, celle des Goths par Ulfila, sans oublier la Perse où les Nestoriens se réfugièrent lorsqu'ils furent expulsés de l'empire.

La fin du paganisme. — Constance avait pris plusieurs mesures favorables au christianisme, en même temps qu'une série d'ordonnances limitant l'activité des païens. Son successeur, Julien, avait été instruit à la fois dans le paganisme grec et la religion

chrétienne. Il fut baptisé, ce qui permit ensuite à l'église d'accoler à son nom l'épithète d'Apostat. En réalité, Julien n'avait jamais été chrétien de cœur, et les disputes des chrétiens avaient achevé de le repousser. Lorsque la mort de Constance le rappela de Gaule, où il avait victorieusement combattu les Germains, et le fit empereur, Julien laissa paraître ses sentiments véritables. Il promulgua un édit qui ordonnait de rouvrir les temples et de sacrifier aux dieux. Il réorganisa le culte et le clergé païens, en empruntant d'ailleurs de nombreux traits au culte et au clergé chrétiens. Il ne persécuta point les chrétiens, fit même une déclaration de tolérance, rappela d'exil les ennemis de l'arianisme bannis sous Constance : mais en même temps, il écartait les chrétiens des postes importants de l'état, et leur interdisait d'enseigner dans les écoles. Le paganisme de Julien était d'ailleurs fort élevé, et très éloigné de la grossière superstition que les chrétiens se complurent à dénoncer.

Julien périt en 363, dans une expédition qu'il dirigeait contre les Perses. Ses mesures contre les chrétiens furent aussitôt rapportées. Mais les païens ne furent pas inquiétés et purent continuer à célébrer le culte, à ce qu'il semble, en orient comme en occident, jusqu'au règne de Théodose I. Théodose, chrétien fanatique, convaincu d'ailleurs de la toute puissance de l'état en matière religieuse, prit contre le paganisme une série de mesures, que couronna le fameux édit de 392 : les sacrifices et toutes les cérémonies du culte païen étaient interdits, ainsi que l'accès même des temples ; l'accusation terrible de lèse-majesté et de sacrilège menaçait ceux qui passeraient outre. Alors les temples furent démolis par les chrétiens fanatiques, ou convertis en églises. Les statues qu'ils abritaient furent brisées, ou bien

envoyées à Constantinople, pour orner la ville. Les jeux olympiques furent supprimés en 393, et les mystères d'Eleusis en 396. En orient, la démolition solennelle du Sérapeum d'Alexandrie parut marquer l'abolition définitive de ce que Théodose nommait dans ses édits la « superstition païenne ». En occident l'épisode le plus significatif avait été, dès le règne de Gratien, l'enlèvement de l'autel et de la statue de la Victoire qui se trouvaient dans le sénat de Rome, et qui symbolisaient aux yeux de tous la grandeur du passé romain.

Le christianisme, religion d'état. — On sait déjà que Constantin n'avait pas suivi à l'égard de l'arianisme une politique bien définie. Parmi ses successeurs, Constance et Valens furent encore ariens. Théodose I au contraire, qui avait été instruit et baptisé par un évêque « nicéen », se montra résolument hostile à l'arianisme. Dès son avènement, il chassa de Constantinople l'évêque arien, et donna toutes les églises de la ville aux Nicéens. Il publia, en 380, un édit par lequel seuls ceux qui adhéraient à la doctrine nicéenne de la Trinité pouvaient se dire « chrétiens catholiques », tandis que les autres, ariens compris, étaient des « hérétiques ». A ces hérétiques, d'autres édits enlevèrent le droit d'union, et même certains droits civils. Un concile convoqué par Théodose à Constantinople, en 381, confirma le symbole de Nicée en ce qui concernait la consubstantialité du Père et du Fils, et le compléta en affirmant la consubstantialité de l'Esprit saint avec les deux autres personnes. Le même concile fixa le rang de l'évêque de Constantinople : de même que Constantinople était la nouvelle Rome, de même son évêque devait être le premier après celui de Rome. Ce n'était pas l'égalité avec Rome, mais déjà, pour

l'évêque de Constantinople, la supériorité sur tous ses confrères d'orient.

Ces décisions sont extrêmement importantes, et elles assurent à Théodose I, à côté de Constantin, une place éminente dans l'histoire du christianisme. Théodose proclame, en effet, qu'il n'y a pas de tolérance en matière de religion : il y a une religion d'état, obligatoire, dont les dogmes sont fixés par l'empereur, qui les impose à ses sujets. L'orthodoxie et l'hérésie deviennent matière politique autant que religieuse, ou plutôt les deux points de vue se confondent. Ainsi se trouvait fondée, en ce qui concerne les rapports de l'église et de l'état, la doctrine qui sera désormais celle de l'empire byzantin, et qu'on désigne parfois du nom de *césaro-papisme*.

Mais il faut noter aussi que cette politique de Théodose s'opposait dans son principe aux idées que défendait alors le plus illustre représentant du clergé d'occident, saint Ambroise, convaincu que les affaires de l'église et les questions du dogme ne regardent point le pouvoir temporel. En ce sens, il est exact de dire que l'attitude de Théodose annonce les prochains conflits entre orient et occident.

Enfin, plaçant l'évêque de Constantinople au-dessus des autres évêques d'orient, le concile de 381 devait provoquer la réaction, inutile mais obstinée, des évêques d'Antioche et surtout d'Alexandrie, et jouer ainsi son rôle dans les querelles du v^e siècle, dont l'aspect théologique masque bien souvent des intérêts matériels et des disputes de préséance.

Nestorius et le concile d'Ephèse. — Sous Arcadius, successeur en orient de Théodose I, la ferme attitude de l'évêque de Constantinople Jean Chrysostome consacra le triomphe de la doctrine nicéenne : Jean Chrysostome y eut du mérite, car le parti goth

était alors tout puissant à Constantinople, et les Goths étaient ariens. Sous Théodose II, dont le long règne embrasse la première moitié du ^{ve} siècle, les disputes christologiques reparurent. La première et l'une des plus importantes est celle qui fut provoquée par l'hérésie nestorienne.

Le concile de Nicée avait établi que le Christ était à la fois Dieu et homme. Le débat va désormais porter sur la façon dont ces deux natures s'unissent dans la personne du Christ. A Antioche, berceau de l'arianisme, se forma une doctrine selon laquelle les deux natures sont nettement distinctes, et parmi elles la nature humaine la plus importante, le Christ n'étant qu'un homme devenu Dieu. Lorsque cette doctrine fut soutenue par un patriarche de Constantinople, qui d'ailleurs était un prêtre d'Antioche, Nestorius, elle provoqua des troubles d'autant plus graves que le débat ne resta point sur le terrain théologique. Contre Nestorius et ses partisans vont se dresser les évêques d'Alexandrie, et le débat aura bientôt une signification politique.

Le prestige du siège patriarcal d'Alexandrie était immense en orient, et le pouvoir de ses titulaires absolu en Egypte. L'un et l'autre avaient encore été accrus par la victoire d'un des plus éminents alexandrins, Athanase, sur Arius. Les évêques d'Alexandrie prétendaient à exercer une manière d'hégémonie religieuse sur l'orient, et étaient inquiets ou jaloux de la primauté reconnue par le concile de Constantinople à l'évêque de cette ville : par là s'explique en grande partie l'ardeur de leur zèle orthodoxe contre Nestorius. Lorsque l'évêque de Rome, Célestin, condamna, en 428, la doctrine nestorienne, l'évêque d'Alexandrie, Cyrille, fit rédiger par un concile égyptien douze propositions qui résumaient l'orthodoxie, et qu'il sommit Nestorius

d'accepter sous peine de destitution. Pour trancher le débat, Théodose II, hésitant sur le fond, et ayant peut-être l'impression que tout cela était un peu un coup monté par les alexandrins, réunit un concile œcuménique — le troisième — à Ephèse, en 431. Par ses intrigues, par la crainte qu'il inspirait, par l'intervention souvent brutale de sa nombreuse suite, par les cadeaux qu'il distribua dans l'entourage de l'empereur, Cyrille fit du concile un triomphe pour lui-même. Nestorius fut déposé et remplacé sur le siège de Constantinople, tandis que Cyrille, regagnant l'Égypte, faisait figure de véritable pape de l'orient.

Le monophysisme et le concile de Chalcédoine. — Cependant la doctrine professée par Cyrille et les alexandrins n'était pas non plus tout à fait orthodoxe. A force de diminuer l'importance de la nature humaine du Christ, ils n'étaient pas éloignés de ne plus reconnaître en lui qu'une seule nature, la nature divine : c'est le *monophysisme*, qui est en un certain sens l'inverse des hérésies nestorienne et arienne. Quand cette doctrine fut prêchée par un moine de Constantinople, Eutychès, elle obtint aussitôt l'approbation du patriarche d'Alexandrie Dioscore, qui avait succédé à Cyrille, et n'était ni moins orgueilleux ni moins violent que son prédécesseur. Par contre elle rencontra immédiatement l'opposition du pape Léon le Grand, qu'inquiétaient sans doute, non seulement l'hérésie probable, mais aussi les ambitions certaines des patriarches-égyptiens.

Théodose II, embarrassé comme toujours, convoqua à Ephèse en 449 le concile auquel est restée attachée l'appellation de « brigandage d'Ephèse » : Dioscore en effet s'y conduisit avec plus d'insolence encore que Cyrille au concile de 431, et c'est en usant

de violence qu'il fit reconnaître par le concile la doctrine monophysite. L'empereur eut la faiblesse de ratifier une décision obtenue par des moyens si étranges, et ne manqua pas de provoquer ainsi une grave crise religieuse, qui agita l'empire quand il mourut, en 450. Pour en finir, son successeur, Marcien, convoqua à Chalcédoine en 451 le quatrième concile œcuménique. Les légats du pape y assistaient. Le concile n'eut aucune hésitation à casser les décisions du brigandage d'Ephèse et à déposer Dioscore. Puis il rédigea une profession de foi, directement inspirée d'un texte de Léon le Grand, qui définissait le Christ comme « unique en deux natures », conformément à la doctrine nicéenne, et condamnait le monophysisme. Le concile de Chalcédoine a une grande importance religieuse, car il fondait vraiment l'orthodoxie. Il n'en a pas moins au point de vue politique. D'un côté il confirmait l'autorité du pape, dont les représentants siégeaient au premier rang et dont la formule définissant la double nature du Christ avait été adoptée : personne d'ailleurs ne contestait alors à l'évêque de Rome la première place dans l'église. Mais en même temps, le 28^e canon du concile, contre lequel Léon le Grand protesta vainement, déclarait que les diocèses du Pont, d'Asie et de Thrace étaient du ressort de l'évêque de Constantinople seul, qui devenait en quelque sorte le primat d'orient. Et il y avait plus grave. Le concile apparaissait clairement comme une défaite des alexandrins ; mais l'Egypte et la Syrie, une partie de l'Asie Mineure même, restèrent attachées au monophysisme : des séditions éclatèrent, à Alexandrie, à Antioche, quand on voulut faire appliquer les décisions du concile, et c'est à ce moment que l'église d'Egypte semble avoir abandonné la langue grecque pour le copte. Ainsi les

disputes théologiques masquaient des oppositions nationales, et des aspirations déjà anciennes à l'indépendance y trouvaient prétexte à dresser contre Constantinople une partie de l'orient. On voit se dessiner la ligne de rupture selon laquelle, deux siècles plus tard, sous le choc des Perses et des Arabes, une partie de l'empire se détachera du reste.

L'empereur Zénon (474-491) aperçut le danger, et tenta de ramener la paix en proclamant, en 482, un édit d'union qui évitait de parler trop nettement des deux natures et de rappeler le concile de Chalcédoine. L'empereur se flattait que les deux partis pourraient reconnaître l'édit : ce fut le contraire qui arriva. Ni les monophysites, ni les orthodoxes surtout ne l'acceptèrent, et le pape lui-même le repoussa et décida d'excommunier et d'anathématiser le patriarche de Constantinople ! Celui-ci, Acacius, riposta en rayant des prières de son église le nom du pape : ce fut le premier schisme entre les églises d'orient et d'occident. Il devait durer jusqu'en 518.

Le problème des barbares. — Les barbares n'ont pas toujours tenté de pénétrer dans l'empire par la violence, et pour le pillage : les peuples germaniques n'avaient d'abord qu'admiration et respect pour la grandeur romaine. Ils demandaient comme une faveur d'être admis dans l'empire, pour participer à ses bienfaits et à ses richesses ; et l'empire souvent les accueillit volontiers, dans les campagnes, dans l'armée, puis dans l'administration même. Ce fut parfois une véritable invasion pacifique. Sous Théodose I, sous Arcadius surtout, le parti goth fut tout puissant à Constantinople, et son chef Gaïnas obtint même la tête du favori Eutrope : cela finit par un soulèvement populaire, et le meurtre de Gaïnas. Sous Marcien et Léon I, c'est l'Alain Aspar

qui gouverne l'orient, jusqu'au jour où l'empereur, averti du danger par le mécontentement général, se servit des farouches montagnards isauriens pour exterminer Aspar et ses partisans, et mettre fin pour toujours à l'influence des Goths à Constantinople. Il ne fut pas si facile de conjurer le grave danger que représentaient les profonds mouvements ethniques, dont les masses germaniques ou barbares étaient agitées, lorsqu'il se trouva des chefs ambitieux pour les exploiter à leur profit. L'orient sut se dérober, l'occident périt. Nous allons voir les Wisigoths d'Alaric, les Huns d'Attila, les Ostrogoths de Théodoric, après avoir trois fois mis l'orient près de la ruine, détourner leurs coups sur l'occident, qui se trouva comme sacrifié au salut de l'autre moitié de l'empire.

1^o *Les Wisigoths.* L'empire considéra longtemps comme de bonne politique — et comme un remède à la dépopulation — d'établir sur ses terres, avec le statut de fédérés, les tribus germaniques qui se pressaient aux frontières. C'est ainsi que sous Valens, 200.000 Wisigoths, dit-on, davantage peut-être, furent établis d'un seul coup en Mésie inférieure. Presque aussitôt, mécontents de l'hospitalité, les nouveaux venus se révoltèrent : à la bataille d'Andrinople, en 378, les Romains furent écrasés et Valens fut tué. Théodose I réussit à contenir les Wisigoths et à leur imposer un traité qui les maintenait dans la condition de fédérés ; mais après sa mort, le chef wisigoth Alaric conduisit de nouveau ses bandes au pillage de la Thrace, puis de la Macédoine, de la Thessalie, du Péloponèse même. Arcadius crut habile de négocier, d'installer les Wisigoths sur de nouveaux territoires dans l'Illyricum, de nommer Alaric *magister militum per Illyricum*. Voulait-il ainsi le détourner vers l'occident ? Si telle

fut sa pensée, il réussit. Après une première tentative en 402, où il fut vaincu par Stilicon, général d'Honorius, Alaric reprit l'offensive quelques années plus tard : en 410, il s'empara de Rome. Puis les Wisigoths allèrent s'installer en Gaule, en Espagne : ils ne devaient plus reparaitre en orient.

2^o *Les Huns*. Ils devaient y être bientôt remplacés par une peuplade plus redoutable, celle des Huns, dont la progression se heurtait à la frontière du Danube. Déjà Théodose II avait consenti à leur verser un tribut annuel en or. Attila, devenu roi, ne s'en contenta pas, et obtint de Théodose le doublement du tribut et le titre de *magister militum*. Non satisfait encore, il franchit le Danube en 441, s'empare de Sirmium et de Naïssus (Nisch), marche sur Constantinople : Théodose II, en guerre contre les Perses, dut signer en 443 un traité humiliant, par lequel il acceptait que le tribut annuel fût encore triplé, et qu'une rançon fût versée aux Huns pour les prisonniers romains qu'ils avaient faits. En 447, néanmoins, Attila passe le Danube, ravage la Mésie, pousse jusqu'aux Thermopyles : on négocie encore. Ce fut Marcien qui le premier osa refuser le tribut, peut-être parce qu'il savait que les ambitions d'Attila étaient alors dirigées vers l'occident. Attila en effet conduisit ses troupes vers l'ouest : on sait qu'elles y furent malmenées, aux Champs Catalauniques. Quand Attila revint, en 452, il n'avait pas la force d'entreprendre immédiatement une guerre contre l'empereur qui régnait à Constantinople. Il mourut d'ailleurs l'année suivante, et son empire ne lui survécut point. L'orient était sauvé pour la seconde fois.

3^o *Les Ostrogoths*. La souplesse de la diplomatie byzantine fut aussi habile à écarter une troisième menace, celle des Ostrogoths. Sous Léon I, on leur

avait accordé des terres. Mais leur chef Théodoric, fier de quelques services qu'il avait rendus à Zénon, se montra exigeant, ne se contenta point de la dignité consulaire qui lui fut conférée, ravagea la péninsule balkanique, menaça Constantinople. Or les événements avaient marché très vite dans la partie occidentale de l'empire : en 476, un chef de tribus germaniques, Odoacre, avait renversé Romulus Augustule (le dernier auguste d'occident qui fût de sang romain) et s'était emparé de l'Italie ; puis il avait obtenu de Zénon que le gouvernement de l'Italie lui fût régulièrement délégué. Comme il se conduisait néanmoins avec une dangereuse indépendance, Zénon conçut l'idée subtile de le châtier tout en se débarrassant de Théodoric : il persuada celui-ci d'aller combattre Odoacre, en lui promettant, s'il était vainqueur, la succession. Théodoric partit avec ses troupes, battit Odoacre, prit Ravenne : l'orient était sauvé pour la troisième fois.

Théodoric s'était fait proclamer souverain d'Italie, avec Ravenne pour capitale : mais il demanda à l'empereur, Anastase, de le reconnaître et en quelque sorte de le légitimer. En même temps, Anastase conférait au roi des Francs, Clovis, la dignité consulaire. Les apparences étaient sauvées : l'empire gardait son unité, l'empereur son autorité. Mais ce n'était qu'apparence. À l'orient, intact, s'opposait de plus en plus nettement l'occident, où les Ostrogoths tenaient l'Italie, les Francs une grande partie de la Gaule, les Wisigoths le reste de la Gaule et l'Espagne, les Vandales l'Afrique. Au ^{vi}^e siècle, tous les efforts de Justinien pour remonter le cours de l'histoire et refaire l'unité ne rétabliront point entièrement celle-ci, et après lui, la séparation sera définitive.

CHAPITRE III

LE SIÈCLE DE JUSTINIEN (518-610)

Caractères généraux. — Le règne de Justinien apparaît, dans l'histoire de Byzance, comme une erreur aux proportions grandioses. L'erreur fut d'interrompre une évolution normale et nécessaire : alors que l'empire était déjà, pratiquement, devenu empire d'orient, alors que les empereurs du ^v^e siècle, s'ils avaient maintenu leurs droits théoriques sur l'occident, l'avaient en fait abandonné et sacrifié au salut de l'orient, Justinien dès le début de son règne tourna ses regards et ses ambitions vers l'ouest — vers le passé. Et pour ressusciter cette partie morte de l'empire, il déploya un effort immense, qui épuisa la partie vivante.

En 518, Anastase mourait sans enfants, et sans avoir désigné de successeur. Le sénat et l'armée se trouvèrent d'accord pour porter au trône un officier illettré, mais bon soldat, l'Illyrien Justin. Il fut assisté et conseillé par son neveu, Justinien, Illyrien également, mais de solide culture classique. Bien que Justinien n'ait été officiellement associé à l'empire qu'en 527, on peut considérer qu'il gouverna dès 518. Il ne devait mourir qu'en 565, et déjà par la durée de ce règne, le ^{vi}^e siècle mérite d'être nommé siècle de Justinien.

Les contemporains nous ont laissé de Justinien des portraits qui ne concordent pas toujours. Mais tous parlent de son exceptionnelle puissance de travail, qui lui permettait de traiter lui-même toutes les affaires, et qui le fit surnommer, par ses collaborateurs épuisés, « l'empereur qui ne dort jamais ». Il était aussi très autoritaire et orgueilleux, fort amoureux de la gloire, du faste et du prestige impérial. Il était enfin, cela s'entend, très pieux, et d'ailleurs versé dans la théologie.

On sait la part que prit au gouvernement l'impératrice Théodora, dont Justinien était ardemment épris, et qui avait été couronnée en même temps que lui, en 527. Théodora était fille d'un gardien des ours de l'hippodrome ; elle avait été danseuse, actrice, et de mœurs, dit-on, plus que légères. Parvenue au trône, elle fut sans reproche et se donna tout entière à la grandeur de sa tâche. Rien ne la peint mieux que les paroles qu'elle aurait prononcées le jour où une terrible émeute, la sédition « Nika », faillit renverser Justinien. Celui-ci était déjà prêt à fuir, quand Théodora l'arrêta par ces mots souvent cités : « Quand il ne resterait de salut que dans la fuite, je ne voudrais point fuir. Ceux qui ont porté la couronne ne doivent jamais survivre à sa perte. J'aime cette vieille maxime que la pourpre est un beau linceul. »

Justinien eut deux idées, deux objectifs. Empereur romain, il voulut rétablir l'empire dans son intégrité et sa prospérité. Empereur chrétien, il crut juste d'imposer à tous une orthodoxie, et de décider souverainement des dogmes et de l'organisation de l'église. Par là s'explique toute la politique de Justinien. Sa politique étrangère fut tout entière déterminée par l'idée de la reconquête de l'occident, cependant que son œuvre législative et administra-

tive vise à rendre à l'empire ainsi reconstitué sa forme et sa splendeur. Justinien avait là pour modèle le glorieux passé romain. Pour les problèmes religieux, Rome n'offrait point de solution, et Justinien hésita. Lui-même inclinait vers l'entente avec l'occident et avec la papauté. Théodora, plus clairvoyante peut-être, et comprenant mieux l'importance des provinces orientales, conseillait une politique favorable au monophysisme.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Nous en connaissons l'idée directrice : refaire l'empire romain. Les grandes étapes sont nettes. Pour avoir sa liberté de mouvement à l'ouest, Justinien liquide hâtivement la guerre perse. Puis il reconquiert l'Afrique sur les Vandales, l'Italie sur les Ostrogoths, une partie de l'Espagne sur les Wisigoths. S'il n'atteint nulle part les anciennes frontières de Rome, il parvient du moins à refaire de la Méditerranée un lac romain. Mais l'orient se réveille : la guerre perse à nouveau, puis les invasions des Huns et des Slaves menacent l'empire. Affaibli, Justinien ne combat plus, il paie tribut. Il se borne, par une diplomatie habile, à tenir les barbares à distance, en même temps que par un savant système de fortification en profondeur, il transforme l'empire en « un vaste camp retranché » (Ch. Diehl).

Conquêtes en occident. — Pas plus que le problème germanique, l'empire romain n'avait su résoudre le problème perse. L'effort immense de Trajan avait été vain. Julien avait péri en combattant, et son successeur Jovien avait abandonné la rive gauche du Tigre. La campagne qu'un des meilleurs généraux de Justinien, Bélisaire, conduisit de 527 à 531 ne fut

pas décisive. Pressé d'en finir, Justinien conclut en 532, avec le nouveau roi Chosroès, malgré des conditions fort dures, une « paix éternelle » qui ne pouvait être qu'une trêve. Et il se retourna aussitôt vers l'ouest.

La reconquête de l'occident, souhaitée d'ailleurs par la population romaine et orthodoxe qui supportait mal la domination des barbares ariens, commença par le royaume vandale de Genséric, en Afrique. Le prétexte fut l'usurpation de Gélimer, en 531. Une brillante campagne de Bélisaire, ouverte en 533, contraignit Gélimer à la capitulation dès 534. Il est vrai que des insurrections berbères devaient remettre en cause cette victoire : le successeur de Bélisaire en Afrique, Salomon, fut vaincu et tué. Mais l'ordre fut définitivement rétabli par Jean Troglita en 548. A l'exception de la partie occidentale du Maroc, l'Afrique du nord était de nouveau romaine.

La campagne contre les Ostrogoths fut plus difficile et plus longue. Elle commença aussitôt après la victoire africaine, en 535. Le prétexte fut l'assassinat de la fille de Théodoric le Grand — qui était en même temps son successeur — Amalasonthe par son mari Théodat. Les débuts furent brillants : avec la Dalmatie, Bélisaire conquiert la Sicile, Naples, Rome, et la capitale des Ostrogoths, Ravenne ; en 540, il amena le roi ostrogoth Vitigès en captivité à Constantinople, aux pieds de Justinien. Mais tout fut remis en question par l'énergique résistance d'un nouveau roi goth, Totila. Bélisaire, à la tête d'une armée insuffisante, fut battu. Son successeur, Narsès, fut plus heureux, et après une longue et habile campagne, il remporta une victoire décisive en 552.

Enfin, de 550 à 554, une série d'interventions heureuses contre les Wisigoths permit à Justinien

de reconquérir le sud-est de l'Espagne. L'empereur prit de nombreuses mesures destinées à rendre aux territoires recouverts — divisés en deux préfectures du prétoire, Italie et Afrique — leur organisation ancienne. Mais il n'avait pu réaliser qu'une partie de ses projets. L'Afrique occidentale, les trois-quarts de l'Espagne, la Gaule tout entière y compris la Provence, le Norique et la Rhétie (c'est-à-dire la couverture de l'Italie) lui échappaient. Les territoires reconquis étaient dans un état économique misérable. Les forces militaires qui les occupaient étaient insuffisantes. Aux frontières, les barbares refoulés, mais non écrasés, restaient menaçants.

Menaces en orient. — Ces résultats incomplets et fragiles n'en avaient pas moins coûté à l'empire un très gros effort. On le vit bien quand Chosroès, profitant de ce que Justinien s'épuisait en occident, dénonça la paix « éternelle » de 532 : les Perses furent longtemps victorieux, malgré les efforts de Bélisaire, et se frayèrent passage jusqu'à la Méditerranée, en ravageant la Syrie (Antioche fut rasée en 540). Au prix de deux mille livres d'or par année, Justinien acheta plusieurs fois une trêve. La paix fut enfin signée en 562, et pour cinquante années : Justinien s'engageait à verser aux Perses un très fort tribut, et à ne point faire de propagande chrétienne dans leur pays. Du moins les Perses abandonnaient-ils un territoire qu'ils avaient longtemps disputé aux Romains, la Lazique ou pays des Lazes (ancienne Colchide), sur la rive orientale du Pont Euxin : ils ne se maintenaient donc ni sur la Méditerranée, ni sur la mer Noire, où leur présence eût été également dangereuse pour Byzance.

Mais la menace reparaisait aussitôt sur la frontière danubienne, avec les Huns et les Slaves. Les

Huns avaient pris l'habitude de passer périodiquement le Danube, de se répandre en Thrace, puis de descendre ravager la Grèce, ou de se diriger vers l'est jusqu'à Constantinople. Toujours ils finirent par être repoussés au delà des frontières, mais ces razzias épuisaient les provinces.

Plus inquiétants encore étaient les Slaves. Il est possible que des bandes aient poussé quelques pointes contre l'empire déjà sous Anastase, mais c'est sous Justinien que le péril slave, désormais inséparable de l'histoire de Byzance, se manifeste pour la première fois dans toute sa gravité. L'objectif plus ou moins conscient des Slaves était d'acquérir des débouchés sur la Méditerranée. La ville dont ils firent choix très tôt fut Thessalonique, qui sous Justinien déjà était en voie de devenir la seconde cité de l'empire. Presque chaque année, des bandes slaves traversèrent le Danube et pénétrèrent plus ou moins avant dans le territoire byzantin. Elles allèrent, en Grèce, jusqu'au Péloponèse ; en Thrace, jusqu'aux faubourgs de Byzance ; à l'ouest, jusqu'à l'Adriatique. Elles aussi furent toujours repoussées par les généraux byzantins, mais jamais écrasées : elles reparaissaient plus nombreuses l'année suivante. L'époque de Justinien « a posé les fondements du problème slave dans les Balkans » (A. Vasiliev).

La défense de l'empire. — Conquêtes inachevées en occident, défense pénible en orient : il était évident que l'empire eût été imprudent de compter sur la seule force de son armée. Celle-ci comprenait d'excellentes unités (de cavalerie, notamment), mais elle n'était pas assez nombreuse — on l'a évaluée à 150.000 hommes —, elle manquait d'homogénéité en raison de la place très grande faite aux barbares « fédérés », et elle avait enfin les défauts

d'une armée de mercenaires, avide et indisciplinée.

Pour demander moins à ses soldats, Justinien couvrit l'empire entier de fortifications. Ce fut l'une des œuvres les plus considérables et les plus utiles du règne. Elle frappa d'admiration et d'étonnement l'historien Procope, qui dans son traité *Des Edifices* énumère les constructions militaires de Justinien, et remarque que quiconque ne les a point vues de ses yeux, aura peine à les croire l'œuvre d'un seul homme. C'est par centaines que Justinien, dans toutes les provinces, fit réparer ou construire des ouvrages, allant de la forteresse au simple château. Ils étaient naturellement plus denses auprès de la frontière, mais ils s'échelonnaient très loin en profondeur, formant plusieurs lignes de défense : tout point stratégique était gardé, toute ville de quelque importance protégée. Et les bandes de barbares, si elles pouvaient encore trop souvent ravager les campagnes, étaient obligées de contourner ces places qu'elles ne savaient pas prendre, et ne pouvaient se maintenir dans le pays.

Cette savante organisation était complétée par une diplomatie habile, qu'on a justement nommée « la science du gouvernement des barbares ». Elle exploitait la vanité naturelle aux barbares, et le prestige que l'empire et l'empereur avaient à leurs yeux, en accordant généreusement à leurs chefs, reçus avec pompe à la cour de Byzance, des titres honorifiques ou des commandements. Elle favorisait aussi l'évangélisation des pays barbares, où l'influence de Byzance pénétrait en même temps que le christianisme : les missions furent nombreuses, des rives septentrionales de la mer Noire à l'Abyssinie, et généralement efficaces. Enfin, elle distribuait largement les subsides et les tributs.

Ce dernier procédé révélait à lui seul la faiblesse

des autres. Procope a eu raison de noter qu'il était maladroit de ruiner le trésor, en versant des indemnités qui n'avaient d'autre effet que de donner à leurs bénéficiaires le désir d'en obtenir de nouvelles. Mais c'était la conséquence inévitable de l'erreur initiale commise par Justinien. En occident, il avait épuisé sa force pour des résultats illusoires : ceux-ci furent trop chèrement achetés par la défensive inquiète que l'empire dut adopter en orient.

L'ŒUVRE INTÉRIEURE

L'œuvre législative. — A cet empire qu'il croyait avoir durablement reconstitué, Justinien voulut rendre l'ordre, la prospérité, la bonne gestion qu'il avait connus aux beaux jours de Rome. Les mesures qu'il prit peuvent se ramener à deux principales : l'œuvre législative, la réforme administrative.

Rome avait fondé la science du droit. Par elle, l'état avait trouvé l'ordre et l'unité, l'empereur les bases de son pouvoir absolu. Justinien comprit l'importance de cet héritage, le rôle qu'il pouvait encore jouer, la nécessité de le sauvegarder. Qu'il ait eu cette vue juste, avec assez de volonté pour mener à bonne fin cette tâche, et qu'il ait su trouver les collaborateurs capables d'exécuter sa pensée, c'est ce qui fait de la législation de Justinien la partie la plus célèbre et, en effet, la plus remarquable de son œuvre.

Ce qu'on devait nommer plus tard *corpus juris civilis* se compose de quatre parties : le *code justinien* proprement dit, c'est-à-dire la réunion de toutes les constitutions impériales, depuis Hadrien jusqu'à l'année 534 ; le *digeste* ou *pandectes*, qui est la synthèse de l'œuvre des grands jurisconsultes et le résumé de toute la jurisprudence romaine ; les *institutes*, manuel pratique de droit à l'usage des étu-

dians ; enfin les *novelles*, c'est-à-dire les constitutions, au nombre de 154, publiées par Justinien après 534. Il est intéressant de remarquer que le code, les pandectes et les institutes sont en latin ; tandis que la plupart des nouvelles ont été publiées en grec, afin, dit Justinien lui-même, d'être comprises par tous : aveu qui dut coûter beaucoup à l'empereur, lequel n'aimait point l'hellénisme et n'usait de la langue grecque qu'à contre-cœur.

On ne saurait insister assez sur l'importance de cette œuvre : pour Byzance d'abord, qui s'assimilait ce qu'il y avait de plus solide dans l'œuvre civilisatrice de Rome ; mais aussi pour l'histoire de l'humanité, car c'est dans le droit justinien, souvent adopté tel quel, et qui reste à la base du droit civil moderne, que l'occident réapprit, à partir du XII^e siècle, les principes de la vie sociale et du fonctionnement de l'état. A ce moment, et grâce à l'intelligente gardienne qu'avait été Byzance, « le droit romain a ressuscité et unifié pour la seconde fois l'univers » (I. Pokrovskij, cité par A. Vasiliev).

La réforme administrative. — Au sens étroit, la réforme administrative de Justinien est contenue principalement dans les deux ordonnances de l'année 535, par lesquelles l'empereur donnait à ses fonctionnaires des instructions générales. Au sens large, c'est l'ensemble des mesures prises par Justinien pour améliorer la vie intérieure de l'empire.

Qu'il y eût besoin d'une réforme, que le mécontentement populaire fût grand contre les fonctionnaires et en général la politique de l'empereur, c'est ce que montrait suffisamment, à Justinien la terrible émeute qui éclata à Constantinople en 532, et qui a gardé, de son mot de ralliement, le nom de sédition *Nika* (ce mot grec signifie « victoire » ou « sois vain-

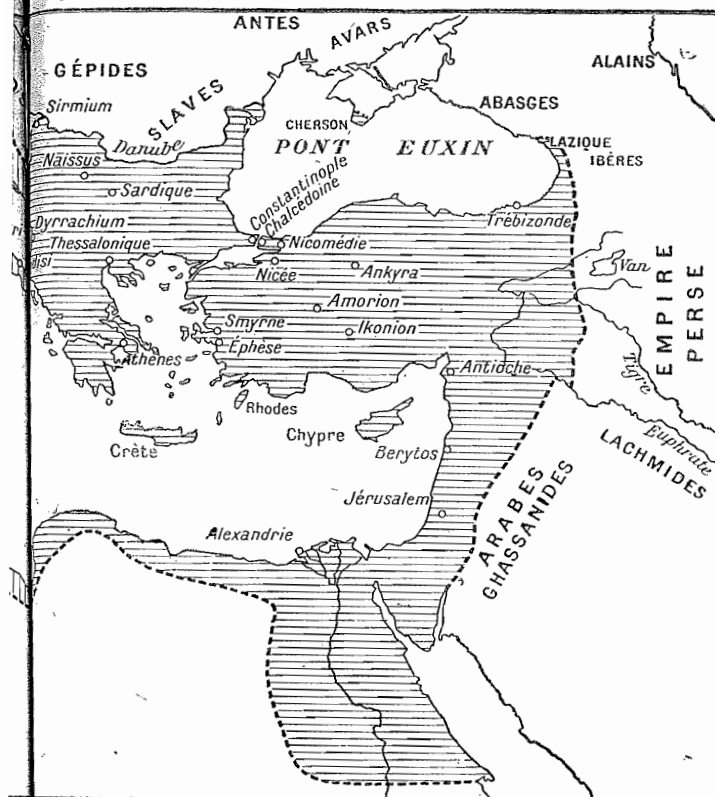
queur»). Elle éclata parmi la foule de l'Hippodrome, qui était divisée en plusieurs factions (les principales étaient les *Bleus* et les *Verts*) où survivaient les partis politiques. Les manifestations à l'Hippodrome étaient le seul moyen d'expression que l'opinion publique eût à sa disposition, et c'était d'ailleurs une manière d'institution : quand l'empereur désirait parler au peuple, c'est au cirque qu'il le faisait, du haut de sa loge, et les historiens nous ont rapporté quelques dialogues bien curieux échangés, dans les circonstances graves, entre les porte-parole de l'empereur et des factions. L'émeute de 532 partit du cirque et gagna toute la ville, dont elle fut maîtresse pendant six jours, pillant et incendiant. La promesse de destitution de deux ministres hais pour la dureté de leur administration, Tribonien et Jean de Cappadoce, ne suffit pas à la calmer. Il fallut que Bélisaire réussit à enfermer les rebelles dans l'Hippodrome, où il en massacra au moins trente mille. Ce carnage éteignit l'émeute, mais Justinien comprit la leçon.

Les deux nouvelles de 535, complétées dans les années suivantes par des mesures particulières, eurent pour objet de réformer le fonctionnarisme : suppression de postes inutiles, suppression de la vénalité des charges, augmentation des traitements, obligation du serment à l'entrée en charge, création de certains agents spéciaux ou « justiniens » réunissant des pouvoirs civils et militaires : autant de mesures qui avaient pour objet de rendre les fonctionnaires à la fois plus indépendants de leurs administrés et plus dépendants du pouvoir central. Justinien y ajoutait de pressantes exhortations à la justice (il réformait d'ailleurs en même temps l'administration judiciaire), à l'équité, à l'honnêteté, à la bienveillance.



Carte I. — L'empire

Une autre série de mesures est peut-être plus significative encore : ce sont celles par lesquelles Justinien tenta de remédier aux abus des grands propriétaires fonciers. Il sentait que ses adversaires étaient dans cette noblesse terrienne, fière de ses privilèges, indépendante à l'égard du pouvoir central. En la



L'empire de Justinien

frappant, il frappait du même coup les plus dangereux ennemis de la classe moyenne, les plus mauvais contribuables aussi, et au total, le plus grave danger pour la prospérité de l'état.

Justinien voyait juste en s'attaquant aux fonctionnaires prévaricateurs et aux seigneurs rebelles.

Mais quel fut le résultat de ses efforts ? Un échec, dont le principal responsable fut l'empereur, que des besoins d'argent constants et croissants amenèrent à donner l'exemple de la mauvaise administration, à enfreindre ses propres lois. Les dépenses de Justinien, pour la guerre et pour les grands travaux surtout, étaient énormes : à peine dans une ordonnance avait-il pris le parti du contribuable écrasé par le fisc, que dans la suivante il donnait à ses agents l'ordre de faire rentrer par tous les moyens le plus d'or possible. Justinien vendit des charges, créa des taxes et des impôts nouveaux, altéra la monnaie ; il rendit les fonctionnaires personnellement responsables du recouvrement de l'impôt, ce qui était ouvrir la porte à tous les excès naguère si sévèrement blâmés. De nouveau, le fonctionnaire ne fut plus qu'un percepteur impitoyable ou malhonnête, et le contribuable, pour échapper à ce fléau, alla grossir la clientèle de ces grands seigneurs que Justinien avait souhaité abattre.

La politique religieuse. — Sa conception de l'empire « romain », sa politique occidentale, invitaient naturellement Justinien à l'entente avec la papauté. On le vit dès l'avènement de Justin, en 518 : sous l'influence de Justinien, l'empereur se réconcilia avec Rome, et mit fin au schisme d'Acace en acceptant les conditions du pape et en rayant des prières de l'église Acace et ses successeurs, ainsi que les eux empereurs à tendances monophysites, Zénon et Anastase. Dans les premières années de son gouvernement personnel, en 527 et 528, Justinien édicta les ordonnances les plus sévères contre les hérétiques qu'il mit en quelque sorte hors la loi, et en 529 il ordonna la fermeture de l'Université d'Athènes, dernier refuge du paganisme. Les conquêtes en

occident furent accompagnées de persécutions contre les ariens, et de témoignages nombreux de déférence pour la papauté.

Cependant Théodora n'était point, comme l'empereur, éblouie par le mirage de l'occident : elle savait que l'empire restait avant tout oriental et que les provinces d'orient faisaient sa force. Or celles-ci, l'Égypte et la Syrie surtout — les plus riches, par conséquent — étaient résolument monophysites. Par politique autant que par conviction, Théodora se fit toute sa vie l'avocat des monophysites. Eclairé par elle, Justinien prit des mesures de tolérance envers ceux-ci, accueillit leurs représentants à Constantinople, et laissa monter sur le trône patriarcal, en 535, un évêque acquis au monophysisme, Anthime. La riposte du pape Agapit ne se fit pas attendre : il déposa Anthime, fit lancer l'anathème en 536, par le concile de Constantinople, contre les monophysites, et obtint de Justinien qu'il se fit l'exécuteur de ces décisions. Une persécution terrible s'abattit jusqu'en Égypte sur les monophysites.

Théodora prit sa revanche. Malgré les exécutions et les mesures les plus sévères, l'hérésie vivait, ses chefs étaient à Constantinople, dans le palais même de l'impératrice. Une ardente propagande, sur laquelle l'empereur ferma les yeux, reconstitua dans tout l'orient les communautés dispersées. Justinien alla jusqu'à faire condamner, en 543, au concile dit des Trois Chapitres, des textes qu'avait approuvés le concile de Chalcédoine, ce qui était une façon de compromettre l'autorité de celui-ci. Et pour obtenir de gré ou de force l'adhésion du pape Vigile, il le fit enlever de Rome et amener à Constantinople, où à force de sollicitations et de menaces il en obtint une déclaration confirmant les décisions des Trois Chapitres.

Les monophysites semblaient triompher, mais cette même année 548, Théodora mourait. En même temps, tout l'occident protestait contre la faiblesse du pape, et lui-même revenait sur sa déclaration. Justinien usa de violence à l'égard de Vigile, fit condamner par un nouveau concile les textes déjà condamnés par les Trois Chapitres, et prétendit faire appliquer par la force ces décisions : il ne réussit qu'à provoquer en occident un schisme, entre ceux qui se rallièrent aux vues de l'empereur et ceux qui y restèrent opposés, sans pour cela donner satisfaction en orient aux exigences des monophysites.

L'échec était complet, et la politique occidentale en était une fois de plus la principale cause. C'est elle qui avait laissé l'empire sans force devant l'ennemi qui attaquait l'orient. C'est elle qui, en épuisant les finances, avait fait échouer la réforme administrative. C'est elle encore qui venait de faire perdre la dernière occasion de donner à l'orient chrétien cette unité religieuse, dont il aurait eu si grand besoin, un siècle plus tard, devant l'invasion arabe.

La vie économique. — Je n'en dirai que quelques mots, pour signaler les aspects nouveaux. L'un des plus importants — et c'est un fait important également au point de vue social — est le développement considérable du monachisme, que Justinien et Théodora favorisèrent à l'envi, par admiration sincère pour les solitaires d'Egypte et de Palestine. Ce qui devait rester un des caractères permanents de l'état byzantin se constitue à ce moment, et les dangers aussi commencent à apparaître. Ces moines prennent trop de liberté, trop de place dans la vie politique du pays, et jusqu'à la cour. Ils sont trop nombreux, et c'est autant de recrues qui échappent à la conscription. Surtout, ils amassent par

donation des biens considérables, qui trop souvent échappent à l'impôt. Le sol tend à passer aux mains des moines, et à côté des grands domaines seigneuriaux, on voit se constituer une nouvelle catégorie de biens privilégiés.

Le nombre et l'importance des grands travaux sont un autre caractère de l'économie justinienne, au moins dans les premières années : routes, ponts, fortifications, aqueducs, églises couvrent tout l'empire, et pendant quelque temps, au prix de dépenses énormes, la prospérité paraît grande. Puis la détresse financière vient arrêter cet élan, et le poids des impôts écrase à nouveau la population.

Quant au grand commerce, il est certain qu'il donna une remarquable activité à quelques centres privilégiés, tel Constantinople, par où se faisaient les échanges entre l'orient et l'occident. Mais le vrai problème pour l'empire était celui des relations avec l'extrême orient : il s'agissait de se procurer les produits de l'Inde et de la Chine (la soie surtout), qui étaient amenés, soit par terre jusqu'à la Sogdiane, soit par mer jusqu'à Ceylan, où ils étaient pris en charge par les Perses et transportés jusqu'à la frontière byzantine. Justinien fit effort pour échapper à l'onéreux et gênant intermédiaire perse : il essaya de trouver une route contournant la Perse par le nord, par la Caspienne et la mer Noire, mais en vain. Il essaya par le sud, en chargeant les populations christianisées du Yemen et d'Abyssinie d'atteindre directement l'Inde et la Chine : il échoua encore, et l'empire ne put pas secouer la tutelle économique de la Perse.

La civilisation justinienne. — L'œuvre législative est-elle donc la seule à plaider, devant la postérité, la cause d'un empereur qui reçut cependant le surnom de « grand » ? Il serait injuste d'oublier que

Justinien eut en effet un sens vraiment impérial de la grandeur, et que son action sur son temps fut assez profonde pour que la civilisation du VI^e siècle, une des plus brillantes de l'histoire de Byzance, porte à juste titre le nom de *justinienne*. C'est la personnalité puissante, l'action directe de l'empereur, qu'on retrouve non seulement dans toutes les manifestations de la vie spirituelle, mais dans la série des monuments admirables qui nous ont été conservés un peu partout dans l'empire. Je n'en prendrai que deux exemples.

A Ravenne, il suffira de mentionner les églises de Saint-Vital et de Saint-Apollinaire, où sont conservées les plus belles mosaïques du VI^e siècle. Toute la majesté et tout l'éclat de la cour impériale sous Justinien sont vivants pour nous dans les magnifiques compositions de Saint-Vital, qui montrent l'empereur et l'impératrice au milieu des grands personnages de la cour.

A Constantinople, les créations de Justinien furent nombreuses, mais il en est une qui a survécu presque intacte jusqu'à nos jours, et qui est devenue comme le symbole de ce règne tout entier : Sainte-Sophie. La basilique primitive, celle de Constantin, avait été détruite en 532 au cours de la sédition Nika. Justinien résolut, en la reconstruisant, de lui donner des proportions et une magnificence jusque-là jamais atteintes, et de faire de la nouvelle église comme la cathédrale de l'empire. Il fit appel à deux architectes grecs d'Asie Mineure, Anthemius de Tralles et Isidore de Milet : ils réussirent à poser, sur un plan dérivé de celui de la basilique, une coupole qui ne mesure pas moins de 31 m. de diamètre, et qui s'élève à 50 m. au-dessus du sol. L'empereur consacra des sommes énormes à la décoration, aux sculptures, aux pavements et aux revêtements

de marbre, aux mosaïques. On dit que le jour de l'inauguration solennelle, le 25 décembre 537, qui marque comme l'apogée du règne, Justinien entrant dans l'église neuve fut saisi d'enthousiasme et s'écria, faisant allusion au grand Temple de Jérusalem : « Je t'ai vaincu, Salomon ! » Tout le moyen âge se plut à donner à la basilique le nom de *Grande Eglise*, qui suffisait à la distinguer entre toutes. Elle est le chef-d'œuvre, en même temps que la synthèse, de cet *art d'empire* qui achève de se constituer au VI^e siècle, et qui concilie harmonieusement les éléments empruntés à Rome, à la Grèce, à l'orient, au christianisme. Si Justinien s'est souvent trompé, si même, en un sens, son règne tout entier a été une longue erreur sur les destinées de l'empire, il faut reconnaître qu'en tout cas il ne fut pas sans grandeur : c'est de Justinien qu'il convient de dater la civilisation proprement byzantine.

Les successeurs de Justinien. — Justinien mourut en 565, et son administration toujours à court d'argent avait été si pesante, la lassitude et la misère étaient si grandes, que cette mort fut accueillie avec soulagement. La période qui vient, et qui voit se succéder sur le trône Justin II (565-578), Tibère (578-582), Maurice (582-602) et Phocas (602-610), révèle brutalement tout ce qu'il y avait d'artificiel et d'excessif dans l'œuvre de Justinien.

En politique étrangère, elle voit l'abandon de la politique occidentale, et l'Italie presque entièrement conquise par un nouveau peuple, les Lombards : Rome, abandonnée, ne trouve plus de secours que dans l'énergie du pape Grégoire le Grand. Pour sauver ce qui pouvait l'être encore, Maurice créa en Italie l'exarchat de Ravenne, en Afrique l'exarchat de Carthage, où les pouvoirs civils et militaires furent

réunis entre les mains du même personnage, l'exarque.

En orient, la guerre se rallume sur la frontière perse et sur la frontière danubienne. La guerre perse, désastreuse pour l'empire sous Justin, se termine sous Maurice par un traité avantageux pour Byzance : mais elle devait reprendre sous Phocas. Quant à la frontière du Danube, elle fut constamment violée par des bandes slaves, aidées par une peuplade d'origine turque, semble-t-il, les Avars. Les Slaves attaquèrent sans succès Thessalonique, mais ravagèrent tout le pays et descendirent jusque dans le Péloponnèse : quelques-uns s'y établirent sans doute, et c'est ce qui a donné lieu à la théorie célèbre et excessive de Fallmerayer, d'après laquelle toute la Grèce aurait été « slavisée » à la fin du VI^e et au début du VII^e siècle.

L'administration intérieure reste dominée par le problème financier, qu'aucun empereur ne put résoudre. La mort de Justinien avait d'ailleurs été suivie d'une violente réaction contre l'absolutisme impérial, à Constantinople où les factions troublaient la ville, dans les provinces où la noblesse terrienne s'agitait. Au point de vue religieux, une opposition significative éclatait soudainement entre le pape Grégoire le Grand et le patriarche de Constantinople, lorsque celui-ci — c'était Jean le Jeûneur — prétendait au titre de patriarche œcuménique. Tout cela se termina par le règne scandaleux de Phocas, officier subalterne porté au trône par un soulèvement populaire et militaire. Phocas gouvernait en tyran sanguinaire, et en incapable : il ne put empêcher les armées perses d'arriver en vue de Constantinople. Quand le fils de l'exarque de Carthage, Héraclius, se présenta en 610 avec une petite flotte sous les murs de la capitale, le même peuple qui avait fait de Phocas un empereur le mit à mort, et donna le trône à Héraclius.

CHAPITRE IV

LA DYNASTIE D'HÉRACLIUS ET LA FIN DE L'EMPIRE ROMAIN (610-717)

Caractères généraux. — Héraclius, monté sur le trône en 610, régna jusqu'en 641. Ses successeurs gouvernèrent l'empire jusqu'en 717. Parmi ceux-ci, deux ou trois seulement méritent d'être cités, pour la durée de leur règne ou l'importance de leur œuvre : Constant II (642-668), Constantin IV (668-685) et Justinien II Nez Coupé (685-695 et 705-711).

« Dans l'histoire de Byzance, le VII^e siècle est une des périodes les plus sombres. C'est une époque de crise grave, un moment décisif où il semble que l'existence même de l'empire soit en jeu » (Ch. Diehl). Et le plus récent historien de l'état byzantin, G. Ostrogorsky, attribue à l'époque d'Héraclius une importance exceptionnelle : il en fait le point de départ de l'histoire proprement *byzantine*, tandis que jusque-là l'empire pouvait encore être dit *romain*.

Ces vues sont justes. Au VII^e siècle, la civilisation byzantine subit une véritable éclipse : plus d'écrivains, d'historiens, de grands monuments ; partout la peur et la plus grossière superstition. Pourtant ce n'était pas le signe d'une décadence durable, mais d'une crise profonde qui devait transformer l'aspect de l'empire. Elle a son origine dans ce défaut d'unité,

qui oppose l'occident et l'orient, et dans l'orient même, pays orthodoxes et provinces monophysites. Justinien a échoué dans son épuisant effort pour ressusciter la « romanité », et la rançon de ses ambitions mal dirigées c'est, au siècle suivant, la conquête des plus riches provinces d'orient par les Arabes, et dans la péninsule balkanique, l'installation durable des Slaves et la formation d'un état bulgare.

La conséquence, c'est qu'à tous les points de vue — géographique, ethnique, économique, religieux, administratif — l'empire subit une transformation décisive : ce n'est plus un empire romain, mais bien un *empire grec d'orient*. Il s'adapta à ces conditions nouvelles et il survécut, sous une forme réduite sans doute, mais plus homogène, mieux proportionnée à ses forces réelles et mieux faite pour la lutte contre les ennemis qui l'encerclaient. C'est sous cette forme qu'il durera jusqu'au ^{xv}^e siècle.

Décadence de la Perse. — Les deux grandes puissances mondiales avaient été jusqu'alors l'empire romain et l'empire perse : le premier commence par remporter sur l'autre une éclatante victoire, avant d'être à son tour vaincu par les Arabes.

Dans les premières années du règne d'Héraclius, les Perses étaient plus menaçants que jamais, et leurs conquêtes éphémères sont comme l'annonce de celles que les Arabes feront bientôt : en 612, ils sont à Antioche ; en 614, à Jérusalem, où ils s'emparent des plus précieuses reliques, notamment de la croix du Christ ; en 618 ou 619, ils sont à Alexandrie. Aidé par l'énergique patriarche de Constantinople Sergius qui met à sa disposition les richesses de l'église, Héraclius lève une armée en Asie Mineure, et prend l'offensive en 622. Une brillante campagne, qui a déjà l'allure d'une croisade, le porte en Arménie

en 625, à Ninive en 627, au cœur de la Perse en 628, année de la mort de Chosroès II. Héraclius dicte les conditions d'une paix par laquelle les Perses restituent toutes leurs conquêtes. L'empereur est reçu en triomphe à Constantinople en 629, et rapporte la sainte croix à Jérusalem en 630.

Par l'effet d'une décadence interne plutôt que des victoires byzantines, la Perse entre alors dans une période de déclin, que les conquêtes arabes vont précipiter et dont elle ne se relèvera pas. Au même moment, Héraclius prend officiellement le titre de *basileus*, par lequel, en grec, on désignait jusque-là officieusement le roi de Perse : c'était le symbole du triomphe de l'Empereur byzantin sur le Grand Roi.

Installation des Slaves en Grèce. — Pendant la campagne contre la Perse, en 626, les Avars avaient assiégé Constantinople : les murailles tinrent bon, les Avars durent se retirer. Ce succès fut attribué par les Byzantins à la protection de la Vierge, dont le sanctuaire suburbain des Blachernes était resté intact au milieu des dévastations. Il semble avoir provoqué le recul et la décadence de l'empire des Avars, et par contre-coup, de nouveaux déplacements des peuples slaves, qui depuis longtemps déjà faisaient pression sur la barrière des Balkans. Dans le nord-ouest de la péninsule, s'installèrent les Croates et les Serbes, qui s'étendirent de là sur tout l'Illyricum : ils se christianisèrent, et furent longtemps des vassaux assez fidèles de l'empire. Mais des tribus slaves de plus en plus nombreuses pénétrèrent au sud du Danube, en Mésie, en Thrace, en Macédoine : Thessalonique, plusieurs fois menacée, avait été assiégée en 617 et 619, et c'est à l'intervention de son patron, saint Démétrius, qu'on attribuait cette fois encore le salut de la ville.

La pénétration slave revêt alors un caractère nouveau : il ne s'agit plus de simples raids, mais bien d'installation en territoire grec de tribus entières, qui formèrent ce que l'on appela des « esclavinies », et slavisèrent tout le pays en même temps qu'elles le repeuplèrent. Ces esclavinies furent particulièrement nombreuses en Macédoine, aux environs de Thessalonique ; mais il y en eut aussi en Epire, en Thessalie, dans la Grèce centrale et dans le Péloponèse, et jusque dans les îles, que les Slaves atteignaient montés sur leurs bateaux faits d'un seul tronc d'arbre, les *monoxyles*. Les relations furent longtemps difficiles entre l'empire et ces tribus indisciplinées et envahissantes : Constant II, Justinien II conduisirent contre elles des expéditions militaires. Puis des relations plus amicales s'établirent. En Macédoine, les Slaves restèrent l'élément dominant, et l'empire dut s'en accommoder et se borner à maintenir sur eux une sorte de suzeraineté. Dans le reste de la Grèce, il semble bien qu'ils se sont peu à peu hellénisés. Il n'en est pas moins vrai que la péninsule balkanique se trouva, au point de vue ethnique, profondément bouleversée.

Les débuts de la Bulgarie. — Beaucoup plus menaçante pour l'avenir fut, vers la fin du VII^e siècle, la constitution d'un état bulgare entre le Danube et la chaîne de l'Hémos. Les anciens Bulgares étaient une peuplade d'origine finno-ougrienne qui, au VI^e siècle déjà, avait manifesté sa présence dans les régions danubiennes. Au VII^e siècle, elle franchit l'embouchure du Danube, et s'installa dans l'actuelle Dobrudja. En 679, Constantin IV entreprit une campagne contre les nouveaux venus : il fut battu, et s'engagea par traité à leur payer tribut, et à leur abandonner des territoires au sud du Danube infé-

rieur. En partant de là, les Bulgares s'étendirent progressivement, aux dépens des tribus slaves qui les avaient précédés dans ces régions. Et l'on vit d'une part les Bulgares, numériquement inférieurs, se slaviser jusqu'au point d'oublier leur langue maternelle, tandis que les Slaves, jusque-là très dispersés, subissaient la forte organisation politique que leur imposaient les Bulgares. Le résultat fut la constitution, au nord de la Thrace, d'un état bientôt redoutable, qui jouera dans les siècles suivants un rôle aussi important que funeste dans la vie de l'empire byzantin. Ce qu'il importe de noter pour le moment, c'est que l'empire abandonnait en fait la vieille frontière du Danube, qui l'avait si longtemps protégé, et se repliait sur les montagnes du nord de la Thrace.

Les conquêtes arabes. — Mais le grand événement du VII^e siècle — et point seulement pour l'empire byzantin, qui n'en fut que la principale victime — est la conquête arabe.

Ce n'est pas le lieu d'exposer les origines de l'islamisme, ni même d'expliquer la rapidité de ses conquêtes. On a parfois invoqué l'énergie désespérée que les Arabes puisaient dans leur pauvreté même et dans leur misère, ou encore l'ardeur combative de leur fanatisme religieux : l'insuffisance, en nombre et surtout en qualité, de l'armée byzantine et la faiblesse de l'administration byzantine dans les provinces furent un facteur beaucoup plus important. Mais l'élément décisif fut la maladresse qu'avait montrée Byzance dans sa politique religieuse, et particulièrement envers les monophysites, que les successeurs de Justinien avaient continué à combattre. Les tentatives d'union faites par Héraclius, et la doctrine nouvelle créée par lui tout

exprès pour rapprocher l'orthodoxie et le monophysisme, le *monothélisme* (il reconnaissait dans le Christ une seule volonté et deux natures), échouèrent complètement : les deux adversaires repoussèrent avec une égale horreur le monothélisme. Il n'y avait décidément pas d'entente possible, et les provinces monophysites, l'Égypte, la Syrie, la Palestine, en étaient arrivées à souhaiter se détacher de Byzance, et à préférer la domination des Arabes, dont on connaissait du moins l'esprit de tolérance.

Les Arabes enlevèrent à Héraclius, dans les dernières années de son règne, les provinces qu'il s'était fait rendre par les Perses : en 634, ils prennent Bosra ; en 635, Damas ; en 636, les Byzantins subissent à la bataille de l'Yarmouk un désastre qui marque pour eux la perte définitive de la Syrie. En 637 ou 638, les Arabes prennent Jérusalem, la Palestine tombe ; en 639, ils poussent jusqu'en Mésopotamie, en 641 ou 642, ils prennent Alexandrie, et l'Égypte est à eux. Puis vient le tour de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine, de Chypre et de Rhodes. Enfin ils attaquent Constantinople.

Les attaques contre Constantinople, par terre et par mer, se répétèrent cinq années de suite, de 673 à 677. Constantin IV résista avec énergie, et il semble qu'une des principales raisons de son succès fut l'emploi du feu grégeois. En 677, la flotte arabe quittait Constantinople et s'en retournait vers la Syrie, quand elle fut assaillie par une forte tempête au large de la côte méridionale d'Asie Mineure, et les dommages qu'elle subit furent changés en désastre par l'intervention de la flotte byzantine. Les Arabes étaient en même temps tenus en échec sur terre : ils signèrent la paix avec l'empire.

Cela parut une grande victoire, et en effet la résistance heureuse de Constantin IV, arrêtant les

progrès étonnants des Arabes, était de grande conséquence. Il n'en restait pas moins qu'une partie de l'Asie Mineure, la Syrie, la Palestine, l'Égypte, une partie de l'Afrique du nord restaient aux mains des Arabes, et que la menace qu'ils faisaient peser sur l'occident s'alourdissait : de 693 à 698, l'Afrique byzantine tout entière, avec Carthage, passa aux mains des Musulmans.

Les thèmes et la militarisation de l'empire. — Ces événements étaient les plus graves qui eussent bouleversé le vieux monde depuis la conquête romaine, sinon depuis les conquêtes d'Alexandre. Leurs répercussions sur l'organisation intérieure de l'empire byzantin furent immenses, et touchèrent tous les domaines. Et d'abord, l'évolution de l'empire vers un régime administratif nouveau, celui des *thèmes*, s'en trouva précipitée.

On a vu que la séparation des pouvoirs civils et militaires avait été, pendant plusieurs siècles, un principe de l'administration romaine : le régime des thèmes repose, au contraire, sur la réunion des pouvoirs dans les mêmes mains. C'est une mesure à laquelle on voit les états recourir lorsqu'ils sont gravement menacés. Il se peut que la Perse l'ait adoptée au VI^e siècle, et que l'empire byzantin ait suivi son exemple. En tout cas, l'organisation nouvelle ne fut pas créée d'un coup, mais progressivement appliquée dans les provinces à mesure que celles-ci se trouvèrent menacées. Déjà sous Justinien, certaines régions avaient été placées sous l'autorité d'un « préteur justinien » ou d'un « comte justinien » qui réunissaient tous les pouvoirs. Sous les successeurs de Justinien, l'occident menacé par les Lombards et par les Maures voit créer les deux exarchats de Ravenne et de Carthage, où l'autorité

tout entière appartient en fait à l'exarque et aux ducs. Au VII^e siècle, le système se développe, et prendra bientôt un nom nouveau : le mot grec *thema*, qui désignait primitivement le corps d'armée, finit par désigner la circonscription où était cantonnée cette unité ; et le *thème*, lorsque tous les pouvoirs s'y trouvèrent concentrés entre les mains du militaire — en l'espèce, d'un général, le *stratège* — va devenir peu à peu, à la place de l'éparchie, la subdivision administrative de l'empire.

Les thèmes se constituèrent à mesure des besoins. Au VII^e siècle, on voit créer par Héraclius le thème des Arméniaques contre les Perses, et plus tard le thème des Anatoliques, pour protéger l'Asie Mineure du péril arabe ; puis le thème de l'Opsikion pour protéger la capitale elle-même ; le thème de la mer, qui répond à la menace de la nouvelle flotte arabe ; le thème de Thrace, contre les Bulgares ; le thème d'Hellade ou des Helladiques, pour contenir les Slaves de Grèce ; le thème de Sicile, pour lutter contre la menace arabe en occident. On voit nettement comment la nouvelle organisation, qui ne s'achèvera qu'au VIII^e siècle et qui bouleversera l'administration provinciale et les subdivisions de l'empire, suit fidèlement la marche du péril extérieur.

Transformation générale de l'empire. — L'institution des thèmes n'est pourtant qu'un de ces profonds changements par lesquels, au VII^e siècle, l'empire prend un aspect entièrement nouveau.

Géographiquement d'abord : l'empire, à la fin de ce siècle, n'a plus en occident que quelques possessions déjà presque détachées de lui et peu loyales ; en orient, il est réduit à l'Asie Mineure et à la Grèce. Les pertes en occident n'ont d'autre effet que de rendre l'idée romaine, dans la mesure où elle survit,

ensore un peu plus utopique. Mais pour mesurer l'importance du dommage subi en orient, il suffit de rappeler le rôle joué depuis des siècles par la Syrie et l'Égypte : Beyrouth, Antioche, Alexandrie avaient été les ports les plus prospères de la Méditerranée orientale ; les industries de Syrie étaient les plus actives ; l'Égypte, après avoir été le grenier de Rome, était devenue celui de Byzance. A cette importance économique, correspondait la part prise par ces deux provinces à toute la civilisation byzantine. — lettres, art, théologie —, car l'hellénisme byzantin avait été longtemps beaucoup plus syrien et alexandrin qu'asiatique. Byzance perdait la meilleure part de son patrimoine.

Il en résultait un brusque déséquilibre, aggravé encore par le fait que la Grèce subissait au même moment une slavisation massive qui en modifiait le caractère. En sorte qu'à partir du VII^e siècle, l'empire byzantin est proprement l'Asie Mineure. Aussi bien, la dynastie d'Héraclius était probablement arménienne, et dans les siècles suivants les Asiatiques seront de plus en plus nombreux sur le trône. Il est intéressant de noter aussi qu'Héraclius modifia dans le même sens le recrutement de l'armée. On a signalé la place excessive que tenait avant lui le recrutement barbare : il semble revenir à un recrutement indigène, et le chercher en orient, où il avait déjà levé la grande armée qui vainquit les Perses. Pour en assurer la régularité, il est probable que les empereurs du VII^e siècle ont rénové et élargi l'institution des « biens militaires », déjà appliquée autrefois à l'armée des frontières : domaines héréditaires et inaliénables, concédés aux familles des soldats en échange du service.

Ainsi les pertes subies par l'empire, si sensibles économiquement, semblaient, au point de vue

ethnique, compensées par l'avantage d'une plus grande homogénéité. La même constatation s'impose dans le domaine de la religion. En perdant les provinces monophysites, l'empire perdait du moins les opposants les plus obstinés à toute politique de conciliation. La conséquence en est immédiate : au concile de Constantinople de 681, Constantin IV fit condamner le monothélisme et restaurer l'orthodoxie. Une autre source de querelles disparaît en même temps : les rivalités entre le patriarcat de Constantinople d'une part, ceux d'Alexandrie, de Jérusalem et d'Antioche de l'autre. Toute l'orthodoxie orientale est désormais étroitement groupée autour du patriarche de Constantinople, qui prend une importance d'autant plus grande, et dont l'influence va croissant sur le gouvernement et sur l'esprit des empereurs. On a pu dire que désormais, et pour toute l'histoire de Byzance, la notion d'orthodoxie et celle de nationalité se confondent.

Enfin l'empire acquérait au même moment, et par l'effet de la même *concentration* territoriale et ethnique, un autre caractère : il devenait, définitivement, empire grec, ou si l'on veut, gréco-asiatique. Le mythe de l'empire romain, auquel les efforts de Justinien avaient assuré un siècle de survie, disparaissait en même temps que l'usage de la langue latine. De cette hellénisation, le plus sûr indice est en effet le triomphe de la langue grecque, qui s'affirme au VII^e siècle : désormais le grec est la langue officielle, la langue de la législation et celle de l'administration ; c'est la langue de l'armée et du commandement ; les titres des fonctionnaires s'hellénisent, comme la titulature impériale elle-même.

CHAPITRE V

LES DYNASTIES ISAURIENNE ET AMORIENNE. L'ICONOCLASME (717-867)

Les empereurs. — La dynastie d'Héraclius avait fini dans l'usurpation, l'anarchie, la révolte. Le dernier empereur, Théodose III, impuissant à ramener l'ordre, avait abdiqué lorsque le stratège des Anatoliques, Léon, appelé par ses partisans, se fit couronner empereur à Sainte-Sophie.

Léon III régna de 717 à 741 : on considère qu'il était isaurien, quoiqu'il fût peut-être originaire de Germanicée, en Syrie du nord. Il associa au trône son fils, Constantin V Copronyme (741-775) ; celui-ci fit de même pour son fils Léon IV (775-780). Ces trois empereurs forment proprement la dynastie isaurienne, qui assura plus de soixante années de gouvernement stable à l'empire.

Léon IV avait épousé l'Athénienne Irène. Celle-ci, devenue veuve, gouverna d'abord, de 780 à 797, comme régente de son fils Constantin VI. Quand il atteignit la majorité, Irène lui fit crever les yeux et le fit déposer, et elle régna seule encore de 797 à 802. Elle est la première femme qui, au plein sens du mot, fut *empereur* de Byzance.

Irène fut détrônée par son ministre des finances,

qui était peut-être d'origine arabe, Nicéphore I (802-811). Celui-ci périt dans la guerre contre les Bulgares et, après deux années assez troublées, le trône fut occupé par le stratège des Anatoliques, Léon V l'Arménien (813-820), qui périt assassiné. L'avènement d'un commandant de la garde, Michel II le Bègue (820-829), originaire d'Amorium en Phrygie, marque le début de la dynastie amorienne, qui compte encore Théophile (829-842) et Michel III l'Ivrogne (842-867). Mais le règne de Michel III fut en réalité, pendant les quatorze premières années, celui de sa mère Théodora, qui exerçait la régence, puis celui de l'oncle de l'empereur, Bardas. On remarquera que pendant un siècle et demi, tous les empereurs de Byzance — si l'on excepte l'Athénienne Irène — sont asiatiques.

On a porté sur cette période des jugements contradictoires. En réalité, elle forme la suite logique du VII^e siècle. A l'extérieur, les problèmes slave, bulgare, arabe, ont sensiblement les mêmes caractères, et la perte de l'occident, avec le couronnement de Charlemagne, n'est que la conséquence de l'orientalisation de l'empire. Dans l'administration, le régime des thèmes généralise une institution qui date en fait du VII^e siècle, et dans la législation, l'*Ecloga* correspond au remplacement de la langue latine par la langue grecque. En matière religieuse, l'iconoclasme apparaît surtout comme une réaction violente contre la superstition, les pratiques idolâtriques, l'excessive puissance des moines, qui avaient été une conséquence des troubles du VII^e siècle : réaction vaine d'ailleurs, en sorte que la situation est presque la même en 867 et en 717. Historiquement, la période de deux siècles et demi, qui va de la fin du siècle de Justinien à l'avènement de la dynastie macédonienne, forme un tout.

Les Arabes. — Ils restent la grande menace contre l'empire. Dans les années d'anarchie 711-717, ils avaient fait des progrès considérables. Dès 717, venant de Pergame, ils avaient franchi l'Hellespont : une armée nombreuse attaqua Constantinople par terre, une flotte considérable par mer. La ville fut défendue avec une extrême énergie par Léon III. Celui-ci avait eu l'habileté de conclure un accord avec les Bulgares, qui harcelèrent l'armée arabe, éprouvée en outre par la famine et par l'hiver rigoureux de 717-718. En 718, les Arabes se retirèrent, et ils ne devaient plus faire de nouvelle tentative contre Constantinople. Dans les années suivantes, Léon III, qui avait fait épouser à son fils Constantin la fille du khan des Khazars, trouva en ceux-ci des alliés efficaces contre les Arabes. Lui-même enfin, vers la fin de son règne, les battit en Phrygie, à la grande bataille d'Acroïnon, et les contraignit à évacuer la partie occidentale de l'Asie Mineure.

L'échec des Arabes devant Byzance, qui eut un grand retentissement, est un événement fort important : les succès de Léon III marquaient un terme à l'avance arabe en orient, comme en 732 la victoire de Charles Martel à Poitiers marquait en occident l'arrêt de l'offensive arabe partie d'Espagne. Mais sous Irène, les Arabes étaient de nouveau victorieux et imposaient à l'empire un traité humiliant. Sous Michel II, ils aidaient efficacement le rebelle Thomas le Slave, qui pendant un an tint Constantinople assiégée. Puis des corsaires musulmans s'emparèrent de la Crète, qui pendant 150 ans devint un repère de pirates très gênant pour l'empire. Sous Théophile, les Arabes s'emparèrent, en 838, d'Amorium, berceau de la dynastie : Théophile perdit la tête, demanda du secours à l'occident, aux Vénitiens, à Louis le Pieux, n'en obtint que des

promesses. Heureusement Bardas devait, quelques années plus tard, être victorieux à Poson, en Mésopotamie. Mais en occident, la Sicile révoltée faisait appel aux Arabes d'Afrique du nord, et ceux-ci firent pour leur compte la conquête de l'île, et allèrent s'emparer ensuite de Tarente et de Bari.

· Les Bulgares et les Russes. — Sous Léon III, les Bulgares sont en paix avec l'empire. Mais Constantin V semble s'être donné pour tâche de détruire leur puissance naissante, dont il avait mesuré le danger. Il dirigea lui-même plusieurs campagnes, il fut même victorieux dans une grande bataille qui eut lieu à Anchialos en 762 : mais en définitive il échoua, et sous Irène, les Bulgares obligèrent l'empire à leur payer tribut. Nicéphore reprit la lutte, cette fois contre le terrible khan Krum : l'empereur byzantin fut battu et tué, et Krum fit faire de son crâne une coupe à boire. En 813, Krum vint assiéger Constantinople, où la terreur fut grande : il ne réussit pourtant pas à prendre la ville, et mourut en 814. Son successeur Omortag fit la paix avec Léon V, et on procéda à une délimitation solennelle de la frontière de Thrace. Le fils d'Omortag, Malamir, qui lui succéda en 831, envahit la Macédoine, mais signa une trêve avec Théodora. Et son neveu Boris, qui monte sur le trône en 852, devait se convertir avec son peuple au christianisme.

Ainsi l'empire, tantôt par les armes, tantôt par la diplomatie, tantôt par la propagande religieuse, réussit en général à contenir les Bulgares : mais le menace redoutable de cet empire en pleine croissance subsiste, et les fortifications élevées en Thrace par Constantin V ou par Léon V sont, contre sa force d'expansion, un bien faible rempart. De plus, vers la fin de la dynastie amorienne, apparaît pour la pre-

mière fois un autre danger : Constantinople est attaquée par mer, par les Russes, pendant que Michel III est en Asie, et la flotte en occident. La défense de la ville est énergiquement assurée par le patriarche Photius, les Russes doivent se retirer, et leur retraite est désastreuse : mais c'est à la fois l'entrée des Russes dans l'histoire, et pour Byzance, une menace nouvelle.

L'iconoclasme. — Mais le grand événement, dans la période qui nous occupe, ce fut l'iconoclasme. Ce mot désigne proprement l'action de « briser les images » : le mouvement iconoclaste apparaît en effet, d'abord, comme une réaction contre l'adoration et le culte des images saintes ; puis, contre certaines pratiques jugées superstitieuses, telles que celles d'allumer des cierges et de brûler de l'encens ; enfin, parfois, contre le culte même de la Vierge et des saints, et spécialement le culte des reliques.

C'est Léon III — dans une lettre au pape, il se proclamait, selon la meilleure tradition byzantine, « empereur et prêtre » — qui publia en 725 ou 726 le premier édit contre les images. Le texte nous en est inconnu, mais nous savons que l'application provoqua des émeutes, notamment à Constantinople, lorsque les agents de l'empereur détruisirent une image célèbre du Christ. Un concile convoqué en 730, à Constantinople, condamna les images, cependant qu'à Rome, en 731, un contre-concile anathématisait les adversaires des images. Constantin V fut plus violemment iconoclaste encore que Léon III : il condamnait même le culte de la Vierge et des saints. Il réunit à Constantinople, en 753, un concile qui condamna solennellement les images, et qui fut suivi de mesures telles que la destruction ou le badigeonnage des icones, et la dispersion des reliques. L'empereur entreprit en même temps une

lutte énergique contre les moines, qui étaient naturellement les plus ardents défenseurs des images : il confisqua des biens monastiques, et sécularisa des couvents dont il dispersa les moines. Mais Irène était ardemment attachée au culte des images, et soumise à la direction des moines : par le 7^e concile œcuménique — qui ne put se tenir à Constantinople, en 786, en raison de l'opposition de l'armée, mais qui se réunit l'année suivante à Nicée — elle fit restaurer le culte des images et celui des reliques. Les moines retrouvèrent leurs monastères, leurs richesses et leurs privilèges, et ne cessèrent de couvrir de louanges hyperboliques cette même impératrice qui, quelques années plus tard, allait faire crever les yeux de son fils.

La querelle iconoclaste se ralluma après Irène. Nicéphore se montra tolérant, mais cependant hostile aux moines : il exila, avec ses plus ardents partisans, le célèbre abbé du monastère du Stoudios, à Constantinople, Théodore, qui avait pris avec fougue la tête du parti iconophile et monastique. Léon l'Arménien, Michel le Bègue, Théophile furent iconoclastes, et remirent en vigueur les mesures de leurs prédécesseurs : en 815, un concile iconoclaste se tint à Sainte-Sophie. Mais une seconde fois, une femme rétablit le culte des images. Théodora, dès 842, abolit toutes les lois iconoclastes et par un concile réuni en 843, fit renouveler les dispositions du second concile de Nicée (787). Une cérémonie solennelle eut lieu à Sainte-Sophie, le 11 mars 843, pour célébrer ce que l'on nomma la « restauration de l'orthodoxie », et que l'église grecque commémore encore chaque année.

Tels sont les faits. Comment faut-il les interpréter ? Il semble que l'iconoclasme a une double origine et un double aspect : religieux et politique.

1^o *Religieux*. On a parfois voulu représenter les empereurs iconoclastes comme des « esprits forts » avant la lettre : ce sont au contraire des hommes d'une foi profonde, qui pour cette raison même ont voulu purifier la religion chrétienne de ce qui leur apparaissait comme une superstition proche du paganisme. Le culte des images n'est nullement primitif dans le christianisme, et de bons esprits ont longtemps prohibé la représentation, à l'intérieur des églises, des sujets sacrés. Ceux-ci s'introduisirent pourtant, sous l'influence de la tradition antique, parce qu'on leur reconnut une valeur d'édification ou d'instruction. Puis vinrent les excès : on cessa de voir dans l'image un symbole, et on lui prêta la sainteté et le pouvoir miraculeux du prototype ; on lui rendit un culte *personnel*. C'est contre les abus de cette *idolâtrie*, et d'autres excès analogues, que luttèrent les iconoclastes. Ils eurent contre eux les simples et les superstitieux, le peuple, les femmes, les moines, une grande partie du clergé. Mais ils avaient pour eux la société éclairée ; le haut clergé séculier, inquiet sans doute de la puissance des moines ; et une bonne partie de la population des provinces centrales et orientales d'Asie Mineure, hostiles de longue date aux images. Par là, ils eurent pour eux l'armée, de plus en plus recrutée dans ces régions. A. Vasiliev a d'ailleurs raison d'insister sur le fait que les empereurs iconoclastes sont eux-mêmes Isauriens, Arméniens, Phrygiens.

2^o *Aspect politique* : non pas qu'il faille croire que les empereurs iconoclastes ont cherché à rallier à l'empire les adeptes des religions anicôniques, les Juifs, les Arabes, et même la secte micrasiatique des Pauliciens, hostiles à la fois aux images et au culte des saints. Cette interprétation paraît très peu vraisemblable. Mais on est frappé de voir le

rôle que joue, dans cette querelle, le problème monastique. On a déjà signalé plus haut ce qu'il y avait de dangereux dans l'accroissement considérable du nombre des moines et des monastères, de leur puissance, de leurs richesses, de leurs privilèges. C'était comme un état dans l'état. C'est parce qu'ils ont bien vu ce péril — politique, économique, social — que les empereurs iconoclastes ont mené une lutte si acharnée contre les moines, et se sont efforcés de les disperser et de séculariser leurs biens.

Par là, la querelle iconoclaste finit par être une querelle de l'église et de l'état : les chefs du parti monastique, l'abbé du couvent de Sakkoudion en Bithynie, Platon, et surtout son neveu, Théodore du Stoudios, revendiquèrent, au plus fort de la lutte, l'indépendance de l'église en face de l'état, et refusèrent à l'empereur le droit d'intervenir dans la religion et le dogme : c'était la doctrine même de l'occident, et Théodore Stoudite, exilé par Nicéphore, en avait en effet appelé au pape. Il faut d'ailleurs ajouter que les moines, lorsqu'ils eurent satisfaction pour le culte des images et lorsqu'ils eurent recouvré leurs privilèges, ne s'obstinèrent point à proclamer l'indépendance de l'église, et qu'en définitive rien ne fut changé au césaropapisme oriental.

Mais l'iconoclisme avait eu d'autres conséquences encore, qui montrent une fois de plus l'intime corrélation des problèmes religieux et politiques à Byzance. La plus inattendue, ce fut le renforcement de l'influence grecque dans l'Italie du sud, où émigrèrent par milliers les moines. La plus importante, ce fut de creuser davantage le fossé qui séparait l'orient et l'occident, et de contribuer sans doute à hâter la rupture définitive entre les deux parties de l'ancien empire de Justinien. La papauté en effet avait pris parti contre les iconoclastes. Lorsque le

pape Etienne II fut chargé, par Constantin V, de demander à Pépin le Bref du secours contre les Lombards, il trahit la cause de l'empereur hérétique, et en 754, il se fit reconnaître le droit d'administrer *personnellement* les territoires de Rome et de Ravenne reconquis par Pépin : c'était pour l'empire la perte de l'Italie. Et l'on sait qu'en 774, lorsqu'il eut détruit le royaume lombard, Charlemagne confirma solennellement au pape la donation de Pépin. Ainsi la papauté n'avait plus confiance dans l'empire d'orient, et cherchait désormais appui en occident : le couronnement de Charlemagne par le pape, dans la nuit de Noël de l'an 800, et la création d'un empire chrétien d'occident, en sont dans une certaine mesure la conséquence.

Dans les dernières années de la période qui nous occupe, plusieurs événements sont à ce point de vue significatifs. On voit d'une part la chrétienté orientale, fouettée et comme révigoree par les luttes de l'iconoclisme, étendre largement son influence chez les barbares : en 863, Cyrille et Méthode partent de Thessalonique pour évangéliser la Moravie, ils vont devenir les apôtres des Slaves; en 864, le tsar de Bulgarie Boris se fait baptiser à Constantinople en prenant le nom chrétien de Michel, et impose ensuite le baptême à son peuple. Mais d'autre part, la défiance et la rivalité s'accroissent entre Rome et Constantinople. Quand le César Bardas déposa le patriarche Ignace, qui avait été iconophile, pour donner le siège patriarcal à Photius, Ignace fit appel au pape Nicolas I, qui prit son parti et excommunia Photius (863). Celui-ci lia sa cause personnelle à la cause nationale de Byzance, et un concile tenu à Constantinople en 867 anathématisa le pape, en dénonçant son intervention illégale dans les affaires de l'église d'orient. C'est ce que l'on nomme le schisme de Photius.

CHAPITRE VI

LA DYNASTIE « MACÉDONIENNE » ET L'APOGÉE DE L'EMPIRE (867-1081)

Les empereurs. — La période à laquelle nous sommes arrivés est, avec le siècle de Justinien, la plus glorieuse de l'histoire de Byzance. Les armées byzantines victorieuses contiennent ou repoussent leurs innombrables adversaires, et augmentent l'étendue de l'empire. La civilisation byzantine connaît au même moment ce qu'on a justement nommé son « second âge d'or ». Jamais, depuis Justinien, Byzance n'a joui d'un si grand prestige ; jamais plus, jusqu'à sa chute, elle ne remportera d'aussi éclatants succès. C'est dans les ouvrages du byzantiniste français G. Schlumberger — *Nicéphore Phocas* et les trois volumes de *l'Épopée byzantine* — qu'il faut lire l'histoire de cette époque vraiment épique. Nous ne pourrions ici qu'en dessiner les traits généraux.

Le premier et le plus nouveau, c'est que l'œuvre accomplie n'est point le fait d'un seul homme, comme cela avait été le cas au VI^e siècle avec Justinien, mais d'une succession d'empereurs, tous remarquables par des qualités diverses. Le fondateur de la dynastie, Basile I, était issu d'une famille arménienne établie en Macédoine : d'où la désigna-

tion usuelle, mais en fait inexacte, de dynastie « macédonienne ». Il était devenu — grâce à sa force physique et à son habileté à dresser les chevaux sauvages, plus qu'à ses réelles qualités — le favori du dernier des empereurs amoriens, Michel III, qui l'avait associé à l'empire. Mais Basile fit assassiner, en 866, l'oncle de l'empereur, le César Bardas, et en 867, l'empereur lui-même : il régna seul de 867 à 886.

Ses fils, Léon VI le Sage et Alexandre, régnèrent de 886 à 913 : c'est Léon VI qui gouverna. Pour avoir un fils qui pût lui succéder, il dut épouser successivement quatre femmes, ce qui fit le plus grand scandale : cette obstination est remarquable, et témoigne, a-t-on dit, d'un souci nouveau de *légitimité*. Il y aura désormais « une famille impériale, dont les membres reçoivent le nom de *porphyrogénètes* » (c'est-à-dire *nés dans la pourpre*. Ch. Diehl). Le fils de Léon VI, Constantin VII Porphyrogénète, occupe le trône de 913 à 959, mais de 919 à 944 le gouvernement est en fait exercé par un co-empereur, Romain Lécapène, d'origine arménienne. Le fils de Constantin VII, Romain II, ne règne que de 959 à 963, puis sa veuve, Théophano, épouse le général commandant en chef l'armée d'Asie, Nicéphore Phocas, qui mourra assassiné en 969.

L'assassin, Jean Tzimiscès, d'origine arménienne, règne de 969 à 976, et se considère comme souverain légitime pour avoir épousé Théodora, fille de Constantin Porphyrogénète. Après lui, le trône est cooccupé conjointement par les deux fils de Romain II, Basile II le Bulgaroctone et Constantin VIII (976-1028). Puis commence une période troublée, où le déclin de la dynastie s'annonce : la principale figure est celle de l'impératrice Zoé, épouse successive de trois empereurs (Romain IV Argyre, Michel le

Paphlagonien et Constantin Monomaque), et qui pendant un temps gouverna directement l'empire, associée à sa sœur cadette Théodora. C'est le dernier exemple de gouvernement féminin à Byzance.

Il est remarquable que la dynastie « macédonienne » est en fait arménienne ; que Romain Lécapène, qui gouverne à la place de Constantin VII, est arménien ; que l'usurpateur Jean Tzimiscès est arménien. Un autre caractère commun à ces empereurs, c'est qu'ils sont avant tout des soldats. Les seules exceptions notables sont Léon VI et Constantin VII : encore sous Constantin VII est-ce l'amiral Romain Lécapène qui gouverna.

Les Arabes en orient et en occident. — Sur toutes ses frontières, sauf celle du Danube, l'empire eut à combattre les Arabes. Basile I et Léon VI firent campagne presque chaque année, de façon souvent victorieuse, jamais décisive. En occident ils reprirent Tarente, mais au même moment les Arabes achevèrent et consolidèrent la conquête de la Sicile, en s'emparant de Syracuse, Taormine et Reggio. En orient, ils repoussèrent vers l'est la frontière asiatique de l'empire : mais en 904, une flotte de pirates musulmans s'empara par surprise de Thessalonique, pillà la ville, et cingla aussitôt en direction de la Syrie, emmenant un butin énorme et plus de 20.000 prisonniers.

Ce fut le signal d'une reprise énergique de l'offensive. Sous Romain Lécapène, elle aboutit à des succès en haute Mésopotamie et à la reprise d'Edesse. Puis Nicéphore Phocas et Jean Tzimiscès, tous deux comme généraux d'abord, puis comme empereurs, remportèrent des succès décisifs. Phocas reprit la Crète et Chypre, Tarse et la Cilicie, et surtout, en Syrie, Alep et Antioche. Tzimiscès porta la guerre

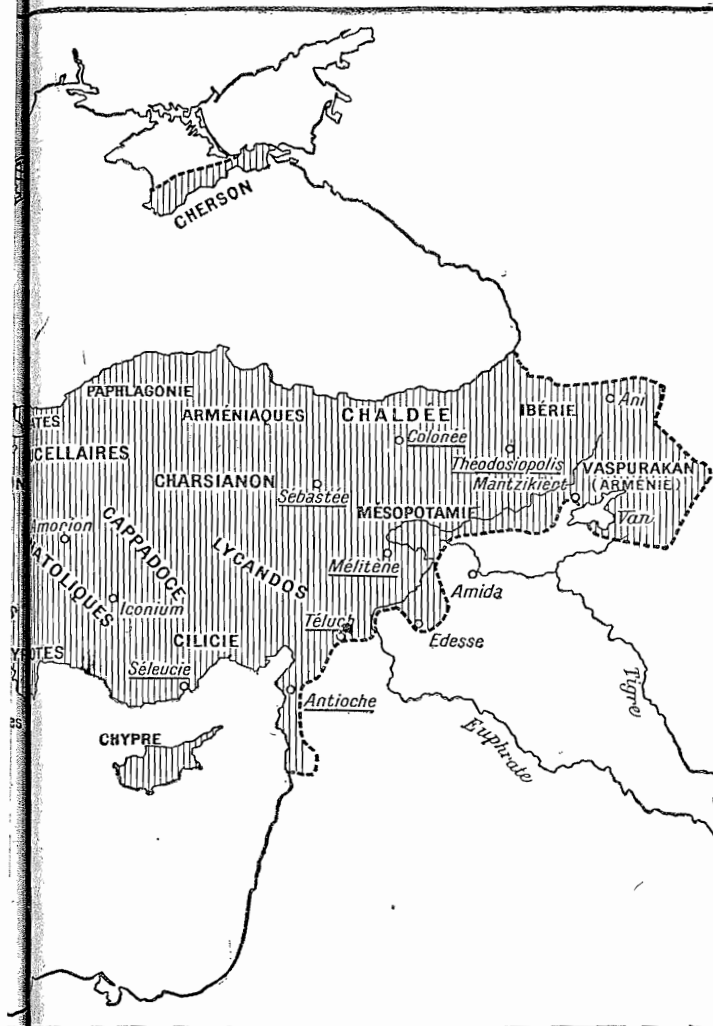
au delà de l'Euphrate, et organisa une véritable croisade pour la délivrance des lieux saints : il reprit Damas et une partie de la Palestine, sans atteindre toutefois Jérusalem. Basile II put conserver ces conquêtes sans les agrandir sensiblement. L'empire n'en avait pas moins obtenu sur trois points — Crète, Euphrate, Syrie, — des résultats décisifs.

Les succès ne furent pas moins nets en Arménie. Ce pays avait été l'un des principaux enjeux de la lutte incessante entre l'empire perse et l'empire romain. Au VII^e siècle, il avait été occupé par les Arabes. Au IX^e siècle, la dynastie arménienne des Bagratides remonta sur le trône, du consentement commun des Arabes et des Byzantins, qui chacun de leur côté avaient besoin de l'appui arménien. C'est Byzance qui allait l'emporter : sous Romain Lécapène, son influence grandit en Arménie ; sous Basile II, une partie de l'Arménie est conquise et le reste vassalisé ; sous Constantin Monomaque, la capitale, Ani, est prise et les Bagratides détrônés.

Sous ces règnes glorieux, Byzance ne renonçait pas à l'Italie, où Léon VI organisait les deux thèmes — à vrai dire, très peu étendus — de Longobardie et de Calabre, plus tard remplacés par le catépanat de Bari. Il se peut même que l'empereur byzantin ait souhaité reprendre à l'empereur d'occident des titres usurpés : il paraît avoir disputé sur le titre impérial avec Louis II, et peut-être avec Otton, couronné à Rome en 962 et fondateur du saint empire romain germanique. Mais le danger arabe faisait passer au second plan ces querelles. Phocas chercha contre les Musulmans l'alliance d'Otton I, et ce fut l'occasion de la célèbre ambassade de Liudprand à Constantinople. Tzimiscès donna la princesse byzantine Théophano en mariage à



Carte II. → L'empire après les di



Les conquêtes des empereurs macédoniens

Otton II, qui d'ailleurs se fit battre par les Arabes. Du moins Basile II fut-il, à Canes, victorieux dans une bataille où l'on peut voir la première manifestation du péril normand, et ce succès, raffermissant la position de Byzance en Italie, permettra à Michel IV de monter une expédition contre la Sicile arabe : Georges Maniakès reprit en effet Messine.

Les Bulgares et la frontière du Danube. — Le danger bulgare fut plus localisé, mais beaucoup plus grave que le danger arabe. Le conflit éclata sous le successeur de Boris, son fils Syméon, qui avait été élevé à Constantinople. Pour faire diversion à ses entreprises menaçantes, Léon VI, selon un procédé habituel à la diplomatie byzantine, fit appel aux Magyars ou Hongrois — c'est leur entrée dans l'histoire — qui envahirent le nord de la Bulgarie. Syméon à son tour appela les Petchenègues, et avec leur aide repoussa les Magyars : après quoi Syméon battit les Grecs et arriva jusqu'aux murs de Constantinople. Léon VI dut signer un traité et payer tribut.

Puis Syméon tourna ses ambitions vers Thessalonique : pour ne point la lui donner, Léon VI dut céder de larges territoires de la Macédoine septentrionale. Enfin il prit pour objectif Constantinople, avec l'intention de devenir « tsar des Bulgares et empereur des Romains », comme il en prit un moment le titre. En 917, Syméon fut victorieux à la grande bataille d'Anchialos. En 922, il prit Andrinople ; il finit par posséder toute la Macédoine et la Thrace, sauf Thessalonique et Constantinople. Et il vint mettre le siège devant la capitale, qui une fois de plus se crut perdue, et une fois de plus fut sauvée par ses murailles. C'est alors qu'eut lieu, en 924 probablement, sous les murs mêmes de la ville, une dramatique entrevue entre Syméon et Romain

Lécapène, qui avait passé la nuit en prières dans Sainte-Sophie : une trêve fut conclue, avec la seule condition pour les Byzantins de payer tribut, et Syméon se retira. Que s'était-il passé ? On a souvent cru que le bulgare avait été impressionné par le prestige de l'empereur byzantin. Il est plus vraisemblable que Syméon fut conciliant parce qu'il était lui-même à ce moment menacé par les Serbes, et parce qu'il avait échoué dans les négociations entreprises avec les Arabes pour encercler Byzance.

Syméon mourut en 927, et sous son successeur Pierre, la Bulgarie connut une rapide décadence, hâtée par les querelles intérieures. Nicéphore Phocas et Jean Tzimiscès reprirent la lutte, aidés un temps par les Russes de Svjatoslav : la Bulgarie orientale, sinon toute la Bulgarie, fut conquise par les Byzantins, qui atteignirent de nouveau la frontière du Danube. Tout fut remis en question lorsque, dans les années suivantes, le tsar Samuel, en Bulgarie occidentale, réorganisa la force bulgare et reconstitua un empire qui allait du Danube à la Thessalie et à l'Adriatique. C'est Basile II qui mena la guerre contre lui, de 986 à 1014, avec une sauvagerie et une férocité égales à celles des Bulgares, et qui lui valut le surnom de « tueur de Bulgares » (*Bulgaroctone*). La bataille décisive eut lieu en 1014, au nord de Serrès : l'armée bulgare fut écrasée, et Basile II fit 15.000 prisonniers. À tous il fit crever les yeux, sauf à un homme sur cent qui devait servir de guide, et il renvoya vers Samuel ce lamentable troupeau. Quelques semaines plus tard, Samuel mourut. Toute la Bulgarie fut conquise et soumise à un gouverneur byzantin : c'était la fin du premier empire bulgare et, pour Byzance, la maîtrise de nouveau assurée sur toute la péninsule balkanique.

Cela ne signifiait point la sécurité absolue sur

toute la frontière septentrionale ou danubienne. Sans parler des Magyars, auxquels on avait montré la route du sud, et des Petchenègues, établis entre le Danube et le Dniepr, qui finirent par contraindre Byzance à payer tribut, les Russes représentaient un danger de plus en plus pressant. La tradition veut que le prince Oleg ait fait une expédition contre Constantinople dès 907 : c'est une question controversée que le caractère historique ou légendaire de cette expédition, qui aurait été suivie d'un traité. Ce qui est sûr, c'est que les relations, amicales ou hostiles, se multiplient entre Byzance et la Russie. Il y a d'importantes troupes de mercenaires russes dans les armées byzantines depuis le début du x^e siècle. Sous Romain Lécapène, Constantinople est attaquée deux fois par le prince Igor, en 941 et 944 : un traité est conclu, Igor repart pour Kiev. C'est sous Basile II que la solution intervient : l'empereur fit alliance avec le prince russe Vladimir, qui fut baptisé, épousa une princesse byzantine, et fit baptiser son peuple, en 988 ou 989. Nouvel exemple de l'adresse qu'eut toujours Byzance à combiner la force des armes, l'habileté diplomatique, la propagande religieuse.

Le problème social. — A l'intérieur, les empereurs furent surtout préoccupés par le grave problème social, que posaient les progrès de la classe féodale. Les documents de l'époque opposent volontiers les « puissants » et les « pauvres ». Les puissants, ce sont les grands propriétaires, qui après l'échec de la révolte socialisante de Thomas le Slave, au ix^e siècle, semblent avoir pris une influence accrue et ont souvent adopté, sur leurs domaines grands comme des provinces, des allures de roitelets indépendants. Les « pauvres », ce sont les paysans possesseurs d'un

lot de terre, ou encore les bénéficiaires de ces tenures militaires dont on a parlé plus haut : les sollicitations et les menaces des grands, parfois aussi les excès du fisc, les poussaient à chercher auprès des « puissants » une protection ou une relative tranquillité, qu'ils payaient de leur liberté. Cette disparition de la petite propriété avait de graves conséquences économiques, fiscales, militaires. Le développement excessif de la grande propriété présentait un danger dont on put mesurer l'ampleur lorsque, sous Basile II, la révolte de deux grands seigneurs d'Asie Mineure, Bardas Phocas et Bardas Skléros, faillit renverser l'empereur.

Une novelle de Romain Lécapène, de 922, inaugure les mesures prises pour tenter de remédier à cet état de choses : elle interdit aux puissants d'acquérir d'aucune manière la propriété du pauvre, donne la préférence au paysan lorsqu'il est en concurrence avec un seigneur pour l'achat d'un terrain, et oblige à restituer les biens militaires enlevés ou achetés à leurs légitimes possesseurs. Ces mesures sont rappelées et confirmées par Romain Lécapène, dans une novelle de 934. Basile II surtout se montra impitoyable pour les grands : une novelle de 996 abolit la prescription de quarante ans qui couvrait les acquisitions faites par les seigneurs, interdit le patronage, et remet en vigueur une mesure qui obligeait les puissants à payer les impôts des pauvres, si ceux-ci en étaient incapables.

Le même problème avait un autre aspect : les monastères, dont le nombre et la puissance étaient considérables, n'étaient guère moins dangereux que les seigneurs pour la petite propriété. Des nouvelles de Romain Lécapène, en 922 et 934, interdirent aux couvents d'acquérir la terre des pauvres, et Nicéphore Phocas, en 964, interdit la fondation de nou-

veaux couvents et les donations aux couvents existants.

Ces mesures, en définitive, furent vaines. L'aristocratie terrienne et le monachisme représentaient des forces trop considérables, pour que l'empereur pût longtemps se passer de leur appui ou encourir leur hostilité. Il semble que dès Romain Argyrè, et en tout cas à partir d'Isaac Comnène, qui sort d'une famille féodale, tout cela fut lettre morte : cette lutte de la grande et de la petite propriété, qui est le drame de l'histoire sociale de Byzance, se termine par le triomphe des puissants.

Le schisme. — Nous avons vu ce que l'on nomme parfois le premier schisme de Photius, résultat de l'anathème que se lancèrent mutuellement le pape et le patriarche. Basile I, qui avait d'abord remplacé Photius par Ignace, rappela Photius à la mort de celui-ci, et en 879 un concile tenu à Constantinople leva l'anathème qui avait été lancé contre Photius. Jusqu'à une date très récente, la tradition voulait que le pape Jean VIII, irrité, eût renouvelé à ce moment l'anathème contre Photius, et qu'une nouvelle rupture entre les églises, qu'on nomme le « second schisme de Photius », en eût résulté. Les travaux de Dvornik, de V. Laurent et de V. Grumel ont démontré qu'il n'y eut nullement rupture après le concile de 879, mais probablement reconnaissance par le pape de Photius, qui de son côté s'était amendé sur certains points et réconcilié avec la papauté.

Le schisme véritable et définitif éclatera vers le milieu du XI^e siècle. Les rapports étaient tendus, entre la papauté et l'empire, depuis longtemps déjà, parce que les deux puissances luttèrent d'influence dans l'Italie du sud. Mais ce n'était pas une raison

suffisante pour conduire à un schisme, et il fallut l'arrogance et l'ambition de deux hommes opposés à toute concession, un légat du pape, le cardinal Humbert, et un patriarche de Constantinople, Michel Cérulaire. Ce dernier, autoritaire et brutal, ne craignit pas de faire une politique personnelle opposée à celle que l'empereur Constantin IX menait alors avec l'occident : lorsque les légats pontificaux vinrent à Constantinople, il se refusa à tout arrangement. Le cardinal Humbert, qui parlait en maître plutôt qu'en légat, déposa sur l'autel de Sainte-Sophie une bulle d'excommunication contre Cérulaire, et quitta Constantinople. Cérulaire convoqua un concile, qui excommunia les légats pontificaux. La rupture était consommée.

Il est probable que, sur le moment, personne n'en saisit bien l'importance. Ce n'était pas, après tout, le premier incident de ce genre, et il était facile de lever une excommunication. Mais on ne le fit pas, et le schisme dura encore. Quelles en furent les conséquences ?

Politiquement, on considère d'ordinaire que le schisme fut pour Byzance une cause de faiblesse, et qu'il l'empêcha de trouver en occident l'appui dont elle aurait eu besoin, par exemple contre les Turcs. C'est raisonner sur une hypothèse, à savoir que l'occident aurait répondu efficacement à l'appel de l'orient : bien des indices permettent d'en douter. Au point de vue religieux, il n'est guère contestable que le schisme fut une victoire pour le patriarcat de Constantinople, et une défaite pour la papauté ; car c'était bien celle-ci qui devait renoncer à ses prétentions sur l'église d'orient. Le patriarcat ne perdait rien, au contraire : lorsqu'il se fut libéré de la sujétion romaine, son autorité augmenta sur les trois autres patriarchats orientaux et sur les chrétientés slaves.

La civilisation. — L'époque des Macédoniens est, par la civilisation, une des plus brillantes de l'histoire de Byzance. Nous en trouvons le premier signe dans l'activité législative des empereurs, qui n'eurent que mépris — à tort d'ailleurs — pour l'*Ecloga* et voulurent la remplacer par un recueil plus digne de leur temps. Basile I en eut déjà l'ambition : il ne put faire paraître que deux ouvrages préparatoires, un « manuel » (*prochiron*) et une « introduction » (*épanagogè*). C'est Léon VI qui publia le recueil monumental des *basiliques* ou lois impériales, en grec, qui donnait comme la synthèse de l'œuvre législative de Justinien, omettant les lois tombées en désuétude, ajoutant les lois plus récentes.

De l'époque de Léon VI nous avons un texte particulièrement intéressant : le célèbre *Livre du préfet* (il s'agit du préfet de Constantinople), retrouvé seulement à la fin du siècle dernier. Le préfet de la capitale avait dans ses attributions la surveillance de toutes les corporations de négociants et d'artisans, et c'est précisément la liste de ces corporations et le détail de leur organisation que nous donne le *Livre du préfet*, document essentiel pour la connaissance de la vie économique à Byzance, où presque toutes les professions étaient organisées en corporations et soumises à une réglementation étroite.

Tout indique d'ailleurs que la prospérité économique était grande à Constantinople, où venaient toutes les marchandises et tous les marchands du monde, et qui joua longtemps un rôle comparable à celui du Pirée à la belle époque d'Athènes. Toute cette richesse commerçante, cette gloire militaire et cette puissance retrouvée s'expriment dans les lettres et dans les arts. Nous n'avons plus le monument qui, à Constantinople, représentait pour cette époque ce que Sainte-Sophie avait été pour celle de

Justinien, la « Nouvelle Eglise » ou *Néa* de Basile. Mais dans les provinces au moins, dans les arts mineurs aussi, beaucoup de monuments nous attestent cette renaissance, d'allure souvent si grecque (qu'on songe aux mosaïques de Daphni), qu'on nomme le second âge d'or de l'art byzantin. Dans le domaine des idées, il suffit de rappeler que cette époque s'encadre entre les deux grandes figures de Photius et de Psellos, aussi remarquables tous deux par leur goût pour l'hellénisme que par leur intime connaissance de la tradition antique. Sans doute les écrivains de ce temps manquèrent parfois — beaucoup plus que les artistes — d'originalité, et on a pu dire que ce siècle était celui des encyclopédies : anthologie palatine, lexique de Suidas, vies de saints de Siméon Métaphraste. Encore ne faut-il pas oublier les poésies de Jean le Géomètre, les épopées du cycle de Digenis Acritas, les histoires de Léon Diacre et du continuateur de Théophane, l'œuvre tout entière de Psellos, savant et écrivain universel. Les empereurs donnèrent l'exemple : Léon VI, surnommé le Philosophe pour son amour de l'étude et des savants ; Constantin Porphyrogénète, écrivain, bâtisseur, artiste, animateur de toute la vie intellectuelle de son temps, dont nous avons conservé des traités sur l'*Administration de l'Empire*, les *Thèmes*, les *Cérémonies de la cour byzantine*. Constantin Monomaque fit peut-être œuvre plus utile encore, lorsqu'il créa, à côté de la faculté de philosophie dirigée par Psellos, une faculté de droit, dirigée par Jean Xiphilin, qui avait pour tâche de former les fonctionnaires de l'empire.

La décadence. — La mort de Théodora en 1056 marque la fin de la dynastie macédonienne, et le commencement d'une période caractérisée par un

antagonisme persistant entre, d'une part, l'armée et le parti des grands seigneurs provinciaux qui en étaient les chefs par le jeu du recrutement régional, d'autre part l'administration centrale et les bureaux civils de la capitale. Déjà Constantin Monomaque, instruit par des rébellions telles que celles de Maniakès et de Tornikios, avait fait une politique hostile à l'armée : il avait réduit les effectifs, il avait souvent remplacé par des mercenaires les troupes nationales. A partir de 1056, la lutte entre les deux tendances se manifesta dans l'alternance même des empereurs. Enfin, après le règne de Nicéphore Botaniatè (1078-1081), qui était stratège d'un thème d'Asie Mineure, le parti « féodal » triompha définitivement avec l'arrivée au pouvoir d'Alexis Comnène.

Ceci n'alla point sans des troubles qui compromirent gravement, sur trois points, l'œuvre extérieure des Macédoniens. En occident, en 1071, les Normands de Robert Guiscard prirent Bari (capitale du Catépanat) après trois ans de siège : c'était la chute de l'Italie byzantine. Dans les Balkans, les Petchenègues, ces « Turcs du nord », franchirent le Danube, pillèrent toute la Macédoine et la Thrace, assiégèrent Constantinople : il fallut payer tribut. En orient, les Turcs Seldjoucides, après avoir lentement progressé en Perse et en Mésopotamie, attaquèrent l'Arménie byzantine. En cette même fatale année 1071, Romain Diogène fut battu par le chef turc Alp Arslan à la bataille de Mantzikert, et fait prisonnier. C'est la brutale révélation de la gravité du péril turc. « Les frontières de l'empire étaient encore intactes, d'Antioche au lac de Van, mais la déroute fut le signal d'une débandade. Toutes les forces de l'empire refluèrent vers l'ouest et les routes d'Asie Mineure s'ouvrirent devant les Turcs » (L. Bréhier).

CHAPITRE VII

BYZANCE ET LES CROISÉS. LES COMNÈNES ET LES ANGES. LES ÉTATS LATINS ET L'EMPIRE GREC DE NICÉE (1081-1261)

La dynastie des Comnènes. — « Avec Alexis, le parti militaire et l'aristocratie foncière provinciale triomphèrent du parti bureaucratique de la capitale » (A. Vasiliev). En effet, Alexis Comnène devait son élévation à sa gloire militaire, et les Comnènes, dont la famille était peut-être originaire de la région d'Andrinople, étaient devenus grands propriétaires terriens en Asie Mineure. Alexis I régna de 1081 à 1118, puis son fils Jean II de 1118 à 1143, et le fils de celui-ci, Manuel I, de 1143 à 1180 : pendant un siècle, l'empire connut une administration stable et ferme. Manuel, dont les regards furent constamment tournés vers l'occident, avait épousé en secondes noces une princesse française, Marie d'Antioche : c'est elle qui exerça la régence sous le règne du jeune Alexis II (1180-1183). Mais celui-ci fut détrôné par un neveu de Jean II, Andronic Comnène, le plus original des Comnènes, qui prit volontiers le contre-pied de ses prédécesseurs : son arrivée au pouvoir fut marquée par une formidable réaction contre les

Latins, massacrés en masse à Constantinople ; et en politique intérieure, il mena une lutte violente contre la grande aristocratie. Mais Andronic, détrôné à son tour par Isaac Ange, ne régna que de 1183 à 1185.

Au point de vue économique, la prospérité de l'empire reste apparemment très grande : les deux tiers de la richesse mondiale se trouvent à Constantinople, diront avec émerveillement les croisés. Mais Byzance, pour des raisons politiques, renonce peu à peu à la source même de cette prospérité, à son rôle d'intermédiaire entre l'orient et l'occident, au profit des villes italiennes, Pise, Gênes et surtout Venise.

Dans les affaires religieuses également, les intérêts politiques priment ceux de la foi. A plusieurs reprises, l'empereur semble prêt à reconnaître au pape l'autorité religieuse sur l'orient, dans l'espoir chimérique de faciliter ainsi le rétablissement de son autorité politique sur l'occident. Le pape de son côté, pour faire pièce à l'empereur d'Allemagne, contre lequel il mène longtemps une lutte violente, paraît souvent disposé à se rapprocher de l'empereur byzantin : jamais on ne fut plus près de l'union. Celle-ci ne se fera pourtant pas, parce que l'empire d'occident et la papauté finiront par se réconcilier, parce que les croisades seront en définitive un échec, et surtout parce que l'union rencontrera l'indifférence et l'incompréhension des Latins, et la violente opposition des Grecs, blessés dans leur sentiment national par les excès de la politique latinophile de Manuel, et davantage encore par les abus de toute sorte des croisés.

L'orient et les Balkans. — La plus grave menace à laquelle dut faire face Alexis I, ce fut celle des Petchenègues, appelés par les « Bogomiles », c'est-à-dire

par les sectateurs de ce mouvement hérétique, apparenté au paulicianisme, qui devint une forme de nationalisme slave. Les Petchenègues furent vainqueurs d'Alexis à Silistrie, campèrent en 1091 sous les murs de Constantinople, et furent sur le point de conclure avec les Turcs Seldjoucides une alliance qui eût été pour Byzance un danger mortel. Alexis, aux abois, appela contre eux les sauvages Polovtsiens, qui les massacrèrent presque tous en 1091. Quant aux Turcs, nous verrons que la première croisade les chassa, pour quelque temps, de presque toute l'Asie Mineure. Au début du règne de Jean II, les Petchenègues tentèrent un retour offensif : ils furent écrasés, et disparurent pour toujours de l'histoire de Byzance.

Il est vrai que Jean II eut à se préoccuper d'une menace nouvelle, qui se levait à l'ouest des Balkans, la coalition de deux jeunes puissances également redoutables, les Hongrois et les Serbes : il mena contre les uns et les autres des guerres qui ne furent point décisives, mais qui suffirent à contenir ces ambitions naissantes. Par ailleurs, Jean II fut nettement victorieux en Cilicie, où s'était constitué l'état indépendant de Petite Arménie, fondé par des réfugiés arméniens : il fit rentrer la Cilicie dans le sein de l'empire.

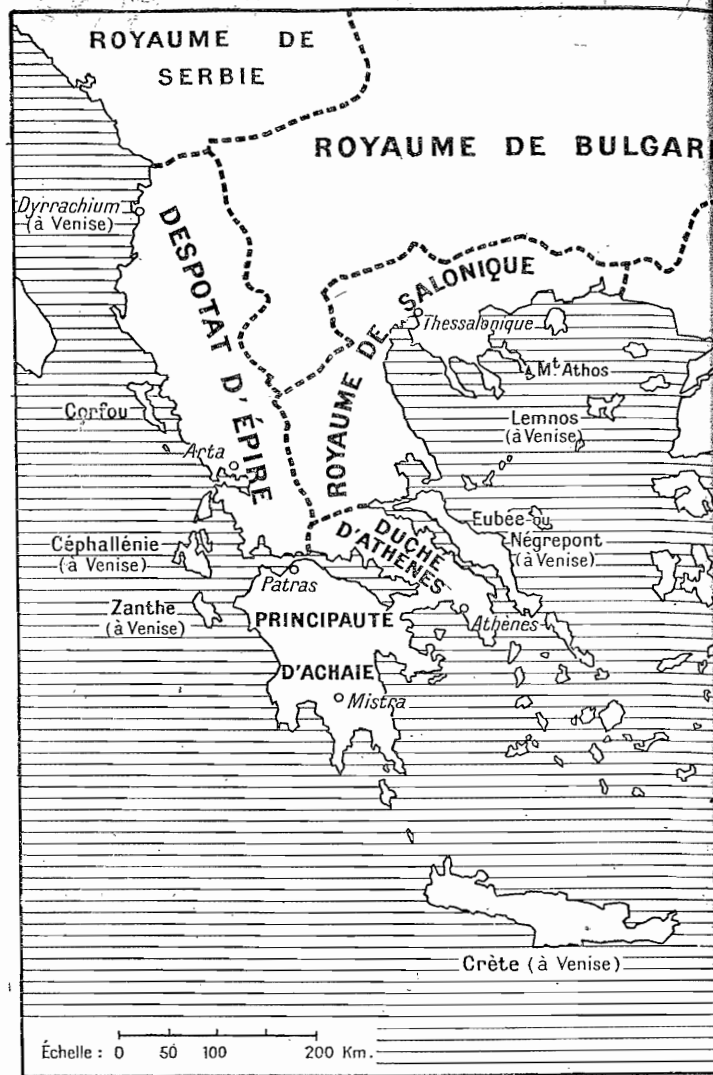
Manuel ne regardait qu'à contre-cœur vers l'orient ; il y fut pourtant appelé par un soulèvement de la Cilicie, qu'il réprima, et surtout par les affaires turques. Le sultan d'Iconium était alors le redoutable Kilidj Arslan II : en 1176, les armées turques taillèrent en pièces les armées byzantines en Phrygie, à Myrioképhalon. C'était pour Byzance, à peu près un siècle après Mantzikert, la ruine de tout espoir de vaincre les Turcs en Asie. C'était aussi la condamnation de la politique occidentale qui avait entraîné

Manuel à négliger, pour une vaine illusion, les intérêts immédiats de l'empire.

L'occident : Vénitiens et Normands. — Robert Guiscard avait créé en Italie du sud le duché d'Apulie, amorce du royaume de Sicile. Il tourna bientôt ses ambitions vers l'empire byzantin, et prit Dyrrachium (Durazzo), point de départ de la route qui conduisait, à travers la Macédoine et la Thrace, jusqu'à Constantinople. Alexis I n'avait pas de flotte capable de lutter contre celle des Normands : il demanda l'appui de la marine vénitienne, en échange d'avantages commerciaux. En effet, Guiscard perdit Dyrrachium. Mais pour payer les services de Venise, Alexis avait dû octroyer à la république, en 1082, un chrysobulle (diplôme revêtu du sceau d'or impérial), qui est un des documents les plus importants qu'un empereur de Byzance ait signés. Les marchands vénitiens recevaient en effet, pratiquement, le droit d'acheter et vendre dans tout l'empire, sans payer de taxe ni subir de contrôle douanier, et ils obtenaient qu'un quartier et des entrepôts leur fussent réservés à Constantinople : le commerce de Venise se trouvait, dans l'empire, plus favorisé que celui de Byzance elle-même. Cet acte est capital. C'était, pour Byzance, renoncer à tirer parti des avantages immenses de sa situation d'intermédiaire entre l'orient et l'occident, qui avait fait sa puissance économique. C'était, pour Venise, le point de départ de la magnifique expansion qui devait peu à peu soumettre à son influence le monde méditerranéen. Venise offrira désormais le spectacle d'un état qui met sa force maritime au service exclusif de ses intérêts commerciaux, et qui par un mélange étonnant de cynisme et d'habileté, par l'effet aussi d'une politique remarquable dans sa continuité, réalisera

pendant quelques siècles les ambitions d'un impérialisme économique sans scrupules. La quatrième croisade est en germe dans l'acte de 1082.

Tout ce que les empereurs byzantins pourront faire désormais, ce sera tenter de diminuer l'importance des privilèges vénitiens, en accordant des privilèges analogues aux deux principales rivales de Venise, Pise et Gênes. C'est ce que fit Jean II, qui ne put cependant éviter de renouveler le chrysobulle de 1082. Lorsqu'il se vit menacé par les ambitions du jeune royaume de Sicile constitué par Roger II, c'est auprès de l'empereur d'Allemagne, non de Venise, qu'il chercha l'appui dont il sentait le besoin. Puis son successeur Manuel, sans abandonner l'alliance de Conrad III (il épousa en premières noces la belle-sœur de l'empereur), dut faire de nouveau appel à Venise, quand Roger eut conquis Corfou et fait en Grèce un raid audacieux jusqu'en Attique : Venise reprit Corfou, mais se fit payer par de nouveaux avantages commerciaux. Plus tard, quand Guillaume I eut succédé à Roger II, Manuel fit une dernière tentative pour résoudre par ses propres forces la question normande : ses troupes furent vaincues à Brindisi, les Byzantins ne reviendront plus jamais en Italie. Les Normands par contre envahirent une fois encore l'empire : sous Andronic, ils reprirent Dyrrachium, assiégèrent et prirent Thessalonique où ils firent grand carnage, marchèrent vers Constantinople. A ce moment la population de la capitale se souleva, remplaça Andronic par Isaac Ange, qui chassa les Normands de Thessalonique et Dyrrachium. Les empereurs avaient pu protéger l'empire, mais non pas abattre en Italie la puissance normande, et ils avaient payé ce médiocre résultat de concessions considérables à l'impérialisme économique de Venise.



Carte III. — L'orient a



après les Croisades

Les premières croisades. — Les croisades sont un phénomène complexe, et souvent mal compris, parce qu'on ne l'envisage que du point de vue de l'occident, et sous l'aspect religieux. En fait, les intérêts politiques et économiques furent les facteurs tout puissants, mais ils se dissimulèrent derrière une idéologie, celle de la délivrance des lieux saints. Les papes eux-mêmes, qui souhaitaient toujours effacer le schisme de 1054 et ramener l'orient sous leur autorité, ne furent pas toujours les purs serviteurs d'un idéal uniquement religieux.

La première croisade fut décidée au concile de Clermont, sur l'initiative d'Urbain II, en 1095. Cette même année, la bande innombrable et chaotique de pauvres gens pillards, conduite à travers l'Europe par Pierre l'Ermite et Gautier Sans Avoir, effraya grandement Alexis I lorsqu'elle se présenta aux portes de Constantinople : l'empereur se hâta de faire passer en Asie cette troupe inquiétante, fanatique et famélique, qui fut presque entièrement exterminée par les Turcs près de Nicée. L'année suivante, l'armée des seigneurs signala son passage par de nouveaux pillages, et suscita de nouvelles craintes chez Alexis, qui obtint cependant des croisés un serment de vassalité. Nicée, Edesse, Antioche furent prises, et Jérusalem enfin, le 15 juillet 1099. Les croisés constituèrent, sur le modèle occidental et féodal, une série de principautés latines, à Edesse pour Baudouin de Flandre, à Antioche pour Bohémond de Tarente, à Jérusalem pour Godefroy de Bouillon. Mais ils oublièrent qu'ils s'étaient reconnus vassaux de l'empereur byzantin : Jean II le leur rappela durement, en rétablissant par les armes sa suzeraineté sur Antioche.

La seconde croisade fut motivée par un retour offensif des Turcs, qui s'emparèrent d'Edesse : la

chute de cette principauté franque découvrait dangereusement Jérusalem et Antioche. Elle fut prêchée par Bernard de Clairvaux, et dirigée par le roi de France Louis VII et l'empereur allemand Conrad III. A cette nouvelle, l'empereur byzantin Manuel, tout « latinophile » et parent de Conrad III qu'il était, fit mettre hâtivement en état les fortifications de Constantinople. Les Allemands arrivèrent les premiers : Manuel n'eut de cesse qu'il eût réussi à les faire passer en Asie, où les Turcs leur infligèrent une sanglante défaite. Même accueil et même sort furent réservés, un peu plus tard, à l'armée de Louis VII. Finalement, Conrad III et Louis VII revinrent en occident. Quelques années après, Manuel brisait les tentatives d'indépendance du prince latin d'Antioche Renaud de Châtillon, et faisait à son tour une entrée triomphale dans la ville.

La troisième croisade connut un échec non moins net. Elle fut provoquée par les entreprises de Saladin, qui avait fondé en Egypte une dynastie nouvelle, et qui en 1187 attaqua le royaume de Jérusalem, prit la ville, fit prisonnier le roi. Elle avait pour chefs les grands souverains d'occident : Philippe Auguste, Richard Cœur de Lion, Frédéric Barberousse. Elle n'inspira pas moins de crainte à l'empereur de Byzance, Isaac Ange, que la première croisade à Alexis et la seconde à Manuel : Isaac se rapprocha même de Saladin. Mais l'armée de Barberousse, venue par terre, fut vaincue en Asie Mineure et l'empereur périt noyé. Quant à Philippe Auguste et Richard, venus par mer, ils ne parvinrent pas à reprendre Jérusalem et s'en retournèrent.

De cette lutte, l'islamisme sortait en somme vainqueur. La faute était-elle à la duplicité de l'empereur byzantin ? On l'a prétendu en occident, mais ce

jugement n'est pas équitable. Il y aurait beaucoup à dire sur la façon dont les croisades furent préparées et exécutées par les seigneurs francs. Quant à l'empereur grec, il faut se souvenir qu'il n'avait demandé aux Latins que des mercenaires pour l'aider à protéger la chrétienté contre les infidèles : il ne comprenait pas la croisade, et n'en pouvait pas souhaiter le succès, qui eût soumis l'orient à l'occident. Il avait raison d'accueillir avec une extrême défiance ces armées féodales, où l'enthousiasme religieux des humbles était exploité par l'ambition des seigneurs. Les événements de la quatrième croisade vont montrer combien ces craintes étaient fondées.

La quatrième croisade. — Elle avait pour chef l'Italien Boniface de Montferrat, mais les chefs véritables étaient le pape Innocent III et le doge de Venise Dandolo. Innocent III, partisan de l'union des églises — sous la direction de Rome, bien entendu — représente les intérêts spirituels et religieux ; Dandolo incarne les ambitions économiques de Venise, et c'est lui qui va jouer le rôle décisif. Les croisés devaient être transportés en orient sur les vaisseaux vénitiens, mais Venise exigea que le prix du passage lui fût entièrement versé avant le départ. Comme les croisés ne purent réunir la somme nécessaire, Venise exigea d'eux que, pour faire le complément, ils commençassent par s'emparer pour son compte de la ville de Zara, sur la côte orientale de l'Adriatique, qui avait été vénitienne et appartenait alors au roi de Hongrie. Début étrange d'une croisade contre les infidèles : Zara était ville chrétienne et appartenait à un souverain chrétien. Malgré l'indignation du pape, les croisés acceptèrent cette singulière condition, et prirent d'assaut Zara qu'ils remirent à Venise.

Ce n'est pas tout. La croisade avait pour objectif l'Égypte, de laquelle dépendait la Palestine. Mais en occident se trouvait alors le fils d'Isaac II Ange, détrôné par Alexis III, le jeune Alexis Ange, parent de l'empereur Philippe de Souabe : celui-ci suggéra aux croisés de rétablir d'abord Alexis sur le trône, leur montrant tout l'avantage d'avoir à leur dévotion l'empereur d'orient. Dandolo accepta, comprenant le profit que Venise allait pouvoir tirer de cette situation. Il est plus surprenant que les croisés aient si facilement admis ce changement de destination : toujours est-il que la flotte, au lieu de cingler vers l'Égypte, fit voile vers Byzance, où elle arriva en juin 1203. Ce qui suit est bien connu, ne fût-ce que par le récit de Villehardouin. Constantinople fut prise d'assaut en juillet 1203, Alexis III détrôné, Isaac Ange et son fils Alexis IV rétablis sur le trône. Mais les Grecs comprirent sans peine que ces « souverains » ne seraient que des instruments dociles aux mains des Latins et du pape : ils se soulevèrent et les renversèrent. Les croisés décidèrent alors de prendre pour eux-mêmes Constantinople et l'empire : ils mirent le siège devant la ville, et la prirent d'assaut le 13 avril 1204. Des scènes épouvantables de carnage et de pillage se déroulèrent pendant trois jours dans la ville saccagée : des membres du clergé latin y prirent leur part aux côtés des soldats du Christ. Les richesses immenses, éblouissantes pour les yeux naïfs et grossiers des croisés, accumulées par les siècles dans la ville jusqu'alors inviolée, furent dispersées à travers tout l'occident : digne conclusion d'une « croisade » si étrangement commencée.

Les états latins. — Restait à partager le butin, et d'abord à élire un empereur latin : ce fut le comte de Flandre Baudouin, qui reçut la couronne à Sainte-

Sophie. Mais le patriarche latin fut un Vénitien, Thomas Morosini ; le territoire de la capitale et de sa banlieue fut partagé entre Baudouin et Dandolo ; celui-ci, seul de tous les croisés, fut exempt du serment de vassalité envers Baudouin ; enfin Venise acquit Dyrrachium, les îles ioniennes, la plupart des îles de l'Égée, l'Eubée, Rhodes, la Crète, des places nombreuses dans le Péloponèse, l'Hellespont, la Thrace : la croisade donnait à Venise un empire colonial et l'hégémonie économique.

Sur les débris de l'empire byzantin, et à côté de l'empire latin de Constantinople, s'organisèrent à la façon féodale une série de principautés franques vassales : le royaume de Thessalonique, avec Boniface de Montferrat ; le duché d'Athènes et Thèbes, avec le Français Othon de La Roche ; la principauté d'Achaïe (ou de Morée), conquise par les Français Guillaume de Champlitte et Geoffroy de Villehardouin. De l'empire grec, ne subsistaient que trois parcelles faisant encore figure d'états indépendants : le despotat d'Épire, gouverné par les Anges Comnènes ; l'empire de Trébizonde, au sud-est de la mer Noire (il est hors des limites de la carte ci-jointe) ; et l'empire de Nicée.

L'empire de Nicée. — C'est lui qui fut vraiment, pendant tout le temps qu'il y eut un empereur latin à Constantinople (1204-1261), le représentant de l'empire byzantin et le refuge de l'hellénisme, et c'est de lui que sortira le libérateur de Byzance. L'empire de Nicée avait été fondé par Théodore Lascaris (1204-1222), auquel succéda un empereur énergique, Jean III Doucas Vatatzès (1222-1254). Il sembla d'abord que les croisés ne laisseraient point subsister cet état : leurs armées partirent à la conquête de l'Asie Mineure, indispensable complé-

ment de celle de Constantinople. Mais elles furent aussitôt rappelées vers l'ouest par un grand soulèvement qui, dans les Balkans, dressa contre les Latins les Grecs et les Bulgares conduits par le tsar Kalojean (le second empire bulgare avait été fondé, aux temps de la dynastie des Anges, par Pierre et Jean Asen). A la bataille d'Andrinople, en avril 1205, les croisés furent écrasés ; l'empereur Baudouin, tué ou prisonnier, disparut ; Dandolo mourut peu après. C'était un événement considérable : dès ses débuts, la domination franque en orient s'effondrait. C'était aussi le salut pour l'empire de Nicée, dont la situation fut encore affermie par une brillante victoire que Théodore Lascaris remporta sur le sultan d'Iconium. Il était désormais certain que l'empire byzantin se reformerait en partant de Nicée : mais il y fallut une cinquantaine d'années, très confuses, pendant lesquelles l'empire latin de Constantinople survécut péniblement à lui-même.

Le successeur de Baudouin à Constantinople, son frère Henri, fut d'abord victorieux et pénétra profondément en Asie Mineure. Puis Jean Vatatzès vainquit à son tour les Latins, passa en Europe, s'empara d'Andrinople, approcha de Constantinople. Il est vrai qu'il rencontra l'hostilité des despotes d'Epire, qui avaient détruit le royaume latin de Thessalonique et comptaient reprendre Constantinople pour eux-mêmes : mais le despote Théodore Ange fut, en 1230, écrasé et fait prisonnier par les troupes du tsar bulgare Jean Asen II, à Klokotnica, entre Andrinople et Philippopoli. Puis Asen mourut en 1241, et Jean Vatatzès en profita pour revenir en Europe, reprendre aux Bulgares leurs conquêtes de Macédoine et de Thrace, s'emparer de Thessalonique, placer l'Epire sous sa dépendance.

Son œuvre fut achevée, non point par son succes-

seur Théodore II Lascaris, mort dès 1258, ni par le fils de celui-ci, Jean IV, qui n'avait que sept ans, mais par Michel Paléologue, parent de Jean Vatatzès, qui profita de cette minorité pour jouer un rôle décisif. Il vainquit d'abord le despote d'Épire, et son allié le prince d'Achaïe Guillaume de Villehardouin, à Pélagonia (en Macédoine occidentale) en 1259 : Villehardouin fut fait prisonnier. Et le 25 juillet 1261, les troupes de Michel Paléologue s'emparèrent sans grand mal de Constantinople, cependant que l'empereur latin Baudouin II et le patriarche latin s'enfuyaient en occident. L'empire latin qui s'effondrait ne traînait plus, depuis de longues années déjà, qu'une existence misérable et précaire : l'empereur vendait des reliques pour vivre, et brûlait pour se chauffer les charpentes de son palais. Mais l'empire byzantin reconstitué était lui aussi, après la crise qu'il venait de traverser, dans un état d'épuisement qui le conduira, après deux siècles de décadence, jusqu'à la ruine.

CHAPITRE VIII

LES PALÉOLOGUES ET LA CHUTE DE L'EMPIRE BYZANTIN (1261-1453)

Caractères généraux. — Les croisades et la domination latine laissaient l'orient grec dans un état tel, que l'empire de 1261, économiquement épuisé, mutilé et morcelé dans son territoire, n'était plus que l'ombre de celui des Commènes. A Constantinople, des palais et des quartiers entiers tombaient en ruines, et la ville ne s'était point relevée du terrible sac de 1204. Les provinces étaient à l'image de la capitale, et il semblait vain d'espérer un retour de la prospérité, puisque les sources mêmes de celle-ci avaient échappé aux Grecs, et que les républiques marchandes de Venise et de Gênes — c'est le résultat le plus important et le plus durable de la croisade — exploitaient à leur profit le commerce de l'orient grec. L'empire était d'ailleurs réduit, en Asie, au territoire de l'empire de Nicée ; en Europe, à la Thrace et une partie de la Macédoine : « Un corps débile, affaibli et misérable, avec une tête énorme, Constantinople » (Ch. Diehl). Tout autour, des états indépendants ou hostiles : l'empire de Trébizonde, qui vivra de sa vie propre jusqu'à la conquête turque ; le despotat d'Épire et le duché de Néopatrias, états grecs peu soucieux d'accepter la suzerai-

neté byzantine ; le duché d'Athènes, qui ne cessera d'appartenir aux Français que pour passer aux mains des Catalans, et la principauté de Morée, que les Grecs mettront plus d'un siècle à faire rentrer dans le sein de l'empire ; enfin presque toutes les îles et un grand nombre de places côtières entre les mains des Génois et des Vénitiens. Plus loin encore, guettant l'agonie de cet empire disloqué qu'on a nommé *l'homme malade* du moyen-âge, les états d'occident, la Serbie, la Bulgarie, les Turcs.

Telle était la situation lorsque Michel VIII ceignit à Sainte-Sophie la couronne impériale, fondant ainsi la dynastie des Paléologues. Dans cette dernière étape de l'histoire de Byzance (1261-1453), on doit distinguer deux périodes, de durée très inégale : le règne de Michel VIII d'une part, ses successeurs de l'autre. La date de 1282 — mort de Michel et avènement d'Andronic II — marque en effet une coupure si nette, que G. Ostrogorsky a pu récemment rattacher le règne de Michel VIII à l'empire de Nicée, continuateur et restaurateur de Byzance, et faire commencer avec Andronic II l'histoire des Paléologues et de la décadence byzantine. Michel VIII eut pour tâche d'en terminer avec les Latins, et d'empêcher un retour offensif de l'occident contre l'orient : l'activité et les succès de sa politique firent de son règne le dernier grand règne de Byzance. Mais il n'était pas en son pouvoir de guérir les causes profondes du déclin de l'empire, épuisé au dedans, menacé au dehors, et ses successeurs durent se borner à retarder la date fatale. Andronic II (1282-1328) et Andronic III (1328-1341) virent les Turcs maîtres de l'Asie. Jean V (1341-1391, avec l'usurpateur Jean VI Cantacuzène de 1341 à 1355) vit les Serbes de Dušan aux portes de Constantinople, et les premières conquêtes turques

en Europe. Sous Manuel II (1391-1425) et Jean VIII (1425-1448), les progrès des Turcs réduisirent l'empire à la capitale et sa banlieue, et les voyages humiliants faits en occident par les deux empereurs pour mendier du secours restèrent infructueux : « on ne songeait qu'à profiter des misères de l'empire grec pour le dominer religieusement, le conquérir politiquement, l'exploiter économiquement. » (Ch. Diehl.) Le dénouement inévitable survint le 29 mai 1453, lorsque le dernier empereur byzantin, Constantin Dragasès, mourut héroïquement sur les murs de Constantinople, pris d'assaut par les Turcs.

On connaît mal l'histoire intérieure de l'empire pendant cette longue période. Les empereurs eurent à vaincre d'énormes difficultés financières, et s'appliquèrent surtout à soumettre à l'impôt les biens qui en étaient exempts : encore n'est-il pas certain que le résultat fut toujours heureux, et Michel VIII par exemple, en frappant les colons militaires, exempts de charges et d'impôts, qui étaient installés sur la frontière orientale de l'empire, dégarnit peut-être dangereusement celle-ci. Il faut d'ailleurs répéter que ces mesures ne pouvaient être efficaces, dans un état dont le commerce tout entier était passé entre des mains étrangères : un chroniqueur raconte qu'au mariage de Jean V, on ne put trouver dans le palais aucune coupe en or ou en argent, et que les habits n'étaient point, comme autrefois, ornés de pierres précieuses, mais de morceaux de verre coloré. L'empire n'eut plus de quoi entretenir une flotte, et les mercenaires de l'armée de terre, mal payés, étaient toujours prêts à se révolter, à trahir, à piller.

Comme toujours à Byzance, les querelles religieuses furent le reflet de l'agitation politique, et particulièrement des disputes incessantes nées autour de l'union avec Rome. L'activité des « Zé-

lotes » (parfois appelés *arsénites*, du nom du patriarche Arsène) rappelle par bien des côtés celle des Stoudites : comme eux, les Zélotes s'appuyaient sur les moines et le peuple pour défendre la plus austère orthodoxie, et s'opposer à la politique de l'empereur au besoin par la sédition. C'est encore la victoire des moines, en même temps que celle du mysticisme oriental, et la défaite des modérés et des rationalistes qui eussent accepté un rapprochement avec Rome, que représente le triomphe de la doctrine contemplative de l'*hésychasme* (d'un mot grec qui signifie *calme, tranquillité*), ardemment défendue contre le calabrais Barlaam par Grégoire Palamas, moine au mont Athos et archevêque de Thessalonique, une des plus curieuses figures de Byzance. L'époque des Paléologues est d'ailleurs celle de la plus grande prospérité des couvents athonites : ils donnent à Constantinople une longue série de patriarches, et ils représentent pour les hommes les plus cultivés de Byzance, au milieu des tristesses du temps, le lieu de refuge et de méditation où beaucoup viennent finir leur vie sous l'habit monacal.

Les deux derniers siècles de l'empire, si décevants à tant d'égards, ne furent point, en effet, des siècles de misère spirituelle. Les lettres et les arts brillèrent au contraire d'un si vif éclat, qu'on a donné à cette période le nom de « seconde renaissance byzantine », et qu'on la compare souvent à la renaissance italienne. Le trait le plus remarquable en est le retour à l'étude, aux traditions, à l'esprit de l'hellénisme antique, si marqué chez les écrivains, et même chez les artistes. A Constantinople, les mosaïques de l'église de Chora (Kahrie Djami) sont le chef d'œuvre de cette époque, qui vit la civilisation byzantine exercer une influence profonde sur la Serbie, la Russie, la Roumanie. Dans l'empire, deux grandes

écoles s'opposent, l'école dite macédonienne, à laquelle on doit la décoration des plus anciennes églises de l'Athos, et l'école dite improprement crétoise, dont les plus belles œuvres jusqu'à nous conservées se voient aujourd'hui dans les églises de Mistra.

Et ce nom de Mistra amène à signaler enfin ce qui fut peut-être le caractère le plus original de cette période : la vie spirituelle, et même la vie politique de l'empire tendit peu à peu à se retirer de Constantinople, trop menacée, pour se réfugier dans le Péloponèse. Elle s'y sentait plus en sûreté, et plus proche aussi des anciennes et glorieuses traditions de l'hellénisme, vers lesquelles Byzance près de mourir aimait à tourner les yeux, pour chercher un modèle et un réconfort. La reconquête de la principauté franque d'Achaïe commença dès le début du règne de Michel VIII : les trois places de Monemvasie, Maïna et Mistra furent en effet, en 1262, la rançon de Guillaume de Villehardouin, prisonnier des Byzantins à Pelagonia. Puis Michel VIII reprit l'Arcadie et la Laconie, et ses successeurs achevèrent de refaire de la Morée une terre grecque. Mistra, près du site ancien de Sparte, où les Villehardouin avaient construit dans une position admirable un puissant château, fut la ville la plus importante, et le *Despotat de Mistra*, à partir de Cantacuzène, fut l'apanage du second fils de l'empereur qui régnait à Byzance. C'était moins une province de l'empire, qu'un état en fait indépendant. La colline de Mistra se couvrit de palais, d'églises, de monastères, et la cour des despotes fut plus brillante et plus vivante que celle de Constantinople. Là vécurent des savants éminents, et le célèbre philosophe et humaniste Gemiste Pléthon, qui adressa à Manuel II des projets de réformes destinées à régénérer l'Hellade. Au

moment où l'hellénisme allait pour plusieurs siècles entrer dans l'obscurité, c'est sur le sol même de la Grèce antique qu'il jetait un dernier éclat.

Michel VIII Paléologue. — C'est vers l'occident que le restaurateur de l'empire, Michel VIII, tourna son attention. Byzance avait là trois ennemis : Venise et la papauté, qui souhaitaient, l'une pour des raisons économiques et l'autre pour des raisons religieuses, restaurer l'empire latin ; et le nouveau souverain du royaume des Deux-Siciles, Charles d'Anjou, frère de saint Louis, qui faisait valoir des droits politiques. En effet, par un traité signé à Viterbe, Charles d'Anjou s'était fait céder, par l'empereur exilé Baudouin II, les droits de celui-ci sur l'ancien empire latin. On pouvait craindre que Charles se fit l'instrument des désirs de Venise et de la papauté, et qu'une formidable coalition empêchât l'empire grec, à peine reconstitué, de vivre : c'est à conjurer ce danger que fut consacré le règne de Michel VIII. L'empereur eut parfois recours aux armes, et remporta des succès contre les troupes angevines en Epire, contre les Vénitiens en Eubée, contre les Francs en Morée. Mais l'épuisement de l'empire ne permettait pas une politique militaire d'envergure, et Michel recourut de préférence à l'arme favorite de Byzance, la diplomatie.

1^o *Contre Venise*, il s'entendit avec Gênes. Dès mars 1621 avait été signé, à Nymphaeum, un traité qui accordait aux Génois, sur tous les territoires présents et futurs de l'empire, des privilèges commerciaux considérables, en échange desquels la flotte génoise devait aider l'empereur. Il y eut bien quelques heurts : lorsque les Génois parurent appuyer les projets ambitieux du roi de Sicile Manfred, qui voulait reprendre Constantinople aux Grecs, Michel VIII

les chassa de la capitale. Ce ne fut qu'un épisode, Michel rendit bientôt à Gênes tous ses privilèges, et Gênes prit dans tout l'orient, sous les Paléologues, la place qu'avait si longtemps occupée Venise. En 1453, c'est un Génois, Giustiniani, qui dirigera la défense de Constantinople contre les Turcs.

2^o Avec la papauté, Michel VIII pratiqua une politique de concession : en 1274, il conclut à Lyon, avec le pape Grégoire X, un accord qui plaçait l'église orientale sous l'autorité du pape. C'était en effet la seule politique qui pût retenir la papauté d'appuyer et de diriger contre Byzance la force redoutable que représentait Charles d'Anjou, et c'est sous cet aspect qu'il faut juger la politique religieuse de Michel VIII. Les Grecs n'y voulurent voir que l'acceptation des inadmissibles prétentions romaines, et une violente opposition, dirigée naturellement par les moines, s'éleva contre l'empereur flétri de l'épithète de *latinophrone*. On alla jusqu'au schisme, à l'intérieur de l'église grecque, lorsque Michel, avec l'aide du patriarche Jean Bekkos, voulut imposer par la force l'union romaine. L'accord de Lyon restera finalement lettre morte : il n'en avait pas moins joué utilement son rôle dans la politique de Michel VIII.

3^o Charles d'Anjou était le plus dangereux adversaire. Longtemps, Michel VIII usa tour à tour contre lui de la force et de la diplomatie, jusqu'à l'événement décisif des Vêpres siciliennes. Le 31 mars 1282, une révolte brutale contre la domination angevine éclata à Palerme, et se répandit à travers toute la Sicile, où les Français furent massacrés. Les origines de ce soulèvement sont diverses : les duretés de l'administration française, les ambitions siciliennes de Pierre d'Aragon y eurent leur part ; mais il est certain que les intrigues de Michel, aussi bien que les subsides qu'il fournit à Pierre d'Aragon, furent aussi

pour beaucoup. Le calcul de l'empereur byzantin était bon : Charles d'Anjou, qui dirigeait précisément en orient une expédition contre l'empire grec, dut revenir en hâte en occident, et d'ailleurs perdit la Sicile. Pour Byzance, le péril occidental disparaissait : Michel VIII avait accompli sa tâche. Il mourut cette même année 1282.

Les premiers successeurs de Michel VIII. — Son règne avait été, somme toute, brillant et heureux. Mais empêcher l'occident de reprendre pied dans l'empire n'était qu'un résultat négatif : peut-être même avait-il trop détourné Michel VIII de regarder vers l'orient. Ses successeurs auront à faire face de ce côté à un double péril : le péril serbe, et le péril turc.

1^o *Les Serbes.* Le premier état serbe avait été fondé, au XII^e siècle, par Stefan Nemanja. Ses successeurs, par une série de conquêtes sur les Bulgares et sur les Grecs, avaient fait de la Serbie l'état le plus puissant des Balkans. Il connut son apogée sous Stefan Dušan, monté sur le trône en 1331, qui reprit à son compte le rêve de tout souverain possédant l'hégémonie dans les Balkans : s'emparer de Constantinople. Dès le règne d'Andronic III, Dušan avait pris pied dans la Macédoine septentrionale et l'Albanie : il va profiter de la jeunesse de Jean V, et des graves troubles provoqués par la rivalité de Jean V et de Jean Cantacuzène, pour s'emparer de toute la Macédoine, à l'exception de Thessalonique. Après la prise de Serrès, Dušan se proclame empereur des Serbes et des Romains (c'est-à-dire des Grecs), et il ceint la couronne impériale en 1346 à Skoplje. Il ne restait qu'à prendre Constantinople : mais il semble que le souverain serbe échoua dans ses efforts pour faire alliance, tantôt avec Venise (il avait

besoin d'une flotte), et tantôt avec les Turcs. Il est probable qu'il n'entreprit même pas la grande expédition que certains chroniqueurs placent en 1355. Dans cette même année 1355, Dušan mourut, et la force de son empire ne lui servécut pas. Byzance était sauvée.

2^o *Les Turcs*. Une tribu turque refoulée vers l'ouest par les Mongols, dans le mouvement qui portait ceux-ci vers l'Asie Mineure, avait été organisée en état puissant, à la fin du XIII^e siècle, par son chef Osman ou Othman, fondateur de la dynastie des Osmanlis ou Ottomans. Très vite, la force d'expansion des Osmanlis apparut redoutable pour Byzance, qui dut accepter l'aide offerte par une compagnie de mercenaires catalans, autrefois à la solde de Pierre d'Aragon et maintenant inoccupés. En effet, les Catalans furent d'abord victorieux des Turcs, mais ils se brouillèrent bientôt avec Byzance et se retournèrent contre elle : ils s'installèrent à Gallipoli, d'où ils menacèrent deux ans la capitale ; puis ils ravagèrent la Thrace et la Macédoine, échouèrent devant les murailles de Thessalonique, envahirent la Thessalie et le duché d'Athènes, furent aisément victorieux des lourds chevaliers francs à la bataille du lac Copaïs en 1311, et fondèrent le duché catalan d'Athènes. Cette extraordinaire équipée d'une armée errante qui ne comptait que quelques milliers de soldats révèle assez la faiblesse de l'empire.

Les Turcs cependant continuaient leurs progrès : ils prennent Brousse en 1326 et y installent leur capitale, Nicée en 1329, Nicomédie en 1337. En 1341 à la mort d'Andronic III, ils étaient pratiquement maîtres de l'Asie Mineure et faisaient déjà des raids en Thrace. Comme les Serbes, ils profitèrent sous Jean V des querelles intérieures de Byzance : Jean Cantacuzène, qui avait marié sa fille au sultan

Orkhan, et qui s'appuya sur les Turcs pour s'emparer du trône, appela ceux-ci en Thrace et leur céda une place forte sur la rive européenne des Détroits. Dès lors les Turcs ne cesseront plus d'intervenir directement dans les affaires de l'empire. Ils s'installent et se fortifient dans la région de Gallipoli, point de départ de leurs progrès dans les Balkans. Mourad I conquiert la Thrace, Philippopoli, Andrinople, dont il fait sa capitale en 1365 : signe certain des ambitions européennes des Turcs. Devant le danger menaçant, Jean V tente de se rapprocher de l'occident : il se rend à Rome en 1369, accepte une profession de foi conforme au dogme catholique, reconnaît le pape comme chef de la chrétienté. Cet accord devait rester aussi stérile que celui de Lyon, mais au retour, comme il passait par Venise, le malheureux empereur de Byzance fut arrêté par les Vénitiens comme débiteur insolvable ; il fallut que son fils Manuel réunit en hâte la somme exigée, et vînt en personne délivrer son père. Cependant les Turcs avançaient toujours, abattaient l'empire serbe à la grande bataille de Kossovo, en 1389, et bientôt, après la Serbie, la Bulgarie passait sous leur domination.

Les derniers Paléologues. — Ces conquêtes faisaient des Turcs les voisins de la Hongrie. Le Hongrois Sigismond demanda l'aide de l'occident, qui envoya de faibles contingents : ils furent écrasés à la bataille de Nicopolis, en 1396. A son tour le successeur de Jean V, Manuel II, appela au secours ; le roi de France Charles VI lui envoya, avec 1.200 hommes, le maréchal de Boucicaut, qui fut vainqueur des Turcs aux environs de Constantinople dans un grand nombre d'engagements, mais qui n'avait point assez de forces pour entreprendre une véritable campagne.

En 1399, Manuel II et Boucicaut partirent pour l'occident, chercher des subsides et des troupes. Manuel entreprit une espèce de pèlerinage : il alla à Venise et dans d'autres villes italiennes ; il alla à Paris, où il fut magnifiquement hébergé au Louvre par Charles VI ; à Londres, où il obtint beaucoup de promesses dont aucune ne fut tenue ; à Paris encore, où il séjourna cette fois deux ans, sans résultats. C'est là qu'il apprit, en 1402, la sanglante défaite infligée au sultan Bajazet, à Angora, par les sauvages Mongols de Tamerlan : pour quelque temps, l'attention et les efforts des Turcs allaient être détournés de Byzance. Manuel se hâta de revenir, et connut en effet quelques années de répit. Mais dès 1422, juste vingt ans après la défaite d'Angora, le sultan Murad II reparut devant Constantinople.

En 1430 — l'empereur était alors Jean VIII — les Turcs assiègent Thessalonique, que les Grecs, pour la sauver des infidèles, avaient au dernier moment vendue à Venise : la ville n'en fut pas moins prise d'assaut. Jean VIII, à son tour, part pour l'occident, et comme ses prédécesseurs, il consent à reconnaître la suprématie romaine, dans l'espoir d'obtenir en échange un secours efficace des Latins : au concile de Florence, en 1439, Jean VIII, qu'assistait l'illustre cardinal Bessarion, et le pape Eugène IV proclamèrent le décret d'Union, qui donnait satisfaction à toutes les exigences catholiques et romaines. Comme à Lyon, comme à Rome, ces concessions furent vaines : en orient, elles furent combattues par la plus grande partie de la population et du clergé byzantins ; en occident, on ne fit aucun effort sérieux pour défendre la chrétienté contre les Turcs. Le pape réussit à mettre sur pieds une petite armée de Hongrois, Polonais et Roumains, commandée par le roi de Hongrie Vladislav : elle fut écrasée à la

bataille de Varna, en 1444, et cette tentative ne fut suivie d'aucune autre.

Byzance est abandonnée à son sort, et les événements se précipitent. Mahomet II devient sultan en 1451. Tout près de Constantinople, sur la rive européenne du Bosphore, il fait construire une forteresse (Roumeli Hissar) qui coupe les communications de Byzance avec la mer Noire. Puis il dirige une expédition contre la Morée, pour empêcher qu'une aide quelconque vienne de là aux Byzantins. Enfin, en avril 1453, il met le siège devant Constantinople. La ville fut vaillamment défendue par l'empereur Constantin Dragasès, par la population, par le Génois Giustiniani : mais les Turcs, qui disposaient d'une armée considérable, avaient aussi une puissante artillerie de siège, et parvinrent à ouvrir des brèches dans la vieille muraille théodosienne. Ils surent aussi tourner la défense byzantine, en faisant de nuit, par un stratagème audacieux, passer leur flotte de la mer de Marmara dans la Corne d'Or. La résistance grecque faiblissait : l'assaut final fut fixé à l'aube du 29 mai, et on l'apprit dans la ville assiégée. La veille, des processions parcoururent les rues ; le soir, le dernier office chrétien fut célébré à Sainte-Sophie, et l'empereur, avec un grand nombre de personnes, reçut les derniers sacrements. Le lendemain, l'empereur tombait héroïquement sur les murailles, et Mahomet II entra à cheval dans Sainte-Sophie, où une foule considérable, réfugiée dans l'immense nef, avait été égorgée. Trois jours et trois nuits furent consacrés au pillage, au massacre, à la destruction de tout ce qui était chrétien.

En 1460, Mahomet II en personne vint s'emparer de Mistra, et en 1461, de Trébizonde : il ne restait plus rien de l'empire grec.

CONCLUSION

La chute de Byzance était due, sans doute, au vieillissement de ses institutions, aux défauts internes d'un état construit sur le principe autoritaire, et qui n'avait plus assez de ressort ni de souplesse pour se réformer. Mais elle avait eu surtout deux grandes causes, d'ailleurs liées l'une à l'autre : les croisades, et l'antagonisme religieux de l'orient et de l'occident.

Les croisades avaient ruiné Byzance. Elles l'avaient ruinée inutilement, puisque les Francs furent incapables de se maintenir en orient, et d'y faire œuvre politique durable. Mais elles l'avaient ruinée définitivement, car jamais l'empire ne put se remettre des coups qui lui avaient été portés. L'époque des Paléologues ne fut qu'une survie, une agonie prolongée, avec quelques beaux retours de vitalité : ce ne fut pas une résurrection. Byzance était épuisée, et l'hégémonie marchande de Venise et de Gênes lui interdisait de se relever. La conquête économique de l'empire avait été faite par l'occident, avant que la conquête territoriale fût faite par les Turcs.

Le seul espoir de salut était dans une entente des Grecs et des Latins pour la défense de la chrétienté. De toutes les raisons qui rendirent cette entente impossible, la plus importante fut précisément la raison religieuse. Tous les efforts — et il faut rendre hommage à la largeur d'esprit des Paléologues — se heurtèrent soit aux prétentions de la papauté, soit à l'incompréhension ou aux convoitises des Latins,

soit à l'obstination des Grecs. Pour montrer la profondeur de ce dissentiment, deux exemples suffiront : celui de Pétrarque, qui osait écrire : « Les Turcs sont des ennemis, mais les Grecs schismatiques sont pires que des ennemis » ; et celui d'un grand dignitaire de Byzance, qui déclarait au même moment : « Mieux vaut voir régner à Constantinople le turban des Turcs que la mitre des Latins. » Cela fut cause que Byzance eut à supporter seule le poids de la force turque.

Mais quand Byzance fut aux mains des Turcs, la disparition de l'empire grec laissa dans le monde un grand vide. Pendant onze siècles il avait joué son rôle, toujours important, souvent décisif, dans l'histoire de l'occident et de l'orient. Des mains vacillantes de Rome, Byzance avait reçu l'héritage du monde antique, au moment où il allait disparaître sous le flot des invasions barbares. Avant de succomber à son tour sous les coups d'autres envahisseurs, son rôle fut de conserver, d'enrichir, de transmettre cet héritage.

Elle le conserva tout au long de la période indécise et trouble qu'on nomme moyen-âge, et sut le défendre contre les attaques répétées de vingt peuples. C'est un spectacle émouvant que celui de cet empire tant de fois assailli, de cette capitale tant de fois assiégée, contre lesquels tous les peuples de l'ouest, du sud, du nord, de l'est vinrent longtemps briser leurs efforts.

Elle l'enrichit par l'apport du christianisme, et par celui de l'orient. D'une civilisation païenne, atteinte par la décadence et incapable de se renouveler, Byzance fit une civilisation chrétienne, en un sens plus humaine, et répondant mieux aux besoins d'une conscience plus exigeante. Et tout en assurant à l'hellénisme primitif cette continuité de tradition,

dont la continuité de la langue grecque fut à la fois le symbole et le meilleur instrument, Byzance y ajouta, dans la pensée comme dans l'art, les fruits de son long commerce avec l'orient perse et l'orient musulman.

Elle le transmit enfin, par ses savants, ses missionnaires, ses négociants, ses soldats, à tous les peuples avec lesquels elle fut en contact. A l'orient en effet, Byzance ne se borna pas à emprunter : les Arabes, les Turcs eux-mêmes subirent profondément son influence. Les peuples slaves lui doivent tous leur religion et leurs institutions. Les pays d'occident, par les marchands ou les moines, les pèlerins ou les croisés, ne cessèrent jamais de subir l'action de la lointaine et séduisante Constantinople ; et c'est à l'occident que Byzance transmet son dernier message lorsque, après la conquête turque, tant de Grecs instruits vinrent y apporter leur science et les débris de leur bibliothèque.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Constantin : la monarchie chrétienne et orientale.....	7
CHAPITRE II. — De Constantin à Justinien : la lutte contre les hérétiques et contre les barbares (337-518).	32
CHAPITRE III. — Le siècle de Justinien (518-610)....	46
CHAPITRE IV. — La dynastie d'Héraclius et la fin de l'empire romain (610-717).....	65
CHAPITRE V. — Les dynasties isaurienne et amorigienne. L'iconoclasme (717-867).....	75
CHAPITRE VI. — La dynastie « macédonienne » et l'apogée de l'empire (867-1081).....	84
CHAPITRE VII. — Byzance et les croisés. Les Comnènes et les Anges. Les états latins et l'empire grec de Nicée (1081-1261).....	99
CHAPITRE VIII. — Les Paléologues et la chute de l'empire byzantin (1261-1453).....	113
CONCLUSION	125

CARTES

I. — L'empire de Justinien	56-57
II. — L'empire après les conquêtes des empereurs macédoniens	88-89
III. — L'orient grec après les croisades	104-105